

PALESTINE

ŒUVRES PUBLIÉES DE MICHEL CHIHA

AUX ÉDITIONS DE LA REVUE PHÉNICIENNE :

La Maison des Champs (poèmes) (1934 - 2^e éd., 1965)

AUX ÉDITIONS DU TRIDENT :

Le Liban d'aujourd'hui (1949 - 2^e éd., 1961)

Essais, t. I (1950)

Essais, t. II (1952)

Plain-Chant (1954)

Palestine (1957)

Politique Intérieure (1964)

Propos d'Économie Libanaise (1965)

MICHEL CHIHA

PALESTINE



FONDATION CHIHA
BEYROUTH
Réimpression 1994

**TOUS DROITS RESERVES
POUR TOUS PAYS
Copyright 1957
Edition 1957
Réimpression 1980
Réimpression 1994**

«La décision de partage de la Palestine par la création de l'État juif est une des erreurs les plus considérables de la politique contemporaine. D'une chose apparemment petite, les conséquences les plus surprenantes vont sortir. Et ce n'est pas offenser la raison que d'écrire que cette petite histoire contribuera à ébranler la terre dans ses fondements.»

Michel CHIHA

5 décembre 1947

NOTE LIMINAIRE

Le présent volume est le premier d'une collection où seront groupés, par matières, les écrits non encore recueillis de Michel Chiha, notamment ses éditoriaux du journal Le Jour. Il est consacré à l'Affaire palestinienne.

En donnant à celle-ci la priorité, la « Fondation Michel Chiha » sait qu'elle réalise une intention du défunt et répond à une nécessité de l'heure.

Il est devenu évident, en effet, que les graves événements survenus en Proche et en Moyen-Orient, et la situation qui en est issue, ont leur origine dans la création de l'Etat d'Israël. Et il est vain d'espérer que les relations de l'Occident et du Monde arabe puissent être ramenées à l'état que recommandent la nature des choses et la défense des valeurs humaines fondamentales auxquelles l'un et l'autre sont attachés, sans que soit réparée, au préalable, conformément à la justice et à la raison, la faute commise en Palestine.

Le présent volume est un choix parmi les très nombreux articles consacrés par Michel Chiha à la

Palestine, et dont le dernier a été écrit par lui la veille même de la maladie qui devait l'emporter. L'un de ces articles, daté du 15 juin 1944, a été considéré comme pouvant servir d'Introduction au recueil.

Dans la perspective de l'Histoire, le drame palestinien, dont ces écrits demeurent les témoins, a été divisé en trois époques sous les titres suivants :

1945-1947 : *La Morale en faillite*

1948-1950 : *La Terre Sainte abandonnée*

1951-1954 : *Le Malheur en marche.*

Cette dernière période continue de se développer dans un sens qui n'a été que trop prévu.

Pour servir d'

INTRODUCTION

Nous oublions quelquefois les particularités de ce voisinage et que, de tous les pays, voilà bien un des plus étonnants avec le nôtre. Entre la Méditerranée et la mer Morte, entre le désert et les premières pentes du Liban, quelques arpents de terre passionnent, pour des raisons diverses, la moitié de l'humanité.

La force de l'esprit fait cela en même temps qu'une masse confuse de mouvements de l'âme. Aussi la Palestine est-elle un des lieux les plus vénérables du monde.

Ce ne sont pas les richesses matérielles qui agitent les peuples autour de cette terre ingrate. L'or y vient de l'extérieur avec un désir de conquête. C'est une poussière sainte, ce sont des ruines sacrées qu'on y rachète; et le sillon qu'on y trace draine largement les sueurs de l'homme.

Au sud du Liban, il y a la Palestine, la tumultueuse Palestine qui fait des tempêtes comme en fait le doux lac de Génésareth. D'un côté et de l'autre de la frontière qui nous sépare, nous nous regardons depuis des années. Et il n'est pas sûr que nous nous comprenions toujours.

Nous sommes ici un pays surpeuplé, et nous sommes appelés à le devenir davantage. Toutes choses égales, le Liban a une population plus dense que celle de la Palestine d'aujourd'hui et cette population ne peut que s'accroître. Est-il nécessaire d'ajouter que le Liban veut vivre, qu'il est absolument déterminé à vivre ?

C'est un sort singulier que celui qui attache l'homme à une terre lointaine plutôt qu'à celle où il est né (et qui, mettant quelquefois à la disposition des nations de vastes espaces, interdit qu'elles les occupent...). Les hommes qui languissent dans l'attente de venir en Palestine appartiennent souvent aux empires les plus fortunés. La nature la plus belle, les paysages les plus nobles ne suffisent pourtant pas à les y fixer. Non plus que des climats moins chauds qui conviennent mieux aux chairs lasses, qui peuvent aussi régénérer les races vieilles.

Ne craignent-ils pas, ces tenants du passé, que leurs vertus les plus hautes, ils les perdent dans cette aventure et que la seconde génération (à défaut de la première), ou la troisième au plus, ressemble malgré tout à l'Israël endormi de naguère, à l'Israël fatigué de jadis?

Nous autres, Libanais, nous assistons au développement du drame au sens classique, au sens shakespearien du mot. Et personne, devant l'importance des personnages et de l'action, ne nous accusera d'indifférence.

Il faut seulement nous souvenir davantage que la Palestine est limitrophe du Liban au sud et que le Liban, dans cette direction comme dans les autres, a besoin de toutes ses terres, de son dernier épi, comme de son dernier olivier.

Cela ne nous empêche pas de regarder nous aussi la Palestine, et plus que les autres en raison du voisinage immédiat, comme notre Terre-Sainte et comme le lieu prédestiné où furent données les clés du Royaume.

15 juin 1944

1945-1947

LA MORALE EN FAILLITE

LA TERRE PROMISE

QU'AUCUNE préoccupation politique ne détourne nos regards de la Palestine! Dans notre voisinage immédiat se développe une des questions les plus angoissantes du monde.

On peut se demander si les maîtres en Israël qui, jusqu'à la frénésie, passionnent leur peuple pour ce coin de terre, ne vont pas eux-mêmes contre l'avenir de ce peuple.

Les Juifs sont aujourd'hui quinze ou seize millions; ils seront, un jour, vingt, trente millions et davantage dans l'univers. Que sera pour ce nombre l'étroite Palestine? Et si la Palestine n'avait pour raison d'être que de servir de refuge au Judaïsme persécuté, quelle ne serait pas la tentation, dans certains pays surpeuplés, de persécuter le peuple d'Israël?...

Une des positions politiques les moins défendables des Juifs est de rechercher une seconde nationalité, alors que tous les pays où ils vivent leur en offrent une. Être anglais, français, américain, néerlandais, suisse ou danois, n'est-ce pas suffisant? et suffisamment honorable?

Mais, si c'est seulement l'Europe orientale juive qui doit assurer le peuplement de la Palestine, qu'on le dise. Ce serait encore plus irritant qu'une conception plus large de ce problème épineux.

Comment veut-on que les Juifs de l'Europe orientale se transportent en Palestine, par milliers et par centaines de mille, sans émouvoir les Arabes de Palestine et tout le voisinage avec eux?... Et comment veut-on que la paix puisse sortir d'une aventure aussi audacieuse et si pleine de périls?...

Les Juifs disposent de plusieurs aspects de la puissance. Pourquoi compromettraient-ils cette puissance dans une entreprise historique qui a toute l'histoire contre elle?...

Nous écrivons ces choses avec un vif sentiment de la solidarité humaine et de la compassion qu'appellent les malheurs d'Israël. *Mais lorsqu'une ville comme New-York se met à compter, à elle seule, trois millions de Juifs et que ces trois millions de Juifs de la ville géante promettent de devenir six millions d'ici deux générations ou trois, on se demande à quoi sert la Palestine juive et tout le drame palestinien avec elle?*

La guerre finissant, il est naturel de penser à la paix. Les Juifs sont en droit d'y songer autant que les autres. Que sera la paix future pour Israël? On peut répondre que cette paix particulière

dépendra dans une large mesure de l'attitude politique de la communauté juive dans l'univers.

Nous sommes de ceux-là qui veulent sincèrement le bonheur des Juifs, à condition que les Juifs ne veuillent pas directement ou indirectement le malheur des autres. Or, il ne semble pas que certaines initiatives qui se multiplient depuis quelque temps se recommandent par leur sagesse pour conduire à la concorde et à la paix.

19 avril 1945

UNE HISTOIRE JUIVE

LES Juifs font beaucoup parler d'eux en ce moment. Ce n'est sans doute pas une nouveauté. Mais il faut convenir que seize millions de Juifs dans le monde font plus de bruit que vingt fois autant de Chrétiens, de Musulmans ou de Bouddhistes. Par ce moyen et quelques autres, les Juifs retiennent l'attention. Ce peuple est prodigieusement remuant. Depuis des siècles, il est le plus intéressé à la mobilité de la richesse et aux questions matérielles et il fait de l'argent (errant comme lui) le levier principal de sa puissance. Mais il utilise aussi la science, la presse et les arts (de

très grands noms de la science contemporaine sont d'Israël) et paradoxalement il se sert d'une mystique pour édifier, avant tout, *un royaume temporel* alors que la religion suppose ce qui est au-delà de ce monde.

Nous avons rappelé que seize millions de Juifs ne pouvaient pas avoir plus de droits sur la Palestine que l'univers chrétien et l'Islam réunis. A ce fait éclatant on peut ajouter ceci que les premiers chrétiens sont venus eux-mêmes du judaïsme *et qu'à ce titre* la revendication chrétienne vaut autant que la juive sur la Palestine et sur Jérusalem.

On s'aperçoit cependant que l'argument historique a de moins en moins de poids aux yeux des maîtres du monde. Le Président Truman vient d'intervenir dans le débat de telle façon et avec une intention humanitaire si apparente qu'on est surpris que les États-Unis ne veuillent pas donner, sur leur propre territoire, le bonheur et la paix à cent mille Juifs actuellement disponibles en Allemagne; et que la puissance américaine prenne parti de cette manière dans une affaire qui ne la passionnerait guère si les Juifs n'étaient pas trois ou quatre millions à New-York et dans ses environs.

Parce qu'il nous est impossible, à nous, Libanais, en raison du voisinage immédiat de la Palestine et de nos relations avec les autres pays arabes, d'ignorer cette affaire, nous y revenons avec l'obstination de la logique et du bon sens. Quelle volupté éprouvent donc les Juifs à mettre contre eux, et jusqu'à l'intérieur de la demeure qu'ils réclament, tant de peuples qui ont plus de titres qu'eux et qui disposent, de surcroît, du nombre? *Pourquoi cette petite, étroite, chétive, aride et malheureuse Palestine, sur le point d'être surpeuplée, serait-elle à ce degré l'objet des convoitises et des passions alors que tant d'espaces où il ferait bon vivre, dans le Nouveau Monde et ailleurs, restent déserts?*

Quelle est cette fureur ancienne qui reparait à travers l'histoire comme une maladie incurable et comme le signe même d'un fanatisme déchaîné?

Avec le judaïsme, chacun honnêtement l'affirme, nous vivrions en paix. A quoi correspond cette entreprise sioniste, si délibérément envahissante, agressive et inhumaine?

Comment l'équitable Amérique comprend-elle ou justifie-t-elle cela? Cette dépossession systématique, cette substitution violente, et, nous l'écrivons hardiment, cette captation d'héritage? *Car, au même titre, sans faire irrévérencieusement la*

moindre comparaison raciste, les Peaux-Rouges seraient, n'est-il pas vrai, les maîtres légitimes de l'Amérique, les premiers possesseurs du sol, et ils pourraient, triomphalement, à Washington, revendiquer le Capitole.

Après tout cela, ce qu'il faut encore plaider comme l'argument le plus décisif (n'en déplaise aux historiens et aux juristes), c'est que l'aventure, comme elle se présente, peut devenir sanglante et terrible et que le rôle des Nations Unies, avec leur édition la plus récente des « immortels principes », est précisément d'empêcher cela.

Jamais pour une idéologie de ce genre on n'est allé avec une telle allégresse au-devant d'un drame pareil. Au lendemain même d'une guerre effroyable, en ce siècle dit de lumières, mettra-t-on la justice et la sagesse complètement au rancart ?

26 septembre 1945

INTRODUCTION A UNE ENQUETE

VOILA donc que l'enquête sur la Palestine va relever d'une commission anglo-américaine.

On peut dire des Anglais qu'ils ont agi avec sagesse et des Américains qu'ils ne se sont pas dérobés à un devoir. Quand on propose des

solutions à un problème, il faut d'abord s'assurer qu'on a, des données de ce problème, une connaissance suffisante.

Les Américains vont se rendre compte officiellement des difficultés de ce qu'ils préconisent à titre officieux. Ils vont comprendre que les vues des Juifs sionistes des États-Unis sur la Palestine ne correspondent pas nécessairement à la vérité politique, à la justice internationale et aux intérêts des États-Unis.

Dans le monde et singulièrement dans le Proche-Orient, les États-Unis ont toujours fait figure de redresseurs de torts. L'affaire palestinienne a modifié quelque peu l'idée qu'on se faisait de la plus grande puissance de l'univers. On s'est mis à penser que, même à Washington, le préjugé pouvait obscurcir le droit et que la passion pouvait dominer la raison.

Le consentement américain à l'offre britannique vient comme un soulagement pour la conscience universelle. L'Amérique va voir et juger sur place; se rendre compte de plus près que la Palestine est vraiment trop petite pour recevoir la diaspora, sans faire violence à la nature.

L'Amérique constatera cela et sans doute aussi qu'en droit comme en fait l'aventure sioniste se

justifie mal en face de la position chrétienne et de la position musulmane quant à la Terre-Sainte.

M. Bevin a rappelé que jusqu'ici aucun terrain d'entente n'avait pu être trouvé pour la Palestine; avec force il a parlé aux Communes des difficultés « de religion, de langue, de culture, de vie sociale, de façon de penser et d'agir »; il a discuté avec objectivité l'argument historique et il a conclu en disant qu'il fallait maintenant rendre compatibles tant de choses divergentes.

Nous souhaitons que ce soit possible et que la commission qui va enquêter en Palestine soit de taille à réaliser la quadrature du cercle. En attendant, c'est du temps que l'on gagne et cela est inestimable.

M. Bevin a ajouté qu'à toute tentative de solution par la force, qu'elle vienne des uns ou des autres, la Grande-Bretagne répondrait par la force. C'est fort bien, car il faut donner aux enquêteurs le temps d'enquêter dans le calme et aux nations la possibilité de comprendre et de juger.

Les États-Unis se trouveront un jour devant l'évidence. Ce jour-là, ils useront, il faut l'espérer, de leur puissance, en faveur de la Palestine traditionnelle et non point contre elle. Avant de compter cinq millions de Juifs, les États-Unis

sont un pays chrétien. Le président Truman a été jusqu'à le confirmer dans sa récente épître aux Japonais. Peut-être en fera-t-il un jour l'objet d'une épître aux Hébreux.

15 novembre 1947

*CE QU'A DIT
LE PRIMAT D'ANGLETERRE*

QUE les procès qu'on fait aux criminels de guerre, en Allemagne et ailleurs, apportent quelque consolation aux Juifs, nous le comprenons volontiers. C'est un baume que l'on met sur des blessures cruelles. Mais qu'on prétende dédommager et satisfaire les enfants d'Israël en leur livrant la Palestine, c'est une autre histoire. *De telles dettes ne se paient pas avec les terres des autres.* Que ceux qui ont persécuté injustement les Juifs et beaucoup d'autres subissent jusqu'au bout la loi du talion. Nous l'admettons sans tergiverser; mais nous prions qu'on se souvienne aussi que la Palestine n'a pas du sang juif sur les mains. Pressée et menacée, tout au plus lui est-il arrivé de se défendre.

Voici que l'autre semaine, Sa Grâce l'archevêque de Canterbury, « *dont les sympathies pour*

les Juifs se sont manifestées à maintes reprises », disaient les dépêches, a pris parti contre le mouvement sioniste.

Le Primat d'Angleterre a déclaré que le problème juif ne pouvait être réglé « *entièrement ni partiellement en Palestine* ». Il convient de retenir ces graves et solennelles paroles. Elles sont le signe de nouvelles clartés. Une affaire que beaucoup d'Anglais croyaient jugée par les « *lords spirituels* » rebondit. L'Église d'Angleterre rappelle au monde qu'elle aussi a la responsabilité de la Chrétienté et qu'elle a simultanément le devoir de faire obtenir justice à l'Islam. Elle rend à César ce qui est à César, en réservant les droits de l'Éternel.

Respectueusement, rendons hommage à Sa Grâce, car le Primat a apporté un sérieux réconfort aux défenseurs d'une juste cause. Il s'est exprimé selon l'histoire, selon la raison et selon la foi.

C'est de nouveau, pour nous, l'occasion de constater que, malgré quelque bruit et quelques controverses, la décision anglo-américaine d'enquêter en Palestine a provoqué partout une détente relative. On est impatient de voir les Américains arpenter la Palestine, mesurer ce territoire minuscule comparé à l'immensité du leur,

et vérifier de leurs yeux qu'à moins d'y mettre les hommes en conserve comme les morues de Terre-Neuve, il est inconcevable de songer à y déverser le trop-plein européen et américain d'Israël. L'Amérique est prévoyante. C'est le pays de la statistique. On y voit large et grand et la solution verticale n'y est pas la seule en honneur. On n'imagine pas encore la Terre-Sainte couverte de gratte-ciel alors qu'il y a tant d'espaces libres dans le Nouveau Monde et dans l'Ancien.

Entre Tel-Aviv et Haïfa, les Américains de la Commission d'enquête manqueront d'air, nous le craignons fort, au bout de quelques semaines.

Cela contribuera à les convaincre que le Primat d'Angleterre a raison de penser et de dire « *que le problème juif ne peut être réglé entièrement ni partiellement en Palestine* ».

27 novembre 1945

EN PALESTINE RIEN DE NOUVEAU

LES enquêteurs venus d'Amérique et d'Angleterre ont dit ce qu'ils pensaient de la Palestine et du problème juif. Devant le nœud gordien ils n'ont pas conseillé de se servir de l'épée, *sauf pour maintenir le nœud*, au moins pour un temps.

Ils ont trouvé au cours de l'enquête et après l'enquête, dans la fièvre de la controverse et dans la méditation subséquente, la justification des principes que voici (dont la présentation est de nous) :

La Palestine, terre trois fois sainte de la Chrétienté, de l'Islam et d'Israël, est, pour ce motif et quelques autres, indivisible; la formule internationale et tutélaire doit être conservée pour elle, afin qu'aucune des forces en jeu ne domine l'autre ou les autres; cent mille Juifs d'Europe doivent pouvoir maintenant entrer en Palestine; et pour l'immigration future rien de définitif ne peut être considéré; l'avenir montrera la voie...

Solution de patience, solution d'attente. D'un côté, le poids de cent mille nouveaux venus et, de l'autre, rien; car aucun peuplement arabe venant de l'extérieur ne s'annonce pour la Palestine.

La raison que donnent les enquêteurs en faveur de l'immigration partielle qu'ils recommandent est avant tout sentimentale. Nous respectons en ce qui nous concerne le mouvement de l'âme qui l'a inspirée; mouvement tout pénétré d'humanité, qui a pris naissance et qui s'est affirmé devant l'immense malheur des Juifs en Europe centrale et orientale. Mais, derrière le

sentiment, ne manquons pas de chercher le mobile secret. Cent mille hommes de renfort, cela compterait dans un grand pays; *la compassion et la politique ont d'étranges rencontres...*

Ce qui n'est pas possible cet été peut le devenir au cours d'une saison de l'avenir; et cet avenir politique peut se préparer discrètement sous le signe de la pitié et de la fraternité humaine.

Les enquêteurs anglo-américains s'attendaient, nous dit-on, à ne satisfaire personne. Ils ont le fabuliste pour eux et aussi cette définition de l'équité, qui fait la preuve du succès par le mécontentement des parties. Nous aussi nous croyons sans difficulté que personne n'est content. Nous ne le sommes pas nous-même et nous nous garderons bien de soutenir sur ce signe que l'équité a triomphé.

Nous reconnaitrons seulement que la situation pouvait paraître inextricable; qu'elle se compare avantageusement, sur le plan pratique, aux problèmes les plus insolubles de tous les temps, et qu'elle a justement pour symbole ce nœud gordien dont nous venons de dire qu'au lieu d'être tranché il sera paradoxalement défendu par l'épée.

Au fond, après l'enquête, la question palestinienne reste à peu près entière avec cent mille immigrants en perspective.

3 mai 1946

*LES CHANCES
DE LA RAISON EN PALESTINE*

LE plan arabe pour la solution du problème palestinien est plein de promesses. Si les Juifs consentent à une vie politique commune, le résultat est acquis. Les Juifs auraient bien tort de n'y point consentir. Le salut se présente à eux comme la Terre Promise après quarante ans de désert.

La formule que nous préconisons depuis si longtemps avec force est celle-là même qui est proposée à Londres. Elle est la raison même : *un seul gouvernement, une seule assemblée, des statuts personnels très largement compris.*

Tout compte fait, avec les méfiances propres à la Palestine, c'est la solution libanaise. Dans un pays de minorités associées, c'est une assemblée commune qui fait le vouloir-vivre en commun.

Arabes et Juifs, au lieu d'élever le niveau du mur qui les sépare, au lieu d'approfondir des deux côtés le fossé, ont maintenant la chance de vivre politiquement ensemble, de développer leur pays ensemble. Cela vaut mieux sans doute

que de le couper en deux et de le livrer follement à la guerre civile.

Si les chefs d'Israël veulent le bonheur du peuple juif dans la paix, si l'avenir pour eux se conçoit non point dans l'orgueil mais dans le travail et dans la concorde, alors le drame en Palestine a pris fin et le temps de moissonner est venu. Et il faudra rendre hommage à la largeur de vues des Arabes qui aura permis cette solution vraiment humaine, cette issue providentielle.

Les chefs du sionisme penseront-ils ainsi? Ou bien, une fois de plus, malgré tant de courage et d'intelligence, leur psychologie sera-t-elle défaillante? Nous espérons que non et que l'esprit aura raison en eux des illusions et des passions.

L'espoir de faire de la Palestine une autre maison du bon Dieu est revenu. Et ce que le temps peut réaliser de grand et de beau, nul ne saurait le mesurer. La paix politique et la paix religieuse peuvent, sur le plan d'Israël, s'épanouir ensemble.

Dieu fasse qu'aucun aveuglement ne vienne obscurcir les pensées de ceux-là qui disposent désormais de la guerre et de la paix.

7 octobre 1946

LA LOGIQUE EN DEFAULT

LE zèle américain pour l'immigration juive en Palestine est aussi facile à expliquer qu'à comprendre.

La surenchère à laquelle se livrent le Président des États-Unis et le Gouverneur de l'État de New-York révèle à quel point il faut être attentif à la foule en période pré-électorale. La ville et l'État de New-York sont en effet, par le nombre, la métropole juive de l'univers.

Mais lorsque trois ou quatre millions de Juifs vivent en paix à New-York, on peut se demander pourquoi il faut en installer cent mille ou davantage à coups de canon en Palestine.

Le président Truman et le gouverneur Dewey, en suggérant pudiquement que soient assouplies les lois draconiennes des États-Unis sur l'immigration, montrent malgré tout leur gêne sur le plan du raisonnement et de la logique.

Pourquoi n'ouvriraient-ils pas toutes grandes les portes des États-Unis à tous les juifs de tous les pays? S'ils sont des convaincus, c'est leur devoir. Et nous pensons que les juifs d'Europe, qui veulent quitter

l'Europe, se trouveraient mieux n'importe où aux Etats-Unis que dans l'étroite, la maigre, l'aride Palestine, au demeurant déjà surpeuplée.

Ce grand argument qui paraît décisif à chacun n'ébranle pas M. Truman ni M. Dewey. Il les laisse impassibles. Nous croyons plus que personne à la vertu de ces messieurs et nous nous inclinons devant cette vertu avec le respect qui se doit; mais notre surprise reste considérable de les trouver aussi obstinés.

Quand on se mêle de cette façon et à ce point des affaires des autres, encore faut-il convaincre, encore faut-il avoir le droit pour soi de manière si éclatante que personne n'en puisse douter ou discuter.

Les interventions américaines en Palestine ressemblent de plus en plus à une affaire purement américaine. C'est dommage que le peuple des États-Unis, maintenant le plus puissant du monde, couvre de son pavillon une telle aventure; il se met en contradiction certaine avec ses principes moraux et politiques les plus sacrés.

9 octobre 1946

PERSPECTIVES PALESTINIENNES

TOUTES les suggestions qui viennent du côté anglo-américain pour la Palestine, toutes les combinaisons, toutes les solutions comportent, pour commencer, l'établissement de 100.000 juifs de plus en territoire palestinien.

Ce renforcement préalable de la position juive en Palestine mérite d'être dégagé de tous les ornements qui l'entourent. On voit parfaitement où l'on veut en venir.

Le deuxième aspect du plan anglais dans son dernier état est son caractère provisoire. On le conçoit fort bien, car des formules aussi hasardeuses et compliquées que celles qu'on annonce paraissent provisoires par leur nature. Dans la pensée des auteurs du nouveau plan, la création de deux cantons pourrait préparer ou faciliter éventuellement la division de la Terre-Sainte en deux États. En sens contraire, la formation d'un gouvernement central « tripartite » pourrait peut-être, avec le temps, faire accepter « le vouloir-vivre en commun » dans un État unitaire au lieu de l'État fédératif.

Réserve faite de quelques points du territoire palestinien et notamment de la ville entièrement juive de Tel-Aviv, la compénétration confessionnelle en Palestine est telle qu'il paraît malaisé de procéder à une division du pays sous le signe de la foi.

Pour un homme raisonnable et qui verrait les choses du sommet de l'Hermon, *chrétiens, musulmans et juifs devraient pouvoir, en Palestine, vivre ensemble comme des citoyens d'un même Etat, jouissant de droits absolument égaux, avec le bénéfice de statuts personnels étendus.*

C'est la solution normale, c'est la solution humaine; et qui conduirait la Palestine à un point d'organisation et de prospérité miraculeux. Mais, comme il arrive souvent, c'est justement ce qui est le plus raisonnable qu'on repousse et c'est le plus logique qu'on rejette.

La minorité juive en Palestine (avec ses chefs dispersés dans le monde) est pourtant assez considérable pour orienter le destin des Hébreux à l'intérieur d'une Palestine non divisée. Cette minorité juive possède manifestement tous les éléments de la puissance.

Au lent travail du temps, à l'évolution naturelle et paisible des choses, cette même minorité si

fortement armée préfère cependant la discorde et la guerre et la situation morale aventurée qui en résulte pour les Juifs dans tout l'univers. (*Car, avec les prétentions du sionisme, la double nationalité d'Israël sera, partout, de moins en moins comprise et acceptée.*)

Que le plan britannique soit imposé, il est possible qu'il fonctionne pour un temps. Mais de couper la Palestine en deux, Jérusalem en trois et des cheveux en quatre, avec 100.000 juifs de plus en Terre-Sainte, cela reste difficile à réaliser et fort dangereux.

Le plan de Londres est une formule moyenâgeuse, une formule de ghetto. Et c'est bien la faute des Juifs s'ils acculent à des complications aussi déraisonnables les gouvernements et les esprits les plus modérés de la terre.

8 février 1947

UN TEMOIGNAGE

Un correspondant du journal libanais de langue arabe, le *Télégraphe*, qui l'interviewait très opportunément, il y a quelques jours, au Caire, le Grand-Mufti de Palestine a dit de fortes paroles au sujet des relations des pays arabes avec le

Vatican: « *Je souhaiterais, a dit Hage Amin El-Husseini, voir tous les pays arabes se hâter d'établir des relations diplomatiques avec le Vatican ainsi que le Liban l'a fait, parce que je sais l'intérêt majeur de cette représentation pour l'évolution favorable de la question palestinienne.*

« *L'appui de Sa Sainteté aux revendications de la Palestine signifie le soutien de 400 millions de catholiques dans le monde.* » Voilà l'expression d'une intelligence lucide et le langage d'un homme d'État.

Hage Amin El-Husseini, pour lequel le Liban entier (le Liban dont il fut l'hôte) a des sentiments de sympathie et de respect très profonds, a montré par là une fois de plus sa connaissance exceptionnelle des réalités de ce temps. Ce qu'il désire pour sa Palestine natale, nous le désirons comme lui et nous cherchons inlassablement avec lui les moyens de faire triompher en Palestine une juste cause.

Il conviendrait d'ajouter pour être plus explicite encore *que l'affaire palestinienne vient en juin devant l'ONU* et qu'un nombre impressionnant de membres de l'ONU — à peu près toutes les voix de l'Amérique latine par exemple — font le plus grand cas de la politique du Saint-Siège et s'honorent de tenir compte de ses vœux. En fait, la politique vaticane a ses résonances bien au-delà du

monde catholique. Elle est une des plus vastes et probablement la mieux informée de la terre. Et les Arabes savent, comme Hage Amin El-Husseini l'a confirmé expressément, que les délégations palestiniennes qui sont allées à Rome (il y en avait une l'été dernier encore) ont toujours trouvé auprès du Vatican une oreille attentive.

Hage Amin El-Husseini a rappelé l'attitude extrêmement nette du feu pape Pie XI touchant la Palestine et il a affirmé sa conviction que S.S. Pie XII pensait et agissait de même aujourd'hui.

C'est pour nous un bonheur de voir la politique des pays arabes s'élargir aux dimensions de l'univers et se fortifier par des relations qui peuvent nous valoir, à tous, un appui décisif dans les jours difficiles. La sagesse et la clairvoyance de Hage Amin El-Husseini honorent cet homme expérimenté, ce chef aux idées larges et au grand cœur. Elles honorent avec lui l'Islam tout entier.

29 mars 1947

ISRAEL DEVANT LES NATIONS

L'AFFAIRE palestinienne devant l'ONU c'est le procès d'Israël devant les Nations. Certes, un grand procès et qui devrait passionner le monde.

Cinquante pays vont être amenés à se demander pourquoi les Juifs devenus partout des citoyens et disposant de la liberté, de la richesse et de toutes les formes de la puissance occulte, maîtres de la finance, de la presse, du cinéma et de bien d'autres choses encore, veulent avoir un État à eux et une nationalité de rechange sous le signe de la foi; pourquoi le peuple le plus dispersé de la terre, quelque seize millions d'hommes semés depuis des siècles à tous les vents, et qui ont pris racine sous tous les cieux, persistent avec les passeports les plus impressionnants à se comporter comme des apatrides.

Les représentants de cinquante pays vont être invités à réfléchir à ces choses et à décider si la Palestine surpeuplée et si ses habitants affranchis de la domination juive au moins depuis Titus sont tenus de supporter le poids de l'invasion sioniste

sous les prétextes divers qu'invoque cette forme aiguë du racisme.

Encore que le cas des Juifs soit classique et que leur aventure collective soit une des plus célèbres, les représentants des Nations vont s'apercevoir qu'ils n'ont connu que superficiellement cette affaire sans équivalent dans l'Histoire.

La revendication furieuse par les Juifs d'un petit coin de terre perdu pour eux depuis dix-neuf siècles (alors que tant d'empires pourraient leur donner maintenant de vastes asiles), demeure déconcertante. Quels motifs qui ne soient pas déraisonnables et passionnés seraient susceptibles de convaincre les juges de l'ONU de mettre arbitrairement la Palestine entière sous la loi d'Israël, ou de morceler tragiquement son pauvre territoire ?

Le dossier est inquiétant pour le Sionisme, si c'est sur la sagesse et sur la justice que le Sionisme compte. Ce que le Sionisme demande est un défi manifeste à la civilisation et aux raisons morales qui ont justifié la dernière guerre.

Le Grand-Mufti de Palestine, Hage Amin El-Husseini, vient de confirmer l'offre des Arabes que tous les habitants de la Palestine vivent fraternellement sous la même loi, moyennant des statuts personnels étendus.

Logiquement, humainement, qu'est-ce que l'ONU peut dire contre cela ?

16 avril 1947

LES JUGES D'ISRAËL

IL est visible que de tous les côtés la question palestinienne devant l'ONU est abordée avec réserve. Les précautions oratoires se multiplient et les déclarations revêtent toutes les formes de la prudence et de la méfiance.

Jamais les forces obscures n'ont été plus présentes que cette fois dans les coulisses d'une grande affaire internationale. Il s'agit en effet d'un mélange sans parallèle de ce qu'il y a de plus international et de ce qu'il y a de plus raciste au monde: le peuple d'Israël.

A y regarder de près, le cas paraît unique en son genre:

Les juifs de l'univers embarqués audacieusement, à la faveur d'une équivoque, dans une entreprise politique qui a pour objet de créer un Etat juif au détriment d'un autre peuple, sont renvoyés par l'Angleterre, contre laquelle ils se rebellent, devant le tribunal des Nations. L'Angleterre qu'on pouvait croire leur bienfaitrice

éminente est traitée par eux comme si elle était leur pire ennemie.

L'attitude des juifs envers l'Angleterre est telle qu'elle se compare (évidemment sans analogie rigoureuse) à celle d'Israël devant Jéhovah.

Tout le long des récits de la Bible, on voit ce perpétuel retour du peuple élu à une ingratitude si noire qu'elle suscite les pires châtiments.

L'ONU a maintenant à dire le droit dans une circonstance qui fait évoquer irrésistiblement la majesté de Dieu. La dispersion du peuple d'Israël, on peut la tenir, tant elle est saisissante, pour un phénomène dépassant l'humain. Mais, même sur le plan humain, il est clair que la Palestine ne peut plus abriter *même la dixième partie des Juifs de l'univers*. Les Juifs sont bien quinze ou seize millions en effet. A quoi servirait d'en envoyer encore en Palestine, alors qu'on y est tellement à l'étroit et qu'ailleurs il y a tant de place ?

On serait bien étonné si, au bout de leur logique et de leurs réflexions, les représentants des Nations ne se disaient pas cela.

La position se présente à peu près comme ceci :

1° Il est tout à fait improbable que la plupart des juifs de partout veuillent se regrouper sur un

territoire juif, en abandonnant chacun sa nationalité et son pays natal.

2° Si même c'était possible, la Palestine, ridiculement petite, ne pourrait être ce territoire-là.

3° A quoi bon, par conséquent, mettre le monde arabe et l'univers sur les dents, par l'effet de la revendication juive sur la Palestine, et aller délibérément au-devant d'un malheur ?

Si les juifs ne sont pas satisfaits d'être anglais, américains ou français, pourquoi ne pas leur trouver un territoire qui soit à la mesure de leur nombre, de leurs ambitions et de leur turbulence ?

Sans anticiper sur la justice de l'ONU, c'est rendre hommage croyons-nous à l'intelligence des représentants des Nations que de tenir pour certain qu'ils savent et qu'ils comprennent tout cela.

30 avril 1947

UNE ET INDIVISIBLE

LA Commission d'enquête de l'ONU en Palestine va-t-elle voir ce que les commissions d'enquête qui l'ont précédée n'ont pas vu ? Va-t-elle pénétrer plus avant dans l'énigme et déchiffrer ce qui parut aux autres indéchiffrable ?

Il n'y a que trois issues, quoi qu'on fasse :

Laisser sous une forme ou une autre la Palestine entière à ses habitants actuels considérés comme un seul peuple.

La couper en deux pour en attribuer une part aux Juifs et l'autre aux Arabes.

La donner enfin aux Juifs, ce qui signifierait pour les autres une dépossession et un esclavage.

La dernière éventualité est si extravagante que personne ne saurait y songer sans folie. Et la seconde est si arbitraire que des hommes d'État de ce siècle, ou simplement des civilisés, ne peuvent s'y arrêter librement sans offenser la raison.

Comment couper en deux un territoire si petit et déjà surpeuplé, un territoire où tout est si imbriqué et si compliqué ?

Les juifs eux-mêmes, qui font le rêve immense que l'on sait, se sont jusqu'ici opposés au partage. (Car le peuple d'Israël nourrit l'espoir de voir régner un jour un fils de David sur un empire qui atteindrait Ur en Chaldée.)

Couper la Palestine en deux serait renouveler en un sens l'affaire des Sudètes en Tchécoslovaquie et provoquer tôt ou tard un drame susceptible de se développer à l'échelle de l'univers.

La Commission d'enquête de l'ONU en Palestine, pendant que le Haut-Commissaire de Sa Majesté britannique l'accueille gracieusement au bruit des exploits de l'Irgoun, doit se montrer déjà perplexe et embarrassée. *La mission dont on l'a chargée est de faire un miracle* (un miracle dont tout le long de l'Écriture on ne voit pas le pareil).

Le Haut-Commissaire, en évoquant le souvenir d'Ulysse, doit au fond de sa pensée se dire qu'il est vraiment improbable que les illustres enquêteurs envoyés par les Nations se montrent plus malins que les Anglais tout seuls.

Qu'est-ce que les Nations sont allées faire dans cette galère? Voilà ce que se répéteront bientôt les enquêteurs.

On peut croire pourtant que la sagesse de l'univers ne sera pas prise en défaut; ni son esprit de justice; et que le voyage de Palestine n'aura pas été entrepris par des hommes éminents venus de tous les confins de la terre pour proposer ou pour consacrer une iniquité.

Les Nations verront et apprendront définitivement, sans doute, que la Palestine est une et indivisible.

20 juin 1947

POUR LA COMMISSION D'ENQUETE

ON se souvient que l'abbé de Vertot disait à quelqu'un qui lui apportait un document important pour son histoire du siège de Malte: « Mille regrets, Monsieur, mais mon siège est fait. »

Pourvu que la Commission d'enquête qui nous vient de Palestine ne soit pas dans l'état d'esprit de l'abbé de Vertot; et que « son siège ne soit pas fait ».

Les arguments des pays arabes se heurteront-ils à une opinion arrêtée, à une décision prise? A Dieu ne plaise que nous doutions de la bonne foi et de l'objectivité de nos illustres visiteurs! La Commission d'enquête de l'ONU a droit à tous les respects. Elle est le symbole même, elle est le signe terrestre de l'universelle Justice ; mais, de toute part, arrivent sur l'affaire palestinienne des avis inquiétants. *Dans plusieurs capitales on parle ouvertement du fait accompli.* On donne le partage pour acquis et on considère l'État juif créé. De sorte que ce n'est pas sans scepticisme et sans réserves mentales que nous voyons se préparer

l'épreuve oratoire et dialectique dont un site de montagne libanais va avoir les honneurs.

Le tour de la question palestinienne a été fait cent fois. Le terrain a été exploré de toutes les manières. Les arguments de toute sorte ont été développés au grand jour. *Chacun voit distinctement dans l'affaire une question de fait et de force faisant violence à une question de droit.* Et chacun voit aussi que le but, de quelque côté qu'on se tourne, est de fortifier numériquement la position juive en Terre-Sainte pour porter, par étapes, à son épanouissement total, la souveraineté juive.

Mais, à la fin, la Terre-Sainte n'est-elle plus sainte que pour les juifs, n'est-elle plus vénérable que pour eux? Et le morcellement arbitraire et cruel du morceau le plus sacré de l'écorce terrestre signifiera-t-il autre chose qu'une capitulation de l'esprit, qu'une offense à l'intelligence, qu'un marché odieux?

Pendant que la terre, divisée et blessée, tend partout au remembrement, à la coopération, à l'élargissement de la notion d'espace, en Palestine c'est le contraire qui s'annonce, c'est un découpage inhumain d'un organisme vivant. C'est une expérience de vivisection brutale et vaine.

Pour peu qu'on imagine (en se reportant aux travaux d'une commission précédente) le partage

accompli, les zones imbriquées, l'enchevêtrement et la complication partout, pour peu qu'on songe à Jérusalem, à la Galilée, aux plaines, aux coteaux, aux villes maritimes, devenus un échiquier, un puzzle, un dédale, un défi à tout ce qu'enseigne la raison en ce siècle, on s'attriste et on se révolte. Et on se représente le flot discontinu d'une immigration fondée sur un racisme exaspéré et qui fera sauter les cadres au bout d'un temps insignifiant sur le plan de l'Histoire.

Quand l'État juif en Palestine aura absorbé encore un million de juifs, deux millions de juifs si l'on veut, le problème sera-t-il résolu ? Non et non. Alors que fait-on, que va-t-on faire, quelle folie ? Israël alors criera plus qu'aujourd'hui à l'injustice et à la persécution. Et ce seront des jours apocalyptiques en Orient et en Occident.

Il n'est pas dit que nous serons conduits par l'ONU elle-même à de telles extrémités, que l'édifice international dont l'objet final est de donner la paix au monde se fera l'instrument d'une discorde aggravée, de malheurs futurs incommensurables.

Le paysage libanais, d'où la perspective va si loin, aidera nos hôtes des Nations à mesurer l'avenir, pour l'établir sur la logique et sur l'équité.

Comme il paraîtrait plus naturel, si seulement les Juifs y consentaient, de faire de tous les habitants actuels de la Palestine un seul peuple! Quelle espérance ne naîtrait-elle pas alors de la triple forme de l'adoration paisible et fraternelle du Dieu unique!

21 juillet 1947

*AIDE-MEMOIRE
AUX ENQUETEURS DE L'ONU*

ON est à temps pour rappeler que la question de Palestine, objet des travaux de la Commission spéciale de l'ONU, en ce moment en territoire libanais, est une des plus importantes du monde.

Si d'autres problèmes internationaux paraissent avoir des dimensions plus grandes, celui du sionisme va le plus loin en profondeur; il engage le plus l'avenir et il mêle aux accidents et aux matières mouvantes de la politique quotidienne, un aspect permanent parmi les plus mystérieux du destin.

Les représentants de l'ONU voient évidemment cela. Ils mesurent la gravité de leur tâche. Il serait impertinent de les prier de la considérer

avec plus de sérieux encore. Mais aucune insistance ne paraîtra excessive lorsqu'on se souviendra que la paix des nations peut dépendre un jour des conclusions du rapport dont les enquêteurs de l'ONU réunissent les éléments.

Car, l'affaire sioniste aura inévitablement, suivant la manière dont elle sera réglée, son retentissement sur l'avenir du judaïsme mondial. *Si elle provoque la discorde en Orient, elle la provoquera aussi en Occident.*

Et le résultat peut être pire que ce qu'on a vu de plus pénible jusqu'ici.

A l'usage des représentants de l'ONU (et contre un *Etat juif* artificiel et arbitraire) les arguments du bon sens restent décisifs: *peut-on, pour corriger une injustice, en commettre une autre, aux conséquences incalculables?* — Et à quoi servirait de régler par un bout et de façon nécessairement fragmentaire en Palestine le problème juif, alors que ce problème demeurera entier et se présentera avec plus d'acuité dans le reste du monde?

Quels sont les juifs de l'univers auxquels les nationaux de tous les pays ne seront pas tentés un jour ou l'autre de dire: *Que faites-vous ici? Rentrez chez vous, dans votre ghetto politique.* Au lieu de prétendre gouverner l'Angleterre, les

États-Unis ou la France, allez donc gouverner la Palestine!

Ainsi, pourquoi faire violence à la Chrétienté et à l'Islam ensemble, pourquoi blesser à ce point les pays arabes, la justice et la raison, en vue d'un résultat décevant et précaire?

Nous n'imaginons pas un instant que les personnalités éminentes qui, pour le compte de l'ONU, s'occupent ici de la question palestinienne, n'appliqueront pas toutes les ressources de leur esprit à proposer une solution calme et logique qui mesure, au-delà du présent, les immenses incertitudes de l'avenir.

Jamais, à vrai dire, enquêteurs officiels ne se sont trouvés devant un cas de conscience de cette étendue...

23 juillet 1947

D'UNE LETTRE HISTORIQUE

A PRÈS l'avoir relue deux ou trois fois, on reste ému par la lettre adressée à Sa Sainteté Pie XII par le Grand-Mufti de Palestine. Hage Amin El-Husseini, présentant il y a trois semaines à Sa Sainteté la délégation des Arabes de Palestine,

présidée par le métropolitain d'Acre, Mgr Georges Hakim, écrivait notamment :

« Nous croyons fermement que le renforcement des liens d'amitié entre Votre Siège éminent et les mondes arabe et islamique — renforcement que nous désirons de tous nos cœurs et vers lequel nous aspirons de toutes nos forces — aura les plus heureux effets pour que nous puissions éviter ensemble les dangers des principes destructeurs si graves qui menacent toutes les religions, toutes les croyances et toutes les mœurs et qui annoncent de si graves malheurs. »

Ce langage de la foi et de l'espérance, qui ne le partagera de ceux qui ne limitent pas à ce monde la vie de l'âme et la puissance de l'esprit ? Dans la désagrégation des raisons de vivre de peuples entiers, dans la détresse où de vastes parties de l'humanité s'abîment, c'est un réconfort que le dialogue affectueux qui s'engage entre « les mondes arabe et islamique » et le Siège Apostolique. Il s'agit d'abord d'une reconnaissance de Dieu et ensuite d'une défense du droit. Deux causes qui dépassent tout. En face de l'athéisme agressif, tous ceux qui adorent Dieu se rejoignent et se retrouvent. Quant au droit menacé, c'est autour de la Terre-Sainte que sa défense s'organise, autour de cette Palestine qu'une politique brutale veut écarteler et que le racisme menace.

Il n'y a rien de plus remarquable à cette heure que les perspectives d'un rapprochement qui à la vérité mûrit depuis des siècles. Parmi les grands événements en cours, il n'en est pas de plus substantiel. Par-dessus les conflits de ce monde c'est, providentiellement, la vertu de charité et d'amour qui travaille.

23 août 1947

LA TRAGÉDIE PALESTINIENNE

ON voit mal la Palestine charcutée et débitée en tranches. On voit mal cette terre sacrée soumise à une opération aussi violente et aussi arbitraire. Les membres de la Commission d'enquête de l'ONU ont conclu en majorité en faveur du partage et pour deux États indépendants. L'air libre de la montagne suisse ne les a pas inspirés. Ils ne se sont pas souvenus du désir profond de remembrement qui travaille le monde. Plus sagement, la minorité a suggéré une solution fédérative.

L'Assemblée des Nations décidera. Mais on entend déjà les cris des Arabes et les clameurs des Juifs. De part et d'autre, les protestations s'élèvent. Le partage éventuel, si odieux, de la

Palestine paraît vraiment préfiguré par ce jugement de Salomon que nous avons évoqué avant les dépêches: cet enfant vivant que sa mère véritable préférerait encore abandonner à l'aventurière plutôt que le voir couper en deux. Mais le juge n'est pas Salomon, pour se laisser émouvoir par l'appel des entrailles maternelles.

Deux États territorialement composés comme un puzzle et Jérusalem à part sous l'autorité des Nations, la Galilée mutilée, la Chrétienté et l'Islam blessés au visage, quelle faute nouvelle, quel péché vaudra un tel malheur à la Palestine? Cela, pour satisfaire le caprice d'Israël, sa rage de revenir sur une terre abandonnée par lui depuis Titus et qui ne peut pas recueillir la sixième partie des Juifs répandus dans le monde.

L'attitude de la Commission d'enquête signifie qu'aucun argument, aucun recours à la raison n'a prévalu; aucune leçon de la géographie et de l'histoire, aucune injonction fondée sur les progrès du siècle et sur les nécessités de la vie. Au lieu de la paix, c'est la guerre qui se prépare. Les Juifs sont devenus partout si puissants qu'il leur faut, de toute force, une métropole à eux et une nationalité principale, toutes les autres étant de rechange. C'est une aventure phénoménale.

Mais les sionistes furieux qui sous des noms divers ont dressé tant de fois Jéhovah contre eux tout le long de leur histoire et qu'une malédiction a dispersés, savent-ils, si le partage se fait, ce qui les attend en Palestine? *Ils vont tout de suite se diviser sur eux-mêmes.* Le sionisme n'est en Terre promise qu'une poussière de partis et de clans. Il y en a trente variétés, au moins, et on nous parle de juifs authentiques, héritiers de l'antique sagesse qui, en Palestine, tremblent déjà pour leur avenir et qui songent à quitter l'État juif qu'on leur prépare. *Ils y voient déjà la discorde et le malheur, la confusion des langues, l'impossibilité de l'assimilation, la prépondérance des éléments extrémistes, les signes avant-coureurs de la haine et de la persécution.* Pour eux les ambitions déréglées d'Israël ne sont qu'une catastrophe de plus.

Les vrais juifs, les pieux, les sages, leur but unique devrait être Jérusalem et le temple; or le temple nous savons ce qui en est resté; *et Jérusalem, c'est bien le moins qu'en tout état de cause, l'Assemblée des Nations la gouverne.* Que signifie alors l'entreprise d'Israël et à quels gémissements nouveaux ne va-t-elle pas conduire le peuple élu!

L'erreur est immense qui est en voie de se commettre. Si malgré l'évidence, la raison se révèle

impuissante, il faudra y voir une fois de plus la main de l'Éternel et une forme inattendue de la colère et du châtement.

5 septembre 1947

L'AMÉRIQUE DANS LA BALANCE

DEVANT l'ONU, les États-Unis par la voix du général Marshall se sont prononcés solennellement en faveur du partage de la Palestine. Deux États, a dit sans hésitation le Général, dès le seuil de son exposé, l'un arabe, l'autre juif. Il se trouve qu'au sein de l'ONU aucune nation n'est plus puissante que les États-Unis (et dans la mesure qu'il faudrait) pour demander, au profit des Juifs, le partage en deux de l'État de New-York.

La raison du plus fort est toujours la meilleure et il en sera ainsi jusqu'à ce que parmi les hommes se manifeste de façon plus éclatante l'Éternelle justice; alors ce sera définitivement la raison du plus fort qui prévaudra; mais une raison raisonnable au moins.

Dans la vallée de Josaphat, les Américains rendront compte un jour de l'iniquité de leur politique palestinienne, de sa précarité aussi; ils

se feront maudire pour l'imprévoyance de leur attitude et pour leur parti pris, jusque par les Juges d'Israël. *En se conformant avec autant d'allégresse à l'opinion de la majorité des membres de la Commission d'enquête de l'ONU, ils montrent combien ils désiraient que cette opinion fût ce qu'elle est. Depuis longtemps, leur siège était fait.* Mais, tôt ou tard, leurs regrets iront aussi loin que leur actuel endurcissement; car, ce n'est pas le bonheur des Juifs qu'ils font; leur politique est commandée par l'opportunité; elle est une affaire comme une autre, et elle ressemble assez à un péché mortel.

Pour les Sionistes, pendant que les extrémistes parmi eux s'élèvent contre le partage, les autres attendent avec une impatience fébrile de devenir un État souverain; ils se voient déjà parmi les Nations Unies et à la veille de rétablir la gloire de la maison de David. *On se demande quel pourra bien être alors en face du juif de nationalité palestinienne l'attitude du juif de nationalité américaine, anglaise ou française, s'ils pourront se regarder sans rire et si une vaste suspicion ne couvrira pas automatiquement, alors, ces derniers et tous les autres.*

LA MARCHÉ DU DESTIN

AUCUNE préoccupation de notre esprit ne dépassera en ce moment le souci que raisonnablement chaque Libanais doit avoir du présent et de l'avenir de la Palestine. Hier, une protestation collective de la Terre-Sainte chrétienne et musulmane et des pays qui l'entourent s'est encore élevée. Et pendant qu'on apprenait que l'Agence juive acceptait le partage, le monde arabe renouvelait la fermeture des villes.

La majorité de la Commission d'enquête de l'ONU qui a conclu en faveur de l'opération ne paraît pas avoir mesuré les conséquences de sa décision, les plus lointaines surtout. Mais l'Agence juive a expliqué son acceptation. Elle en a fait un dur sacrifice, mais elle a mis en relief l'importance d'assurer l'indépendance des Juifs sur le territoire palestinien et de siéger comme un État souverain parmi les nations. Elle a insisté sur la nécessité pour Israël de rendre l'immigration juive en Palestine illimitée.

Si donc le partage se fait, l'État juif, en devenant une forteresse, connaîtra rapidement

l'accroissement et la densité de population les plus impressionnants du globe. Quand 4700 Juifs ont tenu six semaines sur l'« Exodus » errant, mille fois autant pourraient tenir en Palestine le temps de remplir l'univers de cris et de clameurs et d'envahir le territoire voisin en faisant dire une fois de plus à la Déclaration Balfour ce qu'elle n'a jamais dit.

Une décision de la gravité de celle que la Commission de l'ONU a prise à la majorité, *il faut mesurer son retentissement au moins sur vingt années ou trente*. L'État juif de Palestine, s'il est créé suivant les recommandations de la Commission, aura entre deux et trois millions d'habitants avant vingt ans (*à supposer que pendant ces vingt ans aucune catastrophe ne se produise*), car les Juifs de Palestine se multiplieront à une cadence vertigineuse par l'immigration et par une natalité exceptionnellement favorable (ce sont surtout les jeunes qui viennent en Palestine). Sur toutes les frontières de l'État juif, la nôtre comprise évidemment, une pression croissante s'exercera dès le premier jour, dont personne ne pourra mesurer le développement et la fin. Et la puissance financière des Juifs et leur intrigue politique internationale et permanente s'ajoutant au nombre et à la force en Palestine, aucun État voisin ne pourra contenir le torrent.

Israël a fait le rêve prodigieux d'un royaume allant jusqu'à l'Euphrate et reliant Ur en Chaldée à Jérusalem. Ses projets sont des projets d'empire. Il court il est vrai des risques immenses et il peut payer sa témérité de la façon la plus tragique. Mais tel est son rêve.

Tout Libanais comme tout Syrien doit se souvenir que nous sommes les voisins immédiats de cette ambition et de cette puissance et que l'entreprise juive ne peut connaître son développement espéré qu'en passant sur notre corps...

C'est peut-être le cas de relire les Écritures et de penser froidement à la fin du monde.

4 octobre 1947

LA PALESTINE ET LA GEOGRAPHIE

M. CYRIL FALLS, qui est un critique militaire réputé et qui enseigne l'histoire de la guerre à Oxford, écrivait dans une de ses récentes chroniques hebdomadaires des « *Illustrated London News* » que *cartes et mappemondes devraient être les instruments de travail de l'homme politique*, les dernières surtout. C'est l'évidence. On ne peut plus s'occuper d'un coin de la terre sans savoir exactement *ce qu'il*

est physiquement et comment il se présente par rapport à l'univers. Il faut ajouter bien entendu à la géographie tout court la géographie humaine.

Si les brillants hommes d'État et diplomates qui, à l'ONU, travaillent pour le bonheur du genre humain acceptaient mieux cette discipline, s'ils se penchaient un peu plus sur la carte et sur le planisphère au lieu de philosopher dans l'abstrait et de se borner aux vues de l'esprit, ils se feraient une idée plus précise des réalités terrestres.

Les coupeurs de la Palestine en deux et en trois, avant de s'aviser de faire l'histoire, devraient s'intéresser plus immédiatement à constater enfin que ce petit pays ne peut pas être divisé sans folie; ils se persuaderaient que les recommandations faites de bonne foi par la majorité de la Commission d'enquête sont une offense à la logique et à l'ordre moral. Mais, comme il faut satisfaire à tout prix les sionistes qui sont une puissance et qui encombrant de leurs intrigues, de leurs gestes et de leurs cris, la terre entière, une solution bâtarde est suggérée sans qu'on ait égard aux conséquences.

Si les recommandations de la Commission d'enquête sont suivies, la Palestine sera mise en pièces comme on fit naguère de la Tchécoslovaquie, mais dans des conditions plus dramatiques,

plus inhumaines encore; car, dans le principe du moins, le problème tchèque était, si l'on ose dire, de la petite bière à côté de celui que la science politique traite si brutalement (ou si légèrement) ces temps-ci.

La chose la plus raisonnable qu'on ait entendue à l'ONU ces derniers jours, c'est que Arabes et Juifs feraient bien de causer en vue de se décider à établir un régime commun. Ils devraient entrer en conversation, comme une majorité et une minorité, pour aboutir à des apaisements puis à la paix. La raison veut, étant donné l'imbroglio où ils sont et la nature du territoire, que les habitants actuels de la Palestine vivent ensemble. Politiquement, à côté les uns des autres, ils trouveraient dans l'extension des statuts personnels, des issues aux problèmes qui se posent. *Les Arabes sont allés loin dans cette voie. Ils ont fait les offres les plus libérales.* Ils se sont gardés d'élever un mur devant « l'autre branche de la famille sémitique » comme s'est exprimé avant-hier M. Masaryk devant l'ONU. Mais les Juifs ne veulent rien entendre. Après avoir acquis toutes les nationalités et s'être insinués dans tous les gouvernements, ils prétendent ajouter de toute force, à tant de puissance, celle d'un État indépendant au prix d'un morcellement arbitraire de la Palestine.

Il n'y aurait que la géographie pour s'opposer à ce morcellement que ce serait assez. Les guerres, les malheurs de la plupart des nations sont sortis d'erreurs de ce genre.

Les représentants des pays arabes actuellement en session au Liban s'opposeront catégoriquement au partage. Ils iront, sûrement, aux dernières limites de la résistance. *Jamais, en ce monde, nul ne s'est trouvé plus qu'eux en état de légitime défense.*

10 octobre 1947

TOUJOURS L'ONU ET LA PALESTINE

CE qui manque le plus à l'ONU, c'est le désintéressement.

Ce serait une impertinence d'y mettre en doute aussi la bonne foi; mais, là où manque l'objectivité, là où les intérêts entretiennent les passions, il est difficile de trouver devant soi la bonne foi jusqu'au bout.

Les nations ont les faiblesses des individus. Moins encore que les individus, elles sont mues par les devoirs de conscience. La dure raison d'Etat a ses serviteurs dans tous les États.

Mais si l'Organisation des Nations Unies ne sait pas se montrer impartiale, si elle ne sait pas rendre la justice, elle est perdue. Sa première raison d'être, *qui est de redresser les torts*, disparaît. Si l'ONU ne veut pas « dire le droit » à quoi sert-elle et quelle carrière fera-t-elle? D'iniquité en déni de justice, quel avenir sera le sien?

Le représentant de l'U.R.S.S. a dit l'autre jour devant l'Assemblée des Nations *que les Etats-Unis y contrôlaient le tiers des voix*. S'agit-il par hasard de quelque négoce obscur, de quelque entreprise où l'on vote pour les actions que l'on possède et par personne interposée? A vrai dire, la façon dont la Yougoslavie, la Pologne et l'Ukraine votent « comme un seul homme » avec l'U.R.S.S. est aussi systématique et troublante. On est bien en droit de s'en montrer étonné.

Etrange justice où les mêmes voix sont toujours du même côté! Étrange justice où la personnalité des juges paraît à ce point amoindrie et blessée! Mais, avec tout l'optimisme du monde, pouvait-on d'une morale internationale aussi relative, d'une telle inégalité des forces matérielles, espérer autre chose? Et la sanction méritée qu'appellent tant d'attitudes contraires à l'espérance fondamentale de l'humanité, d'où viendrait-elle?

C'est encore par-dessus tout le péché d'hypocrisie qui ravage le monde.

Nous ne pouvons pas croire que les nations qui se sont prononcées pour le partage de la Palestine l'ont fait avec une conviction profonde. Et ce serait pire, après tant de travaux, de mettre leur obstination au compte de l'ignorance.

Il y a des pays qui ont besoin des Juifs ou qui subissent leur hypothèque; il y en a d'autres qui veulent se débarrasser d'eux. Alors, il paraît si simple de faire de la Palestine ce qu'on prétend en faire: un corps écartelé, le foyer même de la discorde, une pauvre terre toute étroite et chétive et déshéritée où les puissances qui disposent de l'espace et de ses ressources jettent sans remords un peuple fanatisé, contrairement aux intérêts inavoués de ce peuple lui-même.

Car, cette fois, c'est l'Irgoun qui de son point de vue a raison: le partage dérisoire de la Palestine serait plus qu'une cruauté *pour une race qui veut un empire*; et qui rêve de se substituer à la Chrétienté et à l'Islam qui sont là, pour les jeter à leur tour sur les grandes routes du monde.

Pour les Etats-Unis, la démonstration éminente, la preuve par l'absurde de leur erreur, c'est que l'U.R.S.S. approuve pour une fois leur décision.

Moscou montre plus de clairvoyance que Washington. A la place des Américains nous réfléchirions un peu plus.

17 octobre 1947

LA PALESTINE N'EST PAS UNE TERRE VACANTE

L'AVENIR de la Palestine se traite entre les États-Unis et l'U.R.S.S. exactement comme si la Palestine était un *pays inhabité*. *La volonté de la majorité des maîtres légitimes, on n'en a cure*. Et les deux pays les plus vastes de la terre, les deux pays qui disposent des territoires vacants les plus étendus, s'occupent à dépecer gravement une toute petite terre trois fois sainte, un tout petit pays surpeuplé.

A la Palestine qui demande son droit, à la Palestine qui demande la paix, les deux nations les plus puissantes du monde (qui toutes deux prêchent la démocratie, et qui la mettent en pratique si paradoxalement parfois), opposent durement leur volonté intransigeante.

Si les seize millions de Juifs qu'il y a dans l'univers pèsent à ce point sur les Gouvernements

de Washington et de Moscou, que ne doit-on attendre des moyens et des entreprises d'Israël? Et qu'est-ce, encore une fois, que la démocratie (contradictoire) de Moscou et de Washington, si elle doit se traduire par de telles violences?

Qu'on fasse bien attention à ceci que la Palestine n'est pas encore morcelée et que même l'Amérique et l'U.R.S.S. auraient tort de se hasarder à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, comme elles s'emploient généreusement à le faire.

Ces grandes puissances ne paraissent pas avoir connu encore la portée de l'aventure à laquelle elles prêtent la main. Elles sont trop loin. Un État juif en Palestine, c'est (à notre avis, pour le malheur de tous), un des actes les plus graves de l'histoire. Selon que Juifs et Arabes en Palestine vivront et croîtront paisiblement ensemble, ou séparément dans la colère, se décidera l'avenir de la paix.

Une intrigue permanente, qui poussera sa toile d'araignée sur tous les points vitaux du monde, naîtra en Palestine, inévitablement, avec le partage.

L'affaire palestinienne n'est pas une question d'économie politique comme les Américains sont enclins à le croire; elle n'est pas une question d'opportunité comme

on paraît le penser ironiquement à Moscou. Elle est un des écueils les plus réels de l'univers. Et Dieu fasse que les temps qui viennent ne nous le montrent pas jusqu'à l'évidence.

L'État juif, comme Washington et Moscou veulent le faire, sera fatalement un objet de perpétuelle discorde, au-dedans comme au-delà de toutes les frontières du Proche-Orient. A qui cela convient-il vraiment, de Washington ou de Moscou ?

13 novembre 1947

LE MALHEUR EN MARCHÉ

Tous les arguments qu'on pouvait faire valoir contre le partage de la Palestine ont été développés de toutes les façons. Si jamais démonstration a paru décisive c'est bien celle-là. Et cependant on vient de voir au sein de la Commission spéciale de l'ONU vingt-cinq États voter pour le partage et dix-sept s'abstenir. Sur les vingt-cinq États, douze sont américains. Quant à ceux qui se sont abstenus, on voit parmi eux quelques très grands pays dont on eût pu attendre qu'ils disent oui ou non. Quand on est le dernier recours du droit

en ce monde, on n'a pas le droit de s'abstenir. Il est bien trop facile de se laver les mains d'un problème comme celui-là.

Il faut maintenant que l'ONU se prononce; à la majorité des deux tiers si c'est pour le partage, ce qui suppose un changement d'attitude chez certains de ceux qui se sont abstenus. On doit s'attendre à tout et l'on verra bientôt comment s'écrira cette mémorable page d'histoire.

Si donc la sagesse humaine fait faillite (comme elle en a tout l'air), un État juif naîtra où l'on trouvera, dans des conditions géographiques invraisemblables, quatre cent mille Arabes en face de six cent mille Juifs; si cela arrive et si les nations sont conséquentes avec elles-mêmes, les Arabes de l'État juif seront fondés à demander à leur tour, et pour des raisons aussi pertinentes, une meilleure justice, un nouveau partage.

On n'a jamais rien vu de plus artificiel, de plus anormal que ce qui se fabrique en ce moment dans l'affaire de Palestine. On n'a jamais vu à ce point l'arbitraire et le parti pris défier la raison.

Il faut vraiment qu'une fatalité, qu'un dessein supérieur aux volontés humaines, intervienne en cette affaire, comme ce fut le cas quand fut détruite, il y a quelque dix-neuf siècles, Jérusalem.

Sous prétexte de résoudre un problème, on va le rendre plus dangereux, plus insoluble encore.

Comment avec un tel état d'esprit peut-on espérer en ce monde la paix ?

27 novembre 1947

LE MALHEUR EN MARCHÉ (suite)

UN extrême aveuglement a conduit la majorité des nations à voter pour l'État juif en Palestine, et la majorité des Juifs à s'en réjouir au son du sistre et des cymbales.

Dieu nous est témoin qu'au cours de la longue controverse, connaissant peut-être mieux que d'autres le problème, nous n'avons eu pour fin que le bonheur de tous, l'ordre, la justice et la paix. Le Liban, voisin immédiat de la Palestine, avait en cette matière et jusqu'au bout le droit et le devoir de se faire entendre.

Mais voici que l'erreur intellectuelle est devenue une erreur historique. Le dernier geste arabe, offrant l'État fédéral, n'a pas eu d'écho. Et voici que, de partout, la clameur s'élève.

Londres a reconnu à la radio que le vote s'était produit, pour certains, *dans des conditions inexplicables*. Haïti et les Philippines par exemple qui avaient dit à haute voix qu'ils voteraient contre ont, au dernier moment, voté pour. *Chacun a pu enregistrer dans l'Assemblée une atmosphère de malaise et de contrainte*. Paradoxalement, pendant que les Anglais s'abstenaient, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, c'est-à-dire tous les anciens Dominions, votaient *pour* le partage; et finalement on a vu la France voter pour, et la Belgique voter pour, et le Luxembourg voter pour. Les mânes de Godefroy et de Baudouin, de Philippe-Auguste et de Richard ont dû en frémir dans la tombe.

L'avenir, l'impassible avenir montrera les conséquences lourdes de la faute; il les montrera pour tous; il les montrera pour les Juifs d'abord, nous l'avons écrit mainte fois. Les Juifs dont le but suprême ne peut être que Jérusalem pleureront encore sur Jérusalem. Ils pleureront, dans le malheur et dans le tumulte, parce qu'ils ont fait violence à la nature des choses.

Pour nous consoler du temporel par le spirituel, ouvrons l'Écriture au hasard: c'est le chapitre 29 d'Isaïe.

— « Étonnez-vous et soyez dans la stupeur!
« Aveuglez-vous et soyez aveuglés » (9).

— Quelle folie! Le potier sera-t-il donc estimé pour de l'argile, que l'Œuvre dise de l'ouvrier: « *Il ne m'a point faite* »; et que le vase dise du potier: « *Il n'y entend rien* » (16). C'est cela qu'on va voir, c'est le langage que le vase va tenir au potier.

Trois fois hélas! l'Amérique a cru mener cette affaire comme on construit une industrie. La réalité vivante lui ouvrira les yeux. Et l'U.R.S.S. tôt ou tard, pour des raisons de politique universelle, regrettera sans doute la terrible aventure.

Les nations ont pour ainsi dire goûté une fois de plus au fruit défendu; en fait, l'Occident a empêché le Juif, *qu'il a lui-même si souvent brutalisé*, de faire la paix avec l'Arabe, son frère, qui ne lui a jamais fait aucun mal. Et c'est étrangement l'Occident qui est aujourd'hui le soutien d'Israël; c'est pour Israël qu'il veut faire revivre inutilement mais à rebours le temps de Saladin.

Les Juifs, même en minorité, dans une Palestine unie, étaient en mesure de faire respecter tout ce à quoi on doit le respect dans leur cause; il dépendait d'eux dans les assemblées et au sein d'un gouvernement palestinien arabo-juif de collaborer paisiblement

et si puissamment que leur collaboration eût paru décisive au bout d'un temps très court. Ils ne l'ont pas voulu. *Alea jacta est.*

Mais que sera demain ?

2 décembre 1947

UNE POLITIQUE ABERRANTE

LA protestation collective contre le « diktat » de l'ONU se fait de plus en plus impressionnante. Depuis qu'on sait que des nations n'ont pas voté librement, la décision créant l'État juif en Palestine paraît à chacun viciée. Les larmes du représentant de Haïti demeureront célèbres dans l'histoire. Et c'est en vain que la propagande juive revêtant les formes les plus inattendues se livre et se livrera à des plaidoyers passionnés.

Le comble est de venir dire aujourd'hui que les pays arabes ont, par racisme, manqué de souplesse et d'esprit de conciliation. Un rédacteur de l'A.F.P. s'aventurait hier à transmettre par son agence ceci : « *On échappe difficilement, dans l'opinion internationale la mieux disposée à l'égard des Arabes, à l'impression que leurs délégués ont manqué, par excès d'intransigeance raciale, les occasions que leur offrait*

le débat de faire adopter une solution plus favorable aux intérêts qu'ils défendaient. »

Si le plus subtil des enfants d'Israël eut été le rédacteur en question de l'A.F.P. il ne se fût pas exprimé autrement; il n'eût pas écrit quelque chose de plus téméraire; *car, c'est littéralement imputer à leurs adversaires ce que les Juifs sont, c'est-à-dire les représentants déchaînés du racisme le plus envahissant et le plus exclusif de la terre.*

C'est aller loin vraiment que d'oser écrire cela. La position de la France, dans le débat, la position de la France « *qui est aussi une puissance musulmane* », rappelle le rédacteur de l'A.F.P., ne gagne pas à être défendue ainsi.

La décision de partage de la Palestine par la création de l'Etat juif est une des erreurs les plus considérables de la politique contemporaine. D'une chose apparemment petite, les conséquences les plus surprenantes vont sortir. Et ce n'est pas offenser la raison que d'écrire que cette petite histoire contribuera à ébranler la terre dans ses fondements.

A partir d'aujourd'hui la voix des pays arabes va se raffermir et leur action s'élargir.

La plainte qui monte vers la justice infirme des hommes va se faire plus pressante. Sous prétexte de donner un foyer à un peuple errant

et qu'aucune Palestine ne peut contenir, voilà les foyers d'autres peuples ébranlés, menacés, détruits; et voilà la souveraineté juive érigée à la face du monde comme un fait légitime *au prix d'un morcellement géographique, d'un arbitraire sans exemple.*

C'est l'avenir qui dira ce que représentera la pression d'Israël, et du million et demi d'immigrants que les Juifs annoncent pour les proches années, sur les frontières terrestres de la Palestine.

Il n'est pas dans notre tempérament d'annoncer le malheur à la manière de Jérémie, mais c'est faire acte de clairvoyance que d'envisager, au terme des folies auxquelles nous assistons, des jours tragiques et une nouvelle diaspora.

Pour affirmer leur personnalité collective dans la paix et dans la concorde, les Juifs n'avaient pas besoin de tout cela.

5 décembre 1947

UN « ACTE D'HUMANITE » MORTEL

A-T-ON jamais vu un État naître à la façon de l'État juif de Palestine? De toutes les naissances anormales, on n'en connaît pas de plus surprenante.

Après mille acrobaties on laisse pêle-mêle, dans l'État juif, avec six cent mille Juifs, quatre cent mille Arabes, c'est-à-dire, désormais, autant de frères ennemis. On donne à cet État des frontières qui défient le bon sens. On entérine ces extravagances en les présentant témérairement comme un acte d'humanité. Et pour l'amour de ce monstre, on accule à prêcher la guerre sainte quelques-unes parmi les plus vieilles communautés du monde. Voilà la chose inouïe qu'a décidée ou provoquée, libre ou contrainte, la majorité des nations.

Pourtant, en Palestine, Arabes et Juifs pouvaient vivre en paix. Il n'est pour l'établir que la prospérité juive en Terre Sainte. Mais le désir de domination d'Israël a tout emporté.

Par réaction, on parle maintenant, pour l'honneur de l'Europe et du Nouveau-Monde, d'une légion de volontaires d'Occident qui se battraient pour les Arabes. Voilà, pour les nations, pire qu'une guerre du Transvaal en perspective.

Beau résultat d'une entreprise à quoi rien n'obligeait et que la raison condamnait!

On se demande vraiment avec le plus grand respect pour la majesté américaine, ce que les États-Unis sont allés faire dans cette galère;

comment ils se sont laissé pousser dans le guêpier où l'U.R.S.S. s'amuse à les voir à présent.

On s'est émerveillé de trouver pour une fois l'U.R.S.S. et les Etats-Unis d'accord. Chacun s'aperçoit maintenant que l'U.R.S.S. jouait sur le velours. Les États-Unis devaient déplaire aux Juifs, chez eux, en s'exposant à leurs représailles ou leur plaire en Palestine en mettant l'Orient sens dessus-dessous. C'est pour s'être avancés comme ils ont fait qu'ils nous ont mis dans les difficultés où nous sommes. S'ils le veulent, ils peuvent changer encore le cours des événements. Ils sont assez forts pour cela et nous sommes peut-être à temps pour les adjurer d'aider à modifier une politique mortelle.

12 décembre 1947

HORIZON SANS SOLEIL

L'ATTITUDE des pays arabes à l'égard de la Palestine ne laisse place à aucune équivoque. Directement ou indirectement, la Palestine sera défendue contre le sionisme. De toutes les façons, l'État juif sera combattu. Les Arabes se considèrent en état de légitime défense et personne d'informé et de juste ne dira qu'ils ont tort. Personne ne

consentira à admettre que, les Juifs s'étant pendant trente ans installés en si grand nombre sur le territoire palestinien, l'accueil hospitalier de la Palestine puisse aboutir paradoxalement à l'exercice de la souveraineté juive sur le sol. Du reste, les événements se chargent de montrer les difficultés de l'entreprise. Depuis quinze jours le spectacle qu'offre la Palestine n'est pas reconfortant pour l'ONU. Les pays qui ont préféré les vues de l'esprit aux réalités et l'amitié des États-Unis à celle de la justice commencent à regretter leur exploit.

Ils le regretteront de plus en plus parce qu'il n'est rien de plus dur et de plus démoralisant à la longue que de s'entêter contre le droit. Les États-Unis eux-mêmes, induits en erreur par la propagande juive, impressionnés par la force électorale et financière juive, retrouveront sans doute le chemin de la vérité.

Pour que les Juifs aient une république, la Palestine est mise à feu et à sang. Ce qu'on voit aujourd'hui annonce tragiquement ce qui doit venir. C'est partout la haine et le meurtre. Entre un quartier et l'autre des villes, ce sont des embûches et c'est la bataille; et dans les campagnes les premiers signes de la désolation se font voir.

Quelle politique constructive, quelle conception de l'équité, quel esprit pratique a pu vouloir cela ?

L'hypothèse la plus probable pour la Palestine, au cas où les puissances s'obstineraient dans leur décision, c'est une guerre de Cent ans (avec des répercussions fréquentes et peut-être très étendues en Occident). Une hypothèse pire serait une guerre mondiale qui trouverait dans ce foyer d'incendie (plus dangereux actuellement que les Balkans) son point de départ.

Ce n'est pas assombrir la situation que de la voir ainsi. La turbulence d'Israël est illimitée; et l'on sait, depuis que les Russes et les Américains se sont trouvés d'accord sur le partage de la Palestine, jusqu'où peut aller l'intrigue juive combinée avec la puissance de l'argent.

Il est encore temps d'agir. *Dans quelques mois, la vie en commun sera devenue impossible en Palestine, à jamais.*

18 décembre 1947

1948-1950

LA TERRE SAINTE
ABANDONNÉE

UN VASTE PERIL

QUE l'Agence juive se garde bien de donner davantage à sa folle entreprise en Palestine les caractères d'une guerre de religion! M. Moshé Shertock, désigné pour la représenter auprès de la Commission de l'ONU pour la Palestine, (en même temps que Sir Alexander Cadogan était désigné pour l'Angleterre), a commencé par demander l'autorisation de faire encadrer par la Haganah *une milice de quinze à vingt mille hommes, tous juifs bien entendu*. Beau début pour tenter de créer un État où les trois huitièmes au moins de la population, musulmans et chrétiens, seront délibérément hostiles à la politique juive.

On ne se fait pas encore une idée assez claire de ce que représentera la situation: *dans un pays qui comptera neuf cent mille habitants et où les Juifs seront un peu plus de cinq cent mille et les Arabes environ quatre cent mille, l'armée dite nationale sera entièrement juive*. Les guerres de religion n'ont jamais pris une autre forme. Elles n'ont jamais commencé autrement.

A moins donc que les quatre cent mille Arabes, citoyens éventuels (et de seconde zone) de l'État juif ne consentent à devenir les esclaves des Juifs, ce qui est exclu, ils se battront contre eux par tous les moyens et de toutes les façons; en même temps d'ailleurs que les forces extérieures décidées à les secourir. Et l'on verra (ce que l'on voit déjà) des Juifs seulement, d'un côté, des Musulmans et des Chrétiens de l'autre. Triste résultat, en ce siècle, d'une politique d'ambition et d'orgueil, où l'argent permet tout, où l'intrigue et la propagande facilitent tout.

Pas plus en Amérique qu'en Europe, on n'a encore compris à quoi va mener cette guerre qui, au bout de très peu de temps, aura ses répercussions sur de nombreux points de l'univers. Et on ne réfléchit pas à cette probabilité que les puissances embarquées, à leur corps défendant, dans l'affaire juive s'en lasseront et qu'à partir d'un certain moment, il faudra que les Juifs paient seuls et partout le prix de leur témérité.

C'est une pitié qu'une affaire aussi grave soit traitée avec la légèreté qu'on y met et que l'aveuglement des nations serve de justification à l'aveuglement des Juifs.

Toute la philosophie du monde n'y fera rien: la tentative d'établissement de l'État juif en Palestine aboutira à une guerre de religion. A d'innombrables malheurs, d'autres s'ajouteront pour Israël et pour ceux qu'il affronte.

Et la malédiction séculaire qui de nouveau se fait entendre aura dans ses effets l'étendue d'une catastrophe nouvelle.

Les Juifs pourtant si intelligents et subtils se comportent actuellement comme le peuple le plus retardataire et le moins politique de l'univers. Nous le déplorons pour eux et pour d'autres; car, si l'Europe qui paradoxalement les soutient aujourd'hui les a souvent persécutés, leurs voisins d'Orient ne leur ont jamais fait aucun mal. Plus qu'un crime, la revanche qu'ils essaient de prendre ici est une faute. Sera-t-il trop tard quand ils le comprendront?

15 janvier 1948

*POUR QU'IL Y AIT
DU NOUVEAU EN PALESTINE*

ON ne saurait se montrer trop pressant pour que l'avenir de la Palestine soit de nouveau considéré par l'ONU. Et, bien entendu, d'extrême urgence.

Plus tôt la révision se fera et mieux cela vaudra. Si grande que soit la difficulté aujourd'hui, elle paraît encore simple par rapport à ce qu'elle sera demain.

La preuve est faite que le partage, selon l'ONU, est impossible; que le morcellement du territoire, accepté dans un moment de passion et de rêve, va contre la nature des choses. Et l'évidence fait du malheur de la Palestine une des situations les plus tragiques de l'heure.

Alors que toute la vigilance des nations est requise pour empêcher que la terre entière prenne feu par l'effet du conflit d'idéologies qui ébranle ses fondements, on s'est complu à créer un nouveau foyer et à l'attiser, sous prétexte que le bonheur des Juifs imposait cette extravagance.

Ce n'est plus le temps des chimères. Nous voici dans la réalité impitoyable, dans l'horreur, dans le sang. Et la guerre de religion, que tendait à devenir cette guerre de races, se fait de plus en plus menaçante. Comment n'a-t-on pas compris, avant la crise, qu'une organisation armée sioniste, composée exclusivement de Juifs, en Palestine, ne pourrait conduire qu'à cela ? Comment les Juifs eux-mêmes n'ont-ils pas craint d'aller jusqu'à cette provocation, pour créer finalement un État qui ne serait juif qu'à moitié. Mais Israël est insatiable. Il l'a toujours été. Et ses entreprises, petites ou vastes, procèdent de la grande spéculation. Pour réussir il ajoute l'intrigue à l'audace ; et ainsi il édifie sa fortune temporelle. Mais cette fois la spéculation dépassait les moyens, comme l'erreur de jugement a dépassé l'intelligence.

Maintenant il faut régler la question palestinienne. *Nous suggérons l'autre jour une initiative juive, comme une marque de bonne volonté, une initiative juive en vue d'une conversation avec les Arabes.* Reprenons cette suggestion avec sérénité. Un contact pourrait et devrait être pris à Washington. Et le Gouvernement des États-Unis devrait avoir la charitable sagesse de le faciliter.

Les Arabes n'ont jamais posé que deux conditions qui portent la marque de la modération la plus noble, du droit le plus éclatant ; la première c'est que les Juifs acceptent d'être en Palestine ce qu'ils sont, c'est-à-dire une minorité consistante ; la seconde c'est que cesse l'immigration juive (ce moyen hypocrite de transformer, sous prétexte d'humanité et par une invasion de l'étranger, une minorité en majorité).

A partir de ces deux termes une action généreuse peut se faire qui serait un acte de haute politique. On verrait alors, ô merveille ! Arabes et Juifs, Musulmans, Chrétiens et Juifs, collaborer en Palestine, au sein d'un même gouvernement.

Tous les rabbins du monde devraient prêcher cela au lieu de s'enflammer pour une guerre odieuse. N'est-il pas temps enfin, sur ce terrain obscur, de sortir de la nuit ?

3 mars 1948

POUR EN SORTIR

LES « grands », à part l'*U.R.S.S.*, ne sont plus pour le partage de la Palestine. Quel soulagement pour les « petits » !

M. Parodi, délégué français au Conseil de Sécurité, a dit que les États-Unis, la Grande-

Bretagne et la France rejetaient maintenant le plan de partage, implicitement au moins. Et la Chine qui est aussi un « grand » n'en a jamais voulu.

Avant même que l'Angleterre ne laisse à d'autres le privilège de se battre pour le sionisme et de se faire tuer en Palestine, voilà l'édifice de plâtre et de carton (l'édifice de studio) par terre. On finit à peu près par où l'on aurait dû commencer. Mais la propagande juive avait induit en erreur les États-Unis et empoisonné l'univers.

L'Agence juive avait su donner l'impression de la certitude et de la force. Elle avait laissé croire que devant la puissance d'Israël, la résistance arabe s'effondrerait. Elle avait pensé que de posséder l'argent et de contrôler la presse américaine, c'était assez pour imposer sa loi.

Aujourd'hui c'est la fin de l'illusion. Ce que le sionisme croyait obtenir contre les réalités de la géographie et de l'histoire, le rêve audacieux qu'il croyait faire aboutir de toute force, s'avère irréalisable, impossible. Et l'on voit tout d'un coup combien il eût été plus sage de se rallier à cette solution fédérative que les Arabes envisageaient généreusement comme un moyen de concorde et de paix.

Maintenant il s'agit d'aller vite. Plus les choses traîneront, plus il sera difficile de s'entendre sur l'issue. Entre les Arabes et les Juifs, il y a déjà une montagne de morts. Les haines qui se sont accumulées éclatent jusqu'au ciel. Pour avoir raison de ce déchaînement il faudra plus d'esprit politique, plus de sagesse que naguère. Ce ne sont pas les passions en effet qui apporteront l'oubli et qui fermeront les blessures.

Sur le plan du fédéralisme en Palestine, l'arbitrage international pourrait maintenant sauver la situation. Un seul Etat. Une vie intérieure cantonale à définir. La fin de l'immigration. Un gouvernement fédéral et des institutions politiques où Arabes et Juifs seraient représentés proportionnellement à leur nombre. Un effort commun au service d'une vie nationale commune. Enfin l'ordre et la raison concourant à la réconciliation dans la bonne volonté.

Quand on peut avoir cela, il faut avoir perdu le sens des réalités, il faut avoir perdu la tête pour préférer la discorde et la guerre.

13 mars 1948

UNE DEMARCHE ETRANGE

LORSQU'ON voit les membres juifs du Parlement britannique intervenir, officiellement et en corps, auprès du Gouvernement de Sa Majesté, en faveur du sionisme en Palestine (et singulièrement de la Haganah), on se demande pourquoi les parlementaires chrétiens et musulmans de tous les pays, tellement plus nombreux, n'interviennent pas de leur côté en faveur de la Palestine arabe, en faveur de la Palestine de la Chrétienté et de l'Islam.

Les Juifs membres de la Chambre des Communes sont-ils juifs ou anglais d'abord? *Car, ce qu'ils demandent directement et indirectement c'est un Etat juif et c'est une nationalité juive.* S'ils sont anglais avant d'être juifs, leur attitude est inconcevable en face de l'attitude juive actuelle à l'égard de l'Angleterre; et s'ils sont juifs d'abord, que font-ils à la Chambre des Communes et comment peuvent-ils y voter sans inquiéter le Royaume-Uni?

Il est peut-être temps de poser des questions de cet ordre, à propos d'une affaire où le bon sens est maltraité tous les matins. Si la question de Palestine était mise par les Arabes sur le plan purement confessionnel, tout le monde crierait

au fanatisme et au scandale; mais quand ce sont les honorables « M.P. » juifs du Parlement de Londres qui font cela, on ne s'émeut pas de leur façon d'agir.

Ne voit-on pas qu'il devient difficile de rester un bon juif et un bon Anglais en même temps? Et que devant un conflit comme celui qui déchire la Palestine, il faut qu'en la personne du juif naturalisé du Royaume-Uni, le juif prenne le pas sur l'Anglais ou l'Anglais sur le juif?

Ce que nous disons de l'Angleterre est vrai d'ailleurs de toutes les nations. On se demande s'il ne faut pas en déduire que le juif est incapable de s'assimiler jusqu'au bout. Il faudrait, autrement, voir les juifs anglais s'indigner de ce que les sionistes ont fait et font depuis le meurtre de Lord Moyne par exemple. Or, on les voit plaider au contraire pour le sionisme déchaîné.

Plus la position sioniste paraîtra *confessionnelle* et *raciste* plus elle se rendra insupportable. Il y a ainsi un certain nombre de vérités que, pendant fort longtemps, on n'a vues qu'à moitié. Mais à mesure qu'on suit les événements et qu'on creuse le problème, on en découvre davantage l'étrangeté; et les dangers qu'il suscite deviennent de plus en plus grands.

La solidarité juive dans le monde va trop loin. Elle empiète visiblement sur le droit de légitime défense des nations.

20 avril 1948

DEVANT LES FAITS

M. CYRIL FALLS dont les brillants articles dans *The Illustrated London News* sous le titre : « Suites de la guerre », retiennent toujours l'attention, traite dans le numéro du 10 avril de l'hebdomadaire londonien « du président Truman et de la trêve en Palestine ». M. Cyril Falls déjà inquiet au début d'avril de voir approcher la date « fatale » du 15 mai, fixée par l'Angleterre pour la remise du Mandat et l'abandon de l'exercice du pouvoir en Palestine, écrit en substance : « *Ce serait déplaisant si le verdict, pendant un siècle entier, de toutes ces formes de l'opinion (les lettres, la presse et l'école) était que la possibilité d'un règlement moins détestable de la question palestinienne fut perdue, parce que le Gouvernement britannique, après être demeuré en Palestine pendant trente ans, refusa d'y tenir quinze jours encore.* »

Cela, vraiment, *quelles que soient les circonstances*, chacun le pense. Mais qu'eut écrit M. Cyril Falls,

s'il avait prévu que Haïfa serait abandonnée *avant la fin d'avril*, les hostilités prenant instantanément entre Jaffa et St. Jean d'Acre la forme de la guerre totale?

Nous avons pour l'attitude britannique toute la compréhension qu'appelle une désillusion retentissante. Il n'en reste pas moins qu'aucune nécessité, qu'aucun préavis ne pouvaient justifier le retrait de l'autorité britannique mandataire responsable *trois semaines avant le 15 mai*.

M. Bevin vient de déclarer devant les Communes « *que l'Angleterre ne peut pas à cette heure tardive revenir sur sa décision de se retirer de la Palestine* ». On n'en demandait pas tant. Tout ce qu'on attendait, c'était que l'abandon des populations palestiniennes à leur sort n'eût pas lieu *avant le 15 mai*.

C'est ici que la remarque de M. Cyril Falls devient saisissante. Quand on a tenu trente ans, on peut tenir quinze jours de plus et éviter un massacre après un combat inégal.

Nous sommes, dans le Proche-Orient, parmi ceux qui ont mis le plus fréquemment et le plus directement en relief la place capitale de l'Angleterre dans l'entreprise collective qui doit consolider l'Occident et sauver le monde. Cette fois nous ne cacherons pas notre déception.

Et nous reconnâtrons que les contradictions de la politique britannique dans notre voisinage sont très surprenantes. Ces sautes d'humeur, ces départs brusques et les répercussions transjordanienues qu'on voit font qu'on ne comprend plus (ou qu'on craint de trop bien comprendre).

M. Bevin lui-même a cru devoir rappeler aux Communes, avant-hier, 28 avril, « *que le Gouvernement britannique est tenu, aux termes du traité anglo-transjordanien, de verser une subvention à la Transjordanie pour entretenir la Légion arabe et fournir du personnel militaire britannique pour encadrer cette Légion* ».

Dans tout cela, avec toute la bonne volonté du monde, on n'arrive plus à distinguer la Transjordanie de l'Angleterre, cependant qu'on voit l'Angleterre et la Transjordanie agir apparemment en sens opposé.

Il y a de quoi donner sa langue au chat. Mais qu'on la donne ou qu'on s'en dispense, il est permis de regretter ce que M. Cyril Falls a regretté explicitement vers la fin de son substantiel article; et davantage qu'une présence aussi légitime que celle de l'Angleterre (et de la cause du monde occidental, à travers elle) de ce côté de

l'Orient, s'alourdisse de procédés aussi étranges et aussi inutilement compromettants.

30 avril 1948

CE N'EST PAS UN REVE

L'ÉTAT juif, tel qu'il est en train de se faire, apparaîtra rapidement, s'il se fait, comme la plus étrange entreprise politique de l'univers.

Tous les Juifs de la diaspora, naturalisés partout, se reconnaîtront ouvertement ou secrètement une patrie. Dans de nombreux pays, le nouvel État sera représenté par des colonies puissantes, souvent par des députés, des hommes de gouvernement. A partir de la finance internationale, un réseau d'intrigues serrées s'étendra sur les capitales du monde, grandes et petites; et la diplomatie d'Israël (la plus opulente sans doute), comptera d'illustres barons, des magnats d'argent de toutes les nationalités.

Si l'entreprise réussit, elle prendra vite la forme d'un super-État, à partir de l'étroite Palestine; et le premier objet de la conjuration sera de multiplier le nombre des Juifs en Terre-Sainte, de façon qu'ils pèsent sur les frontières et les crèvent,

jusqu'à la lente réalisation d'un rêve (de dimensions mondiales) de domination et de puissance. On peut affirmer que les ambitions juives territoriales vont jusqu'à l'Euphrate et la patience juive bien au-delà.

Il n'est pas chimérique de s'avancer ainsi. Nous ne disons pas que tout se fera. *Mais qu'on tentera de le faire.* Et que si le plan juif venait à progresser comme il est dessiné par des hommes qui savent ce qu'ils veulent et où ils vont, la vie deviendrait rapidement intolérable pour les voisins immédiats et médiats de l'État juif, minés par le dedans et menacés par des moyens économiques, sociaux et politiques divers.

Du côté juif, l'entreprise n'est pas non plus sans périls. Il y a, dans tout l'univers, les réactions possibles et qui pourraient devenir redoutables. Il y a le phénomène historique dont l'action d'Hitler, par exemple, a été une des manifestations les plus totales et les plus cruelles. Il y a aussi la discorde intérieure, ayant à son origine des facteurs juifs d'ordre social, religieux et politique. Dans toutes les directions, l'idéologie juive va loin. Karl Marx était juif comme Georges Mandel était juif. Le Juif est conservateur comme il est communiste. La subtibilité d'Israël et ses ressources

intellectuelles et matérielles, chacun les connaît certes, et *nous ne les sous-estimons pas*.

Nous pensons que le problème juif n'a pas été suffisamment analysé et mesuré par l'Occident et par l'Amérique; et qu'il peut, sous des formes variées, faire de vastes désordres et de vastes dégâts.

Quant à nous, Libanais, il faudra que nous nous souvenions que cette puissance naît à notre frontière, que nous sommes un petit pays et que, pour les Juifs nous pressant du Sud *et dont l'immigration est innombrable*, nous pourrions être, désormais, une *terre promise*.

Qu'à tout cela, les gouvernements arabes qui n'y ont pas suffisamment songé songent s'il en est temps. Personnellement, nous parlons de ces choses sans préjugé et sans haine, ne désirant sur nos rives pour les uns et les autres que la paix dans l'équilibre et qu'une fraternité qui ne soit pas une menace et une oppression.

11 mai 1948

LE TOURNANT DÉCISIF

C'EST avec sang-froid que la situation en Palestine doit être maintenant considérée. L'Angleterre officiellement partie, la responsabilité de l'ONU demeure et, par elle, celle des États-Unis et de l'Angleterre. On a beau vouloir se laver les mains d'un problème comme celui-là, on ne fait pas croire aux gens que les intérêts de l'Empire britannique et ceux des États-Unis ont subitement cessé d'être primordiaux dans ce coin du monde.

Dans un document conjoint, pour prendre congé, peut-on dire, le Foreign Office et le Colonial Office ont déclaré que « *le Gouvernement britannique avait cherché sans succès pendant 27 ans à réconcilier les Juifs et les Arabes et à préparer le peuple de Palestine à l'autonomie* ». Ce langage qui a toute l'apparence du généreux et de l'humain mériterait d'être commenté longuement. Nous réduirons pour notre part le commentaire à sa plus simple expression. Pour nous, les Anglais circonvenus, séduits et induits en erreur, ont fait ce qu'ils ont pu pendant 27 ans pour que le nombre des Juifs augmente le plus possible en Palestine, *préparant ainsi*

non point le peuple de Palestine à l'autonomie mais le peuple juif à la souveraineté. Les hommes d'État britanniques ont vu dans l'État juif en puissance un point d'appui permanent. Les chiffres, les faits, l'histoire de la Palestine durant 27 ans attestent cela. On récolte ce qu'on a semé. La déclaration Balfour, interprétée de façon arbitraire et déraisonnable, a porté des fruits vénéneux. Tout le monde actuellement en est empoisonné.

Mais les intérêts des Anglo-Saxons sont encore plus considérables, en Palestine et dans le voisinage, aujourd'hui qu'hier. Il faudra donc qu'à travers l'ONU, ou en dehors de l'ONU, une politique se fasse qui aboutisse à l'ordre. Une telle politique ne peut plus s'exprimer utilement que par une pression décisive sur les Juifs. Si les États-Unis et l'Angleterre la font, ils seront bien inspirés. S'ils ne la font pas, ils seront contraints d'intervenir quand même dans des conditions encore plus désagréables, et d'agir directement pour éviter des événements beaucoup plus graves.

On devient sentencieux dans la difficulté : quand le vin est tiré, il faut le boire. Les Puissances qui se disent mondiales, qu'on reconnaît pour telles et qui ont tout gâté, doivent maintenant dénouer le nœud en Palestine. Il est vrai qu'elles

se divisent elles-mêmes en deux camps et qu'elles sont au pire entre elles...

Au Liban surtout, c'est du sang-froid et de la logique qu'il faut. Le Gouvernement ne peut évidemment pas dire tout ce qu'il fait mais nous espérons qu'il ne commettra pas d'erreur. Nous devons cependant faire remarquer que la partie est extrêmement délicate et que cette heure reste malgré tout, dans l'intérêt de tous les pays arabes et sans exclure le recours à la force, celle d'une politique et d'une diplomatie clairvoyantes.

15 mai 1948

RAISONS MAJEURES D'UNE RESISTANCE

IL faut que les pays arabes se souviennent qu'ils ont en face d'eux une organisation juive mondiale.

Cette organisation mondiale comprend des Juifs de *toutes les nationalités*. Elle étend son réseau sur *la terre entière* et elle agit comme elle peut sur les gouvernements. Sa propagande et ses moyens d'intrigue sont parmi les plus redoutables.

Avec l'État juif, tel que le sionisme l'a proclamé, avec l'État d'Israël, présent et ramifié dans

tous les pays, il est facile d'imaginer ce que serait la pression politique, économique, sociale, humaine (du point de vue du nombre) que les pays arabes auraient à subir. *Toute la force mondiale d'Israël, représentée à Tel-Aviv par le gouvernement d'un Etat souverain, convergerait sur les pays arabes et sur leur asservissement économique en vue d'une domination politique future.* Ceux qui ne veulent pas réfléchir à ces choses rejettent inconsciemment la plus grande probabilité, on peut dire la certitude et l'évidence. Certes, le sionisme peut être contrecarré par les événements; *mais, tel est son plan.* Si ce plan aboutissait, ce serait pour les pays arabes le commencement à peine dissimulé d'un exode ou d'un véritable esclavage. Nous remplacerions tragiquement les Juifs sur les routes du monde. Car, l'État juif souverain à nos frontières c'est comme si trois millions de Juifs de New-York et six millions d'autres, de Londres, de Paris, *de partout,* se transportaient là.

La résistance arabe n'est pas seulement nécessaire; elle est vitale. C'est vraiment, c'est authentiquement, à la longue, pour le Proche-Orient d'Asie jusqu'à l'Egypte, une question de vie et de mort.

Les grandes puissances peuvent s'obstiner dans leur jeu double et triple ou dans leur aveuglement.

Elles peuvent ignorer indéfiniment le fond du problème et se laisser aller à un opportunisme ou à un sentimentalisme que la finance juive entretient.

En nous défendant ici nous avons conscience de défendre les grandes puissances elles-mêmes (travaillées et minées par le dedans); et de défendre par-dessus tout la cause imprescriptible de la justice et même la paix mondiale menacée.

18 mai 1948

LE ROLE DECEVANT DES PUISSANCES

TOUT le monde se rend compte que le conflit en Palestine évolue dans la plus large mesure sous la pression des puissances. Que les grandes puissances intéressées arrivent ou n'arrivent pas à leurs fins, c'est une autre question

Comme pour la décision de partage de la Palestine, on trouve pour la reconnaissance de l'Etat d'Israël l'U.R.S.S. et les Etats-Unis du même côté. Il faut que l'un des deux soit dupé. Pour le reste, c'est une autre histoire.

L'explication du phénomène se trouve dans le fait que les Juifs (dont le royaume est bien de ce monde) disposent notoirement et partout du

capital et de sa force, sans être pour cela étrangers au communisme qu'ils ont enfanté. Ils ont un pied dans chaque camp.

Pour aider à la révolution, nulle part il n'y a mieux qu'Israël. On sait parfaitement cela à Moscou. Et pour dispenser les faveurs électorales et les appuis politiques à travers les moyens et les séductions de l'argent et de ce qui en dérive, il n'y a pas mieux que les Juifs. On sait parfaitement cela à Washington.

Nous n'avons jamais marchandé aux Juifs l'éloge sur le plan des ressources de l'intelligence. Nous savons ce que représente leur race, et Dieu nous garde de combattre l'intelligence où qu'elle soit, sauf chez le diable pourtant. Ce que nous dénonçons, ce que nous combattons, c'est l'anarchie de l'intelligence, lorsque le jugement est faussé par l'orgueil, lorsque la psychologie n'est pas à la hauteur de l'esprit d'entreprise et de l'audace. *C'est toujours par là que viennent les catastrophes historiques.*

Nous disons qu'en ce moment, alors que les États-Unis et l'Angleterre croient régler par les moyens indirects de la ruse et de l'astuce le problème de l'État juif, ce sont en réalité les Juifs

qui règlent leurs affaires au détriment des plus grands pays et de la paix du monde.

Nous ne nous exagérons rien. Nous voyons les choses avec autant d'objectivité qu'il se peut au moment où les combats multiplient les haines et les douleurs. Mais nous sommes ici les voisins immédiats de l'État juif. Nous connaissons son climat politique et social et mieux que les Occidentaux d'Europe et d'Amérique. Et nous nous plaçons plus facilement que les maîtres de l'heure sur le plan de l'avenir.

Notre regret est double. Nous croyons que les Juifs, de leurs mains, forgent leur malheur avec celui des Arabes, l'ONU étant à l'origine de tout cela; *et qu'au lieu d'une collaboration féconde, ce que nous avons devant nous c'est un danger permanent et une haine sans fin.*

19 mai 1948

FAÇONS DE PARLER ET D'ÉCRIRE

LA façon dont les dépêches paraissent préparer à la reconnaissance *de facto* de l'État d'Israël par la Grande-Bretagne et par la France est à suivre avec attention. Le correspondant de

l'A.F.P. de Londres «écrit», par exemple, le 19 mai: «*Les observateurs diplomatiques ne voient pas en effet très bien comment le Gouvernement britannique, maintenant que le nouvel Etat d'Israël a été reconnu par les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et divers Etats se trouvant dans leur orbite et au moment où on semble en droit de s'attendre à sa reconnaissance de facto par la France, pourrait se retrancher dans une politique indéfiniment hostile envers le gouvernement Ben Gurion.*» Admirez cette façon de dire les choses et d'annoncer la suite.

Tout un art subtil préside à la présentation des nouvelles favorables au sionisme et servant sa propagande, cependant que les pays arabes ont leurs troupes en Palestine et se battent sur le sol palestinien. Par là, une fois de plus, on a la certitude (quand ce n'est pas l'évidence) des proportions monstrueuses que l'influence juive a prises dans le monde. La complaisance que met l'Occident à faciliter une entreprise qui a contre elle la tradition, l'histoire, la géographie, l'économie politique, le bon sens, la nature des choses enfin, est stupéfiante. On touche du doigt la présence des Juifs *partout*, leur situation dans la presse, dans les agences télégraphiques, dans les postes de radiodiffusion, comme dans la finance

universelle et dans la manipulation des bourses et des marchés.

C'est une toile d'araignée qui s'étend sur toute la terre. Pendant ce temps, les pays arabes, nouveaux dans le métier, mal informés, inexpérimentés se font prendre à des pièges divers.

La contradiction entre la situation militaire et politique en Palestine et l'attitude des gouvernements européens envers l'État d'Israël nous paraît saisissante. D'un côté on « reconnaît » à tour de bras, *de jure* ou *de facto*, l'État juif; de l'autre, c'est la bataille qui se déroule dans des conditions qui devraient porter raisonnablement à la réflexion et à l'attente. Si les ruses de l'Europe vont loin, elles ne vont pas plus loin que notre intelligence.

Nous l'écrivons bien à regret: tant que de telles tragi-comédies seront permises il faudra, si l'on veut qu'une morale internationale gouverne ce monde, tenir pour suspectes la politique et la diplomatie des plus grands pays.

21 mai 1948

ETAPES D'ISRAEL

Nous pensons que personne ne s'étonne de nous voir revenir si fréquemment sur la question de Palestine. Nous l'espérons du moins. Parmi les problèmes qui peuvent intéresser le peuple libanais, limitrophe de la Palestine juive, il n'en est pas de plus grand. Israël à nos portes nous oblige à considérer tous les aspects et toutes les conséquences du voisinage. Ce n'est pas un jeu pour un petit pays de sentir peser sur sa frontière un tel péril. D'immenses convoitises se développent déjà derrière le mur mitoyen mal affermi. D'immenses espérances. L'hymne davidien que chantent les Hébreux a des résonances dans tout l'Orient. Et le poids d'Israël, ce poids qui se mesure en numéraire et en puissance, paraît lourd et plein de dangers pour des nations qui n'ont, dans toutes les branches, que des ressources restreintes.

On peut dire, d'autre part, de l'Occident qu'il trahit ses devoirs envers le monde arabe et envers lui-même en faisant le malheur d'une terre pour lui sacrée et sainte. La civilisation

qu'il invoque et qu'il défend, voici qu'il la livre (avec ou sans allégresse); car, la pression aveugle de l'Amérique a fait de l'illustre Europe de naguère une cliente sans voix.

Les Douze tribus d'Israël pénétraient autrefois avec Naphtali, Manassé, Gad et Reuben, largement dans la Syrie et la Transjordanie d'aujourd'hui.

Le royaume d'Israël, au temps de Salomon, s'il commençait sur la côte, au Carmel, poussait son influence jusqu'à l'Euphrate, au niveau de Rakka. Et Abraham est venu d'Ur en Chaldée, qui est bien au sud de Bagdad. Tout cela représente une succession de rêves de conquête pour le peuple d'Israël. Mais, bien avant la conquête, l'intrigue et la manœuvre auront, si nous n'y veillons pas, débilité et découragé les hommes. Et un travail de sape, sous un filon d'or en surface, aura partout miné le sol.

Si les ambitions juives n'étaient pas ce qu'elles sont, nos prévisions ne seraient pas aussi sombres, ni nos craintes aussi vastes; mais le Liban, le premier, veut être défendu; et le nouveau royaume d'Israël compte faire mieux que l'ancien.

Dans les souvenirs de James F. Byrnes, il y a cette remarque incisive sur l'expansion

territoriale et la sécurité prétendue des nations: « *En examinant cette question, je ne puis m'empêcher de penser à ces personnes, et tout le monde en connaît, qui achètent la ferme ou la maison voisine pour protéger la leur. La difficulté est qu'il y a toujours quelque maison ou ferme voisine...* » Nous sommes et nous serons de plus en plus, directement ou indirectement, la maison et la ferme voisine. Tenons-le pour certain. Et que nos partenaires qui peuvent ignorer une partie de l'histoire, les Syriens et les autres, sachent combien ils sont exposés!

28 mai 1948

SUR LA TREVE

LA joie débordante manifestée par M. Trygve Lie au sujet de la trêve, nous la partagerions volontiers si la sagesse avait présidé jusqu'ici aux décisions de l'ONU. Mais, c'est l'ONU, n'en déplaise à M. Trygve Lie, qui a créé ou aggravé les difficultés, en Palestine, avant de tenter de les résoudre. Ce fait est acquis à l'histoire.

Dans l'affaire palestinienne, la responsabilité assumée par le Gouvernement des États-Unis passe de loin toutes les autres. C'est un véritable

diktat américain qui a présidé à la naissance de l'État d'Israël. Ainsi la responsabilité *antérieure* de l'Angleterre se soude à la responsabilité *actuelle* des États-Unis. L'avenir montrera ce que représente cette double erreur pour la paix du monde; et que la politique de ce temps est faite, par les plus grandes puissances, avec une légèreté qui déconcerte. Sous prétexte de rétablir la paix, c'est la paix *à long terme* qu'on ruine sans s'en rendre compte. Cela deviendra éclatant avec les années.

Le comte Bernadotte a accompli brillamment sa tâche de médiateur. Il dispose, il faut le croire, d'une dialectique naturelle aux ressources nombreuses. Mais nous n'oublions pas que cette trêve de quatre semaines, c'est l'Angleterre qui en a pris l'initiative et qui l'a proposée. Cela veut dire aussi que l'Angleterre l'a appuyée de tout son pouvoir et qu'elle avait par conséquent toutes chances d'aboutir.

C'est M. Bevin lui-même qui annonce « *que le Gouvernement Britannique a décidé de suspendre jusqu'à la fin de la trêve les livraisons d'armes à la Transjordanie* ». Quand on fournit les armes avec quoi on se bat, il va de soi qu'on est maître de la situation.

Jusqu'où ira le jeu, chacun se le demande. Et à quoi la trêve va-t-elle conduire? Si c'est à la consolidation de l'État d'Israël, on peut estimer que rien de plus astucieux que la trêve ne pouvait être imaginé. Nous persistons à penser qu'après de longs malheurs l'État d'Israël se révélera désastreux pour les Juifs eux-mêmes. Les Juifs dissidents des États-Unis le redoutent à bon droit, comme l'a rappelé récemment M. Bayard Dodge. Mais avant que l'univers en ait la preuve, le racisme juif aura jeté la perturbation dans le Proche-Orient et beaucoup plus loin.

En bref, si la trêve en Palestine contente sur le plan humain, sur le plan politique elle n'annonce rien de bon.

11 juin 1948

MEMORANDUM APRES LA TREVE

L'ORDRE de cesser le feu en Palestine ne peut pas signifier malgré tout l'avènement de la domination d'Israël. Il nous faut rappeler qu'Israël est déjà une puissance mondiale et non point cette poignée de proscrits et de persécutés

qu'on veut nous montrer cherchant un gîte sous le ciel.

La première puissance d'argent de l'univers, c'est encore cet Israël qui n'a gémi interminablement que pour devenir le maître, pour trouver un territoire et une capitale d'où il puisse contrôler toutes les cinquièmes colonnes juives de l'univers.

C'est bien cela qui se prépare, c'est cela que le président Truman a admis et voulu, sous la pression de cinq millions de juifs américains, eux-mêmes solidaires de tous les juifs de l'univers. Mais c'est aussi cela qui va soulever une résistance accrue sur différents points de la terre et déchaîner de nouveau les hommes les uns contre les autres.

Chaque juif de la planète aspire désormais à être, au moins dans le secret, citoyen de l'État juif, tout en étant le citoyen d'un autre pays. Chaque juif portera deux passeports ou pourra les porter, et bénéficiera d'avantages insignes refusés au reste des hommes. Quelqu'un doute-t-il que partout, sauf l'exception rarissime, l'apparence et la contrainte, le juif préférera son coreligionnaire à son concitoyen? Le cas est, en effet, pour des raisons historiques et psychologiques, différent des autres.

Comme toute l'aventure juive est un racisme fondé sur une religion, il résultera de l'exploit du gouvernement américain, consacré par la trêve, qu'il aura donné son soutien le plus total et le plus aveugle à une ambition et à une force de désagrégation sans pareille.

Encore une fois nous ne contestons rien des qualités des juifs et de leurs moyens naturels ou acquis; nous prenons le fait comme il est et nous nous appliquons à montrer la progression ascendante de la société secrète la plus redoutable de l'univers.

Si le président Truman ignore ces choses, il n'a pas d'excuse; et il n'en a pas, s'il les connaît. L'Amérique actuelle, à force d'être utilitaire, menace la société future dans ses racines mêmes; elle sacrifie froidement l'avenir au présent.

Il y a cent ans, la présence juive dans l'État de New-York était insignifiante; chacun voit ce qu'elle est devenue; chacun peut mesurer ce qu'elle sera en Palestine et dans le Proche-Orient lorsque Tel-Aviv sera devenue le siège social de l'entreprise, la métropole souveraine d'Israël.

Voilà pourquoi, si les pays arabes ne veulent pas se laisser prendre tragiquement dans cette toile d'araignée, la lutte demeure légitime et

nécessaire. Il faut que chacun d'eux se souvienne qu'il aura une colonie d'Israël sur son territoire, et très puissante dans certaines capitales.

Si le sionisme avait conservé un reste de sagesse, il se souviendrait aussi des malheurs, auxquels il s'expose en faisant la guerre à tous les pays qui l'entourent. Avant la trêve déjà, les pays arabes proposaient ce régime fédératif qui au temps de la déclaration Balfour eut paru l'acte le plus généreux du monde. On se demande avec effroi ce que sera la situation dans dix et vingt ans si le déchaînement d'Israël se poursuit.

12 juin 1948

LE PROVISOIRE QUI DURE

L'AFFAIRE de Palestine va traîner, et déjà l'on donne comme virtuellement acquise une prolongation de la trêve. Arabes et Juifs ont rejeté les propositions du comte Bernadotte: *les Juifs, parce qu'ils veulent tout; les Arabes, parce que les Juifs ne veulent pas se contenter de ce qui est raisonnable.* Le double refus sera rendu public demain ou mardi, nous dit-on.

Mais une trêve ne peut pas durer indéfiniment. Elle suppose un arrêt, une immobilisation de tout; et ce contrôle serré qui ne peut permettre que les relèves et ce qui leur ressemble.

Évidemment, pour les Arabes, la prolongation de la trêve vaut encore moins que pour les Juifs qui ne bougent pas de leurs zones et de leurs demeures et qui voient se poursuivre l'immigration de leurs coreligionnaires en Palestine dans des conditions exceptionnelles de tolérance et de faveur. Et la continuation de la trêve, dans les chaleurs du plein été, n'est pas pour les armées une situation commode; ni pour les gouvernements. Mais tout vaut encore mieux que de se résigner à consacrer l'indépendance de cet État juif, qui s'établit chaque jour un peu plus, à travers les subtilités des procédures.

Après des mois de réflexion et malgré qu'ils aient pris conscience de l'énormité de l'aberration politique que représente l'État juif et des périls qu'elle engendre, les pays arabes n'ont pas encore compris *que, de tous les dangers qui peuvent les menacer, l'Etat juif est le plus grand*. C'est en effet leur dépossession lente ou rapide qui est le but d'Israël, depuis la Méditerranée jusqu'à

l'Euphrate, et c'est en tout cas une domination à laquelle s'associeront de plus en plus tous les Juifs de l'univers.

Si les pays arabes cédaient, ce serait pour eux un suicide; ce serait comme d'entrer délibérément dans la nuit. Car il faut, pour la centième fois, rappeler que le sionisme n'est pas fait de juifs malheureux et qui cherchent un refuge, *mais bien d'une puissance mondiale, ramifiée sur la planète entière* et dont les ambitions avouées ou secrètes dépassent tout.

De quelque façon qu'évolue la médiation du comte Bernadotte, il faut que les Arabes se réveillent du demi-sommeil auquel ils se laissent aller, qu'ils se ressaisissent encore et davantage, et qu'ils luttent par tous les moyens légitimes et de toutes leurs forces. *Ce qui se développe en ce moment est une des plus redoutables aventures de leur histoire.* Il faut qu'ils le sachent au moins, et qu'ils s'en persuadent. Leur adversaire, appuyé sur les principaux gouvernements de la terre, dispose d'une force quasi illimitée.

5 juillet 1948

LE MEDIATEUR EMBARRASSE

LE comte Bernadotte s'attendait sans doute à voir ses suggestions rejetées de part et d'autre. Pour lui, il était clair que l'État souverain d'Israël restait une impossibilité pour les Arabes. Il était clair aussi que les Juifs n'étaient pas près de renoncer à l'État d'Israël. C'est là vraiment que la responsabilité des États-Unis et de l'U.R.S.S. paraît écrasante. D'avance, en reconnaissant précipitamment l'État juif, ils ont encouragé de façon décisive la lutte d'Israël. Ces grands pays ont ainsi cherché la guerre et non point la paix. Leurs raisons n'étaient pas les mêmes sans doute; mais le fait brutal est là. Et l'histoire enregistrera à la charge des États-Unis que pour des raisons de politique intérieure, pour des raisons de cuisine électorale, ils ont à six ou sept mille kilomètres de distance, eux, pays de civilisation chrétienne, sacrifié délibérément les Lieux-Saints. L'histoire impartiale dira cela. Elle conviendra peut-être aussi que l'U.R.S.S. n'était pas astreinte dans la circonstance aux mêmes règles de morale internationale.

Maintenant le comte Bernadotte envisage de régler séparément le sort de Jérusalem. Il propose en même temps quelque chose de provisoire pour Haïfa. C'est une idée heureuse, sans doute, de mettre Jérusalem à l'abri. Mais il est juste de constater que la position des Arabes est à Jérusalem meilleure que celle des Juifs et qu'elle est la contrepartie de la position des Juifs sur le littoral. Il est donc équitable que les Arabes trouvent éventuellement ailleurs l'équivalent de cet avantage et que le contrôle de la zone de Haïfa et de son port, au moins, soit enlevé aux Juifs tant que la lutte durera.

De toute façon, il est acquis qu'aucune solution définitive n'a pu mûrir, qu'aucune n'est possible et qu'il n'y aura pour trancher le nœud gordien que les armes; et le temps. Car, pour les Arabes, il n'y a pas seulement la ressource de la guerre défensive qui leur est imposée, il y a celle d'une résistance indéfinie qui se révélera plus impérieuse et qui durcira chaque jour.

C'est bien la folie d'Israël de demander en Palestine une paix durable à la violence. Les Juifs devraient savoir, s'ils s'obstinent, que c'est vraiment à une guerre de Cent Ans qu'ils vont, à supposer qu'ils puissent tenir tout ce temps.

Il y a longtemps qu'on voit venir cela.
Mais il n'y a plus de logique ici-bas.

7 juillet 1948

D'UNE ETAPE A L'AUTRE

UN mois est vite passé et les quatre semaines de trêve en Palestine ont abouti à une situation aussi peu claire qu'au départ. Les pays arabes ont tenu une fois de plus un langage très modéré mais la solution du problème n'est pas dans le vocabulaire; elle est dans les faits. Avec ou sans trêve, aucune issue n'est visible à l'œil nu en ce moment. Le serait-elle avec un verre grossissant?

Pour dire les choses comme elles sont, l'influence américaine continue à peser lourdement sur les nations en faveur de l'État d'Israël et toutes les décisions qui viennent de Lake-Success s'en ressentent. On vient d'entendre un représentant des États-Unis au Conseil de Sécurité déclarer que si l'une des parties acceptait la reconduction de la trêve et si l'autre la refusait, *celle qui refuserait s'exposerait à des sanctions*. Ce serait dans ce cas la trêve forcée. On comprend mal cette interprétation qui ne fait pas honneur à l'esprit juridique américain.

Les Juifs, eux, acceptent la prolongation pure et simple d'une trêve qui, en tout point, fait leur affaire; pendant la trêve, l'immigration se poursuit en effet; et, de façon discrète ou secrète, les renforts de toute nature ne cessent de leur arriver.

Tandis que pour les Arabes c'est une autre histoire; il leur faut, la trêve se prolongeant dans les mêmes conditions, se résigner à voir la situation de leur adversaire s'améliorer, la leur devenant moins bonne à coup sûr.

Comment ne pas rappeler, en passant, la façon systématique dont l'U.R.S.S. (on l'a vu par l'attitude du représentant de l'Ukraine qui préside le Conseil de Sécurité) continue à être d'accord avec les Etats-Unis pour soutenir l'Etat d'Israël?

Plus les Américains et les Russes s'éloignent sur tous les autres terrains où ils sont en controverse, plus ils se rapprochent sur celui d'Israël. C'est un des phénomènes politiques les plus singuliers de tous les temps.

Pour en revenir à la trêve, les Arabes n'ont pas fermé la porte aux conversations, ils l'ont annoncé clairement. On peut supposer ainsi que le comte Barnadotte trouvera quelque chose à dire après eux et que quelque suggestion ou

quelque artifice viendra tempérer l'humeur de chacun.

Mais il faut affirmer solennellement que ce n'est pas un état de léthargie qui réglera la question de Palestine. Tous les sommeils ne vaudront rien tant que le feu couvrera sous les cendres; et les réveils n'en seront que plus malheureux.

Mais, l'affaire de Palestine devient, hélas! pour les nations un encombrement dont on veut se défaire à tout prix. Elle n'est plus cette injustice éclatante qui appelle un redresseur de torts et qui élève son cri jusqu'au ciel.

10 juillet 1948

PROPOS DOMINICAUX

LE comte Bernadotte continue à brandir le rameau d'olivier. Pour prix de ses efforts, il verra vraisemblablement la trêve renaître en Palestine; mais serons-nous pour cela sur le chemin de la paix? C'est bien la matière d'une méditation dominicale que celle de cette paix à quoi le médiateur aspire et qui porte la guerre dans ses flancs.

Les Etats-Unis veulent l'Etat d'Israël et la paix ensemble. L'U.R.S.S. veut l'Etat d'Israël mais comme un moyen de guerre.

Ces deux grandes puissances sont paradoxalement d'accord sur ce point; mais sur tous les autres points leur querelle s'aggrave; manifestement, ils ne donnent pas le même sens à l'Etat d'Israël.

Pour les États-Unis, l'État d'Israël signifie une politique électorale et une présence américaine indirecte en Méditerranée orientale. Pour l'U.R.S.S. l'État d'Israël sera une cause permanente de confusion et de discorde. L'Amérique conçoit un État juif capitaliste et conservateur. L'U.R.S.S. l'imagine marxiste et révolutionnaire. Les Juifs eux se proposent de conserver à l'Etat d'Israël l'un et l'autre visages. Suivant les circonstances, ils feront un jeu de bascule entre la doctrine politique de l'Europe orientale et la doctrine politique de l'Europe occidentale. Leur but véritable est naturellement de faire triompher leur politique à eux et de refaire d'Israël, dans l'univers, le « peuple élu », en se servant alternativement ou simultanément de l'U.R.S.S. et des États-Unis.

Quant à l'Angleterre, sa position à force d'être obscure devient tout à fait claire. Elle règle des comptes anciens en Asie occidentale tout en combinant

non seulement de ne pas s'en aller, mais de consolider sa présence. La capitale de cette politique est en ce moment la capitale de la Transjordanie, pays avec lequel elle a les engagements étroits que l'on sait.

Nous disons nous autres que nous comprenons parfaitement que l'Angleterre défende partout avec la dernière vigueur la civilisation qu'elle représente et le Commonwealth qu'elle est; mais nous disons aussi que la politique qu'elle fait dans nos parages est dangereuse et déplorable et qu'elle se retournera contre elle. L'Angleterre prépare dans le Proche-Orient (quoique les apparences soient différentes) des événements semblables peut-être à ceux qui lui ont fait la vie si difficile en Asie orientale.

Telle est à peu près la situation que traverse en courant le comte Bernadotte en brandissant son rameau d'olivier. Nous pensons en ce qui nous concerne et avec le respect dû à l'ONU, au Conseil de Sécurité, à M. Trygve Lie et au Médiateur enfin, que tous les oliviers du Liban n'y suffiraient pas.

La paix en Palestine, pour se faire, suppose le désarmement des esprits et des cœurs. Ce n'est pas de la littérature d'affirmer cela.

11 juillet 1948

L'AN PROCHAIN A JERUSALEM

SI les extrémistes du Sionisme revendiquent Jérusalem pour leur capitale, au fond de leur pensée et de leur cœur tous les Juifs tiennent Jérusalem pour la métropole d'Israël.

Non point seulement de cet Israël sans frontières qui est un des noms classiques des Hébreux; mais bien de l'État d'Israël *que les Etats-Unis enfantent dans la douleur des autres.*

Un des premiers buts des Juifs est de faire de la ville sainte *leur capitale politique*; comme s'il n'y avait plus de Chrétienté dans le monde, ni d'Islam!

Pour ignorer cette prétention extrême, il n'y a plus, semble-t-il, que le Gouvernement des États-Unis. Nous ne pensons tout de même pas qu'il soit dans les intentions de M. Truman de transporter le Mont des Oliviers et le Saint-Sépulcre à Washington.

Le salut pascal, sonore ou secret, que s'adressent tous les Juifs de la terre reste celui-ci: « L'an prochain, à Jérusalem. » Ce rêve universel dissimule un innombrable désir de conquête. En

prétendant installer l'État d'Israël, c'est d'abord la lutte des Juifs pour Jérusalem que l'Amérique prépare. Une lutte sourde, au service de laquelle tous les moyens seront mis, l'argent et la ruse, l'intrigue et la séduction et pire s'il le faut.

Voilà où va nous conduire l'aveuglement des nations; ou pour être plus juste, l'aveuglement des uns et la perfidie des autres. Il y a vraiment de quoi se demander si la marche inéluctable des événements ne nous conduit pas à ce bouleversement total qui s'appellera la fin du monde.

Par des moyens normaux, les Juifs seraient incapables de faire ce qu'ils font. Mais le réseau de leur puissance est tel que pour leur compte les États-Unis et l'U.R.S.S. poussent à la roue ensemble. Ce serait invraisemblable, si ce n'était vrai et ce serait folie pure si ce n'était une page d'histoire.

A brève ou longue échéance, Jérusalem est menacée par Israël; et maintenant ce serait peu d'imposer un régime particulier pour la Ville-Sainte alors qu'on céderait aux Juifs sur tout le reste.

En se bornant en Palestine à des mesures internationales précaires, c'est un conflit perpétuel

qu'on suscite. Une telle attitude n'est pas digne de tout l'Occident et de tout l'Orient.

14 juillet 1948

PROPOS DOMINICAUX

ENTRE le danger du présent et le danger de l'avenir, il faut maintenant choisir. Devant l'erreur massive que commettent les États-Unis en Palestine, le Proche-Orient arabe ne peut rester impassible.

Faut-il aujourd'hui céder devant la force et s'exposer au pire, en laissant la puissance des Juifs s'établir et se consolider? Faut-il au contraire réagir en se disant que rien de plus redoutable que l'État d'Israël ne peut menacer les pays arabes? Nous inclinons pour notre part pour la seconde attitude.

Tout vaut mieux à notre sens que de se résigner, expressément ou tacitement, au fait accompli. Si l'on pouvait espérer un résultat acceptable de la prolongation de la trêve, nous serions pour la prolongation de la trêve. Mais, le siège des Nations est fait; (et c'est par les États-Unis qu'il est fait).

La puissance mondiale des Juifs, à partir de Washington, a pesé lourdement sur toutes les capitales. Les démarches faites partout sont innombrables et les dupes américaines et européennes d'Israël sont également innombrables.

Les Arabes, à force de vouloir s'isoler du reste du monde et vivre dans leur tour d'ivoire, ont laissé la place libre aux propagandes adverses. Contre toute justice, ce sont les Juifs et non point les Arabes qui ont réussi à créer, pour eux-mêmes, dans les pays où le destin se décide, le préjugé favorable. Ils ont rempli l'univers de leurs sollicitations et de leurs cris, usé des moyens de pression les plus divers, employé tous les procédés, tenté par exemple de gêner l'Angleterre dans sa politique économique et monétaire. (Les attaques qui viennent de partout depuis un certain temps contre la livre sterling et qui sont orchestrées de telle sorte qu'il n'est pas une presse spécialisée qui ne s'en fasse l'écho, viennent sans doute d'une organisation juive qui, du Pacifique à l'Atlantique, en passant par tous les marchés noirs ou officiels, parallèles ou divergents, couvre de son réseau ténébreux la planète entière.)

Telle est aujourd'hui la situation; et, pour le dire clairement, nous ne voyons pas comment

l'État d'Israël, *devenant à notre frontière le port d'attache de tous les Juifs du monde*, pourrait laisser les États arabes, le Liban le premier, vivre et prospérer en paix.

C'est un risque démesuré qui se développe contre nos voisins et contre nous-mêmes, un projet insolent et audacieux de mainmise économique, financière, industrielle, commerciale qui ne peut finir que par des empiètements territoriaux et politiques, par une hypothèque sur nos épaules, telle qu'elle ne pourrait se comparer qu'au joug le plus pesant; enfin par un asservissement. Ainsi, une insupportable entreprise de colonisation et de domination, apparente ou occulte, du Proche-Orient d'Asie par Israël, est en voie de réalisation avec le patronage de l'Amérique et le concours passionné de tous les Juifs parvenus à l'âge de raison (ou de déraison).

Car, au bout de cette affaire, on ne peut voir autre chose qu'un réveil, une exaspération effroyable des fanatismes; et, dans de nombreux pays, beaucoup de destructions, de sang et de larmes.

Que l'ONU veuille cette aberration parce que l'Amérique, pressée par les Juifs américains, s'est mise à la vouloir, c'est la fin de tout; *c'est*

authentiquement la faillite d'une civilisation. Il nous arrive, le dimanche, de mettre plus de sérénité dans nos propos; mais l'heure est grave et le temps presse.

Nous ignorons de quelles forces armées disposent les pays arabes ensemble mais, si ces forces permettent seulement la résistance, il faut résister jusqu'à ce que l'offensive soit possible, qu'il plaise ou non aux philosophes de l'ONU.

Il ne faut pas en effet que les lieux de naissance de la Chrétienté et, dans une certaine mesure, de l'Islam, que les symboles de la foi d'un milliard d'hommes, engageant la quasi-totalité de la race blanche et sa façon de penser et de vivre, deviennent le laboratoire d'Israël et le centre de ses machinations, de ses intrigues et de ses complots.

Les pays de civilisation chrétienne, en se comportant comme ils font, manquent à leur mission la plus haute; et les pays d'Islam, s'ils fléchissent, se perdent et s'exposent à rentrer dans la nuit.

C'est le temps de sortir du mirage et du songe; d'autant plus qu'à l'intérieur même des pays arabes, il y a des ambitions particulières, conscientes ou inconscientes, qu'il faut dénoncer

et craindre. Il n'y a pas dans ce labyrinthe que des intentions droites.

18 juillet 1948

L'OCCIDENT ET LA PALESTINE

L'ATTITUDE générale de l'Occident dans la question de Palestine, elle eut été différente sans doute sans les États-Unis d'Amérique. Cela est très clair.

On peut en dire autant des pays de l'Amérique latine. Mais la pression des États-Unis a tout emporté; et, à l'intérieur des États-Unis, le poids de l'État de New-York a été décisif.

Les Juifs ont des moyens d'action immenses à peu près partout dans le monde, et leur puissance ne se dissimule plus nulle part. Dans toutes les organisations internationales, dans toutes les capitales, dans tous les gouvernements, dans toutes les administrations, dans toutes les sociétés, dans les agences d'information, dans la presse et le reste, on les trouve installés avec des ramifications secrètes et des tendances tentaculaires. Mais c'est autour de la Maison Blanche qu'éclate leur puissance. *En fait, ce peuple participe au gouvernement des*

plus grands pays, et de telle sorte qu'il se sert couramment de leur politique à des fins qui lui sont propres.

Or, l'Europe occidentale, depuis que la guerre et que les conflits de doctrine l'ont matériellement ruinée et moralement ébranlée, ne peut plus se dispenser du secours des États-Unis sans mourir. *Et les États-Unis, en contrepartie, astreignent cette Europe à adopter leurs vues sur des questions capitales, comme il est arrivé pour la Palestine.* Il en est de même, quoique pour des raisons différentes, pour l'Amérique latine. Ainsi, l'Europe occidentale est manifestement en état de contrainte morale; plus ou moins il va de soi; (les Belges par exemple, sans les États-Unis, se sentiraient plus libres vis-à-vis d'Israël que les Français; car, en France, la présence des Juifs dans la politique va bien plus loin, toutes choses égales, qu'en Belgique).

Plus d'un pays de l'Europe de l'Ouest a voté le partage de la Palestine avec une répugnance avouée. Quant à l'Europe de l'Est elle a, à la suite de l'U.R.S.S. (qui fait la politique du pire et qui a pris paradoxalement dans cette circonstance l'attitude la plus raciste de l'univers), soutenu Israël en bloc. *C'est beau de combattre verbalement racisme et fascisme, avec la dernière violence,*

et d'agir à la première occasion en sens contraire avec une désinvolture sans pareille. En fait, les Juifs ont contribué dans la plus large mesure à la révolution qui a livré la Russie au marxisme en 1917 et ils continuent de peser lourdement sur le destin de l'U.R.S.S., de près ou à distance; la révolution fait partout leur affaire; et la ruine de la civilisation chrétienne, sans doute, où qu'elle soit.

Que les nations chrétiennes, que les pays de civilisation chrétienne (comme, parallèlement, les plus grands pays d'Islam) n'aient pas opposé au sionisme envahissant une attitude plus ferme, on ne peut l'expliquer que par la politique déraisonnable des États-Unis, la faiblesse extrême des pays éprouvés par la guerre et la discorde, enfin par une méconnaissance éclatante des réalités, des buts et des ambitions d'Israël.

Nous ajouterons que les pays arabes, alertés depuis si longtemps, se sont montrés sourds aux démonstrations et aux recommandations les plus pressantes. Ce fut pendant des mois et des années comme une prédication dans le désert.

Maintenant que ce sont les réfugiés arabes qui ont remplacé les Juifs errants sur les grandes routes, maintenant que les Juifs révèlent des instincts de conquête du genre de ceux des Allemands et

s'appuient sur une force militaire préparée de longue main avec les plus étranges complicités, maintenant que la puissance juive agit dans tous les domaines comme une puissance mondiale, on voit se multiplier naturellement les reproches et les regrets.

Mais, si on le veut, il est peut-être encore temps d'agir. C'est, une fois de plus, l'intérêt des Juifs eux-mêmes que leur entreprise se tempère. Car, si détestable que soit l'heure présente, l'avenir paraît infiniment plus lourd de colères et de menaces.

Et les Etats-Unis (et l'Angleterre qui, comme Dieu dans Athalie, veut être dans tout cela invisible et présente) voudront-ils voir plus clair et se souvenir à la fin de l'obligation qu'ils ont de défendre, en Terre-Sainte, leur propre civilisation?

30 août 1948

JERUSALEM EN DANGER

IL faut que toute la Chrétienté et tout l'Islam le sachent: *l'Etat juif menacera perpétuellement Jérusalem.*

Il n'y a pas de sionisme sans Sion et il n'y a pas d'Etat d'Israël qui se passe indéfiniment de Jérusalem.

Les Israélites se reconnaissent les descendants de Jacob ou « Israël », et ce sont bien les mêmes qu'on appelle Juifs et Hébreux et dont tout le passé gravite autour de la Ville Sainte.

L'Histoire d'Israël est l'histoire du peuple juif et si on en ôte Jérusalem il n'en reste à peu près rien. C'est ainsi que Jérusalem est sous la menace permanente des Juifs et c'est pourquoi la trêve est si mal respectée par les Juifs dans Jérusalem.

Le rêve juif persiste, l'orgueil juif s'est accru, l'ambition juive aspire clairement à s'emparer de Jérusalem, à en faire, par étapes, la métropole des Juifs. Or, il n'est pas possible que la Chrétienté universelle consente à cela, ni l'Islam. Et il n'est plus admissible que le plan juif dans toute son étendue échappe à qui que ce soit, même aux moins informés.

L'État juif conçu selon le plan de partage de l'ONU est, nous l'avons écrit dix fois, une tête de pont, un point de départ, un commencement. *C'est le moyen d'arriver à posséder la Palestine entière, de vastes territoires au-delà du Jourdain, d'autres en Syrie, ce qui appartient aux Douze tribus et, plus tard, suivant que les circonstances le permettront, ce qui fut jadis le royaume d'Israël et, davantage encore, ce qui fut la patrie d'Abraham.*

C'est à partir du Proche et du Moyen-Orient que les Juifs ont fait le rêve de domination que que l'on sait et qu'ils prétendent fonder sur leurs qualités naturelles, sur leurs richesses, sur leur puissance, enfin sur les Écritures.

Le racisme universaliste des Juifs aspire sous des formes occultes au contrôle de l'univers. Une partie du chemin est faite déjà. Le monde, moralement ébranlé, c'est la puissance matérielle des Juifs qui veut le dominer; et la musique, la philosophie, la science, sont le pavillon éclatant qui couvre la marchandise. Avec toute l'admiration qui leur est due, nommons encore une fois, comme un symbole, Einstein et Yehudi Menuhin, pour ne point remonter à Spinoza.

Nous autres Libanais nous sommes invités à voir se développer cette puissance à notre frontière, à supporter le poids écrasant de sa présence et de ses tentatives, et à participer au chant des Lamentations. Quant à la Syrie, à la Transjordanie, à l'Égypte, ces pays après une léthargie prolongée commencent à se douter de ce qui les attend; travaillés par l'extérieur, ils le seront par le dedans comme une pâte molle, et ils connaîtront le risque de devenir en partie des « Israéliens » à leur tour, suivant le néologisme adopté

aujourd'hui; car, M. Moshé Shertock, M. le rabbin Silver et quelques autres ont fait savamment la distinction entre l'Israélite et l'Israélien.

Pour l'instant, regardons du côté de Jérusalem, en nous disant que Jérusalem est sans doute déjà en grave péril; *mais qu'elle le sera beaucoup plus, le jour où les Juifs seront quinze cent mille ou deux millions dans le « prétendu » État d'Israël.*

4 septembre 1948

LA FIN TRAGIQUE DU MÉDIATEUR

LA mort du comte Bernadotte après tant d'actes de violence accomplis par les Juifs contribuera, après tant d'illusions, à édifier le monde. C'est souvent le sort des médiateurs de devenir des victimes à leur tour et de payer de leur sang le service de la justice et de la charité. A l'égard du comte Bernadotte, nous avons marqué au début, en faisant confiance à l'homme, une réserve naturelle imputable aux tendances apparemment pro-juives du Gouvernement de Stockholm.

Petit à petit ce qui n'était qu'un préjugé s'était dissipé et il devenait clair que le comte

Bernadotte accomplissait sa mission avec un grand désir d'équilibre et de paix et une bonne volonté illimitée.

L'Organisation des Nations Unies, par la voix de son secrétaire général, M. Trygve Lie, s'est glorifiée des résultats préliminaires de l'action du comte Bernadotte, premier succès tangible de l'ONU. Et l'on vit la trêve se prolonger, sans limitation de durée, cependant que le Médiateur se disait toujours optimiste (à différents degrés il est vrai). Personne autant que le comte Bernadotte n'a fait usage si fréquemment en si peu de temps de ce mot reconfortant même à dose infinitésimale; mais, nous avons entendu dire que des personnes revenues ces derniers jours de Terre-Sainte, mieux informées des choses de Palestine, sentaient peser la menace juive sur le comte Bernadotte et redoutaient une tentative d'assassinat sur sa personne. Le pressentiment, la crainte obscure se sont révélés justifiés hélas! et dans l'embuscade de vendredi après-midi, le Médiateur et l'officier supérieur français qui l'accompagnait sont tombés.

Verra-t-on maintenant le monde se réveiller pour tenter de connaître ce qu'est la tentative juive en Palestine, dans sa réalité profonde?

Sortira-t-on de la propagande mensongère, du faux sentimentalisme, des phrases creuses pour se mettre à comprendre l'étendue du péril?

S'il est facile de mettre au compte « d'irréguliers et de hors-la-loi », un assassinat ignominieux, il faut se dire que la suite des connivences et des faits montre dans la marche des événements, en Israël, autre chose que la rébellion et le hasard. Qu'on se souvienne de la longue chaîne des attentats et des violences! Il y a vraiment là de quoi faire réfléchir les Nations.

Inclinons-nous très bas devant la dépouille du comte Bernadotte et de son compagnon, morts dans l'accomplissement du devoir international, celui qui s'identifie le mieux avec le devoir humain.

20 septembre 1948

M. RIAD SOLH

ET LA DIPLOMATIE LIBANAISE A PARIS

LA présence et le discours de M. Riad Solh au dernier déjeuner hebdomadaire de la presse anglo-américaine à Paris sont pour nous un sujet de vive satisfaction. Le Président du

Conseil était entouré de quelques-uns de nos diplomates les plus distingués et les plus chers, et le Liban s'est montré en cette circonstance sous son aspect le plus réel et le plus vivant. M. Riad Solh et ceux de nos compatriotes qui avaient été conviés avec lui apportaient au déjeuner de la presse anglo-américaine la démonstration tangible de ce que peut faire, en politique comme en sociologie, avec l'esprit de coopération fraternelle, une large compréhension de notre temps et des nouveautés du monde.

Après avoir montré une fois de plus, avec force, ce que le partage de la Palestine et une solution palestinienne « contre les Arabes ou sans eux » auraient d'artificiel, d'arbitraire, d'illusoire, de contraire au bon sens et à la nature des choses, M. Riad Solh s'est plu à peindre et à expliquer le Liban d'aujourd'hui, à mettre en relief l'exemple de vie politique interconfessionnelle et intercommunautaire qu'il doit être et qu'il est. Les « minorités associées », par quoi nous définissons le Liban depuis si longtemps, ont révélé par la bouche de M. Riad Solh la profondeur et la solidité de leur fraternité et de leur cohésion. *Le « vouloir-vivre » en commun, l'extrême tolérance, le respect total de la liberté de conscience*

par quoi nous illustrons notre petit pays peuvent et doivent en effet être proposés, ne serait-ce qu'en vue d'une solution humaine de la question juive en Palestine, à la réflexion du monde.

M. Riad Solh a tenu, à Paris, les propos les plus raisonnables, les plus loyaux et les plus convaincants. Il n'est que juste d'apporter à ces propos une adhésion que nous ne marchandons pas quand les principes fondamentaux pour lesquels notre pays lutte et par lesquels il vit, sont défendus.

Le discours de M. Riad Solh a, semble-t-il, impressionné considérablement les représentants parisiens de la presse anglo-américaine. Puissent-ils en faire leur profit, pour le bien de leur politique et de la nôtre, de celles de tous les pays arabes et du Moyen-Orient.

Il est peut-être temps en effet de s'appliquer à mettre un terme en Occident comme ici à tous les racismes, à tous les fanatismes; de s'appliquer à opposer, avant tout, du haut de toutes les tribunes accessibles, à la solution féroce du partage en Terre-Sainte, celle de la vie politique en commun, qui serait un enrichissement et une victoire de l'esprit au lieu que le contraire serait une régression et un malheur.

22 octobre 1948

LA CONTAGION DE L'EXEMPLE

ON oublie trop que l'État « d'Israël » est une affaire *raciste et confessionnelle*. En parlant de cela ce n'est certes pas une découverte qu'on fait. Mais il faut montrer, encore et davantage, combien, en appuyant un État de cette nature, *les nations dites démocratiques de l'ONU qui soutiennent l'Etat juif sont en contradiction avec elles-mêmes*.

D'un côté c'est la vie internationale, c'est la coopération, c'est la tolérance, c'est la protection des minorités, c'est l'égalité civique que ces nations prétendent vouloir et chercher; *de l'autre, c'est exactement le contraire qu'elles font*.

Quand on a combattu comme on l'a fait le racisme politique et social, durant la dernière guerre, on n'a pas le droit d'en consacrer un aujourd'hui, et de façon aussi violente, au profit des Juifs. Nous pensons d'ailleurs que de soutenir ce racisme juif est le pire service qu'on puisse rendre, à la longue, aux Juifs eux-mêmes. On verra, si l'Amérique et les autres s'obstinent, les Juifs de plus en plus persécutés et refoulés vers la métropole raciste qu'ils essaient de créer et qui

est incapable de les absorber. C'est une réaction naturelle qui conduira à cela et on verra, par intermittence, le malheur sur le peuple élu et le désordre dans le monde par le fait d'Israël et de ses empiètements territoriaux.

Mais ce qu'il nous importe de mettre en relief ici, c'est l'absence de logique des démocrates professionnels qui sont maintenant les champions d'Israël; nous sommes sur le plan des principes aussi démocrate qu'eux, on peut nous en croire; et la démocratie athénienne, par exemple, est vivante dans notre pensée; *mais nous ne comprenons pas qu'une conception aussi intransigeante de la démocratie les ait fait évoluer vers le racisme juif et vers l'Etat confessionnel juif, comme si c'était un bienfait.*

On ne réfléchit pas comme il faudrait à ces choses. *Ou alors, le courage manque pour regarder la vérité en face, pour la servir et pour aider à la faire triompher.*

Il n'est plus permis de l'ignorer: en votant le partage de la Palestine, les nations favorables au partage ont voté scandaleusement pour l'Etat le plus raciste et le plus confessionnel de l'univers. Voilà ce que les libéraux feignent de ne pas voir et ce que les « démocrates » recommandent.

On n'a rien vu d'aussi illogique et d'aussi opposé à la doctrine la plus officielle de l'Organisation des Nations Unies. Ce dont on ne s'est pas suffisamment rendu compte au sein de l'ONU, c'est que de telles faiblesses appellent la contagion et que, ce qu'on provoque, c'est un racisme aussi aigu, c'est l'explosion du fanatisme de ceux-là auxquels on prêche, en faveur des Juifs, la largeur d'idées et la tolérance.

S'il est permis à Israël de faire, contre la raison même, contre la présence éclatante des Juifs dans tous les pays et dans toutes les capitales, un Etat juif raciste et confessionnel, pourquoi cela ne serait-il pas permis aux autres? Pourquoi cette hypocrisie? Nous le demandons; pourquoi deux poids et deux mesures?

Et qu'a-t-on à dire contre cela?

25 octobre 1948

SUITES D'UNE INTRIGUE ET D'UNE FAUTE

LE rôle de la Transjordanie le long de l'affaire palestinienne, on ne l'oubliera pas de longtemps. Nous ne nous proposons pas de faire ici une énumération inutile. Quelle qu'ait été, quelle

que soit l'attitude du roi Abdallah, nous n'écrivons rien qui puisse en aggraver les conséquences; mais il est naturel que nous en tirions une leçon pour les Arabes.

Il sautait aux yeux il y a sept ou huit mois déjà, en tout cas avant le 15 mai (date du départ des Anglais), qu'on ne pouvait pas laisser la Palestine sans gouvernement. Les Juifs eux tenaient prêt depuis longtemps un gouvernement homogène et solide. En face d'eux, du côté arabe, ce fut le vide jusqu'à ces jours-ci, jusqu'au Gouvernement de Gaza. Et maintenant même, par le fait de la Transjordanie, la situation reste obscure et la carence persiste.

S'il y avait eu un gouvernement en Palestine à la mi-mai, le moins qu'on puisse dire, c'est que le malheur des réfugiés eut été moins grand et que d'autres misères eussent été évitées. *En refusant un gouvernement à la Palestine à ce moment-là, on en a fait tragiquement, au lieu d'un pays qui se défend, un pays occupé. La responsabilité est lourde et elle sera enregistrée par l'histoire.* Écartelée entre les pays de la Ligue, l'administration palestinienne a pratiquement cessé d'exister. Il faut vraiment qu'on se souvienne de ces choses à Amman.

Tout cela est arrivé, parce que les intentions n'étaient pas pures. La Palestine était convoitée au moins en partie par ceux-là mêmes qui prétendaient la sauver.

Le résultat nous l'avons devant nous. Il serre le cœur, en vérité. La « Grande Syrie » dont on parlait naguère, est-ce au même prix qu'elle se fût faite? Il y a de quoi réfléchir vraiment en invitant tous les Arabes à avoir plus de mémoire.

Ce n'est pas par des procédés de cette sorte qu'on résoudra les difficultés qu'on a maintenant devant soi.

27 octobre 1948

CETTE NOUVELLE ANNEE

CETTE nouvelle année se présente sous le signe de la « trêve illusoire ». La trêve sans bonne foi, la trêve qu'on ne respecte pas, la trêve dont on se sert pour prendre sur l'adversaire des avantages insolents ou secrets, telle est la définition de ce moment si obscur ; non point seulement pour le Proche-Orient en état de crise aiguë, mais bien pour toute la terre.

L'Organisation des Nations Unies tâche de cacher derrière une certaine pompe la décomposition du corps des nations. Les faits les plus graves sont camouflés, minimisés, ignorés. L'immense malheur de la Chine par exemple n'est pour les augures qu'un « incident » parmi tant d'autres. Mais c'est encore dans notre Proche-Orient que l'année 1949 marquera l'événement le plus étrange, le moins explicable qu'ait suscité depuis des siècles la vie internationale en Occident: l'installation brutale de l'État d'Israël, l'appui ouvert des plus grandes nations au racisme juif et la résignation inquiète des petites nations submergées. L'influence de ce qui se fait dans ce domaine ira beaucoup plus loin et se fera sentir plus longtemps que les vicissitudes de la Chine. *Un facteur de désordre de dimensions mondiales s'est incorporé au Proche-Orient.* A la charnière de l'Asie et de l'Afrique, le judaïsme universel va déverser de plus en plus sa turbulence, ses ambitions et ses déchets. C'est le pire de ce qui pouvait nous venir d'un Occident miné lui-même par l'insurrection intellectuelle permanente, l'insurrection congénitale d'Israël. Nous déplorons pour notre part ce qui se fait. D'abord pour nous, Libanais, et pour tous les Arabes; ensuite, *pour les Juifs eux-mêmes* et

pour le monde. *La paix féconde que la vie politique e commune seule pouvait assurer, on en fait une impossibilité pour une durée indéfinie ; on lui préfère un malheur sans fin.*

Mais au-delà de la trêve illusoire, *il faut dénoncer en ce début de 1949 les agressions qui se multiplient contre le spirituel.* La persécution de la foi dans une si grande partie du monde désaxe l'humanité dans ses profondeurs. *On se demande jusqu'où ira la violence contre les défenseurs du divin...* L'enchevêtrement de tout devient si grand, les complications sont telles qu'on ne peut plus reconnaître aux hommes, livrés à eux-mêmes, le pouvoir de tirer l'humanité de l'abîme. *La guerre n'est pas aux portes et la trêve illusoire durera un temps.* L'épreuve peut se poursuivre ainsi pendant deux ans ou trois. Mais ensuite, quand la liberté et la justice ne pourront plus se défendre que par l'usage de la force, au-delà des moyens humains, nous ne serons plus tous qu'entre les mains de Dieu.

4 janvier 1949

REFLEXIONS SUR L'ETAT JUIF

L'APPUI simultané, l'appui inconditionnel des États-Unis et de l'U.R.S.S. à l'État d'Israël garde l'apparence d'une énigme. On n'a vu sur aucun autre point de quelque importance, depuis la fin de la guerre, l'U.R.S.S. et les États-Unis d'accord. Il y a, dit le bon sens, une dupe dans cette affaire. *Mais il faut compter aussi avec l'influence juive aux Etats-Unis et en U.R.S.S.* Il faut compter avec les moyens de pression d'Israël.

Le marxisme et la lutte des classes sont d'origine juive et, d'autre part, quatre millions de Juifs sont citoyens de l'Etat de New-York. Voilà pourquoi, contre le bon sens, on voit évoluer comme elle va l'affaire de Palestine.

Les Juifs depuis six mois ont reçu autant de recrues et d'armes qu'ils pouvaient en souhaiter. Et ce sont des pilotes américains et européens qui jettent des bombes sur Gaza. C'est un aspect saisissant du paradoxe où s'est mis l'Occident.

Le point de départ du soutien donné à Israël, c'est un sentiment humain et charitable envers

les Juifs persécutés. Le résultat c'est cette tuerie et cette haine; c'est cette folie pour donner de toute force des frontières à une race errante, errante par nature, la plus raciste de la terre, et qui a acquis dans tous les pays le droit de cité. *Mais, pour la millième fois il faut se demander où sera la solution du problème lorsque deux millions de Juifs, trois millions si l'on veut, se seront installés dans l'Etat d'Israël.* A ce moment-là, il y aura encore quinze millions de Juifs de par le monde, et la cinquième colonne « israélienne » dans tout l'univers dépassera tout ce qu'on aura vu dans ce genre partout ailleurs. Pendant ce temps, la pression sur les États arabes se fera de plus en plus pesante; et cette pression revêtira les formes les plus diverses; elle appellera sans cesse la vigilance et la légitime défense. La suite, toujours tragique, on peut la supputer par ce que l'on sait et par ce que l'on voit. Mais, les grandes puissances d'Occident ont pris, dirait-on, la résolution de vivre au jour le jour; leur politique est devenue une politique d'expédients, et quand on se laisse arriver aux expédients, on se résigne plus facilement à l'injustice.

Ainsi, le Proche-Orient déséquilibré est en train de devenir le péché des nations. L'ONU

entière, institution universelle prétendument au service de la paix, en évoquant l'affaire de Palestine, n'aura servi qu'à troubler de la façon la plus grave des peuples pacifiques dont la vie était déjà précaire.

Pour l'instant, attendons de voir se réunir et agir la commission où les États-Unis, la France et la Turquie ont reçu mission de trouver un terme provisoire aux malheurs de la Terre-Sainte. Ce ne sera pas la moindre des singularités de ce temps que la lutte qui met aux prises les Arabes et les Juifs soit arbitrée cette fois par des Américains, des Français et des Turcs. La fantaisie internationale conduit à tout.

Peut-être verrons-nous un réveil de la conscience politique de ceux qui nous ont acculés au point où nous sommes. Mais, même si un retour à la sagesse se révélait, quelle force opposerait-on à la violence qui a laissé le droit pantelant ?

Faisons pourtant un peu plus confiance dans le malheur à ceux qui, dans l'indifférence des nations, restent traditionnellement plus sensibles au sort des Lieux Saints. L'Occident, par eux, peut établir encore qu'il n'est pas mort.

6 janvier 1949

*EN MARGE D'UN DEBAT
AUX COMMUNES*

Les Anglais de tous les partis veulent les Juifs en Palestine mais ils n'en veulent pas trop.

Ils veulent être en bons termes avec eux sans se mettre mal avec les Arabes.

Ils les installent depuis trente ans et par tous les moyens et ils veulent que les Arabes soient contents.

Autant de positions difficiles à tenir, pour ne pas dire intenable. Autant d'explications de tant d'attitudes obscures et de faux pas.

Les Anglais ne veulent pas les Juifs à Gaza non plus qu'à Akaba, mais ils ne sont pas gênés de leur accorder éventuellement toute la Galilée. Et pour le Gouvernement de Sa Majesté, toute la combinaison transjordanienne n'est pas autre chose qu'une façon d'être présent efficacement chez les autres. *Tout est maintenant pour l'Angleterre que la présence juive ne nuise pas gravement à la présence britannique dans le Proche-Orient.*

Nous avons dit cent fois ce que nous pensons du rôle central de l'Angleterre dans le monde.

Pourquoi d'ailleurs ne pas le redire: *les Anglais sont le rempart d'une civilisation. Ils demeurent, malgré des malheurs nombreux, la base d'un ordre mondial et d'un équilibre suffisant sur cette terre. Ils parlent une langue que la moitié de l'univers s'est mise à comprendre et ils pratiquent des disciplines qui leur donnent des droits à la puissance et à la grandeur. Leur race est sûrement une grande race. Et ils ont, à en revendre, de la force d'âme et du caractère. Entre les nouveaux empires géants, ils sont un élément capital du vieil empire d'Occident qui a modelé la civilisation de l'Europe et de ce qui procède d'elle.*

Les Anglais sont sans doute (ou ont fait) tout cela, et le monde arabe (comme l'Europe) ne peut pas ignorer qu'il risquerait d'être asservi ou perdu si l'Angleterre faiblissait davantage. Ce langage est celui de la synthèse, de l'objectivité, de la loyauté; c'est le langage de l'évidence. Mais si nous voulions nous montrer égoïste (et on finit, avec l'esprit le plus large, par être acculé à une sorte d'égoïsme sacré), il nous faudrait reconnaître que les Anglais se soucient peu des moyens dont ils usent et qu'ils s'exposent, en servant leurs fins, à écraser les droits.

M. Churchill a reproché en termes amers à M. Bevin d'avoir « *mis l'Angleterre en mauvais termes avec les Etats-Unis, avec l'U.R.S.S., avec les*

colons juifs en Palestine et leurs amis dans l'univers » sans avoir rien fait qui pût satisfaire les Arabes.

Nous pensons, avec toute l'admiration et le respect qu'il faut avoir pour M. Churchill, que les Conservateurs, au pouvoir, seraient allés plus loin encore que les Travaillistes dans le sens d'Israël.

Israël est une force qui donne du fil à retordre aux plus grands. Les « amis des colons palestiniens dans le monde », pour reprendre l'euphémisme de M. Churchill, *sont d'abord quinze millions de Juifs de toutes les nationalités. Notre étonnement, c'est que M. Churchill ne se soit pas étonné un moment de voir le peuple élu si vaillamment soutenu en même temps par M. Truman et par M. Staline.*

Quand l'Etat d'Israël comptera deux millions de Juifs bien établis, on reparlera sans doute des territoires du sud palestinien comme de ceux de l'est et du septentrion.

L'Angleterre sera avant longtemps l'objet d'une pression accrue (alternative ou simultanée) de l'U.R.S.S. et des États-Unis dans le Proche-Orient, par le moyen d'Israël. Et M. Weizmann, M. Ben Gurion, M. Shertock et quelques autres auront beau jeu en utilisant cette double et paradoxale amitié pour obtenir au détriment de l'Angleterre des avantages nouveaux.

Dans cette grave affaire, l'Angleterre en croyant défendre son équilibre « impérial », a rendu précaire et incertain celui de plusieurs pays amis. Souhaitons qu'elle s'en tire sans qu'elle soit la cause de notre perte.

Le voisin redoutable que l'Angleterre a donné aux pays arabes et qu'elle s'est donné à côté d'eux sur le seuil occidental de l'Asie, suffit à susciter à lui seul la révolution et la guerre.

« L'un des buts précis de la politique anglaise au Levant, a déclaré M. Bevin, est de maintenir la sécurité et la stabilité dans cette région du monde et nous ne nous laisserons pas dévier de cet objectif. »

L'événement vient de montrer qu'il ne suffit pas de « vouloir » mais qu'il faut encore « pouvoir ».

28 janvier 1949

PROPOS DOMINICAUX

AVANT que le sort de Jérusalem et de Nazareth soit fixé et avant qu'il soit question par exemple de l'Italie et de l'Espagne, le Conseil de Sécurité, à la quasi-unanimité, recommande l'admission d'Israël dans l'Organisation des Nations

Unies. Le pays de Dante et le pays de Charles-Quint peuvent languir dans l'attente; mais Israël ne saurait attendre; et l'on voit les nations prises d'un zèle fiévreux aussitôt qu'il s'agit d'Israël.

Des réfugiés arabes non plus, on ne s'inquiète que peu. Tout au plus s'agit-il pour eux d'argent; et d'un argent que les nations, à leur tour, prêteraient à Israël. C'est une merveille vraiment que les plus grands prêteurs d'argent de l'univers prétendent régler finalement avec un argent d'emprunt la tragique affaire des réfugiés arabes!

Les principaux gouvernements du monde paraissent plus soucieux de servir Israël que la justice. Et comment en serait-il autrement lorsque le judaïsme au sein des gouvernements et des parlements est si largement représenté! Imaginez-vous des ministres juifs aux États-Unis, en Angleterre, en France, décidant de gaieté de cœur contre Israël? *Le cas des Juifs dans le monde s'est mis à ressembler étrangement à celui des communistes. On se demandera bientôt partout si les juifs ne sont pas à l'Etat d'Israël (et aux ambitions d'Israël) ce que les communistes sont à l'U.R.S.S.* Là se trouve d'ailleurs un des dangers pressants que court le nouvel État judéo-raciste. Il risque, nous l'avons écrit souvent, de devenir rapidement suspect à l'univers. Mais

il faut compter avec l'habileté d'un peuple dont les ressources sur le plan de la subtilité confinent au génie; encore que, sur le plan psychologique, la politique juive connaisse des défaillances.

Pourtant, il faut rendre hommage à l'art de M. Shertok et de ses amis. Ils ont manœuvré de façon supérieure à l'intérieur de la communauté juive qui, pour internationale qu'elle soit, s'est montrée supérieurement ferme et disciplinée. Nous nous sommes toujours efforcé pour notre part de distinguer entre les droits légitimes d'Israël et la politique d'Israël. (Nous entendons ici par Israël les Juifs, et non point l'État tentaculaire qu'ils ont créé.) Il nous a toujours semblé que leur avenir, en Orient et partout, était ailleurs que dans la fabrication paradoxale d'un État religieux et raciste parmi les plus fermés, les plus exclusifs, les plus « ritualistes » de la planète; et où la loi civile et la loi religieuse vont à une confusion quasi incessante.

Comment ne pas se souvenir ici de la leçon du Sermon sur la Montagne? « Vous avez appris qu'il a été dit: Tu aimeras ton proche et tu haïras ton ennemi... Vous avez appris qu'il a été dit: Œil pour œil, dent pour dent... Et moi je vous dis: Aimez vos ennemis et priez pour ceux qui

vous persécutent... » Chez nos voisins « israéliens » la loi de Moïse demeure pareille à elle-même; elle reste aussi rigide, aussi intraitable qu'au temps de Moïse. Nous ne la discutons pas, il va de soi, sur le plan religieux *mais en tant que facteur politique et social.*

Quoi qu'il en soit la montée d'Israël se fait verticale dans l'aveuglement universel. Puissent les lendemains de l'aventure ne pas justifier pour toute l'humanité, *y compris les Juifs eux-mêmes*, nos appréhensions et nos regrets!

6 mars 1949

L'AVENIR D'ISRAEL

Un siècle nouveau a commencé avec la naissance politique d'Israël.

Cet événement passera en importance, dans l'histoire, la formation d'une Europe occidentale et la signature du pacte atlantique. Une puissance mondiale a vu le jour à quoi la tête seule et la souveraineté nationale manquaient.

Maintenant Israël est souverain, c'est-à-dire que seize millions de Juifs, plus ou moins dispersés dans le monde, ont trouvé du coup leur port

d'attache. Les maîtres des affaires et de la Bourse ont leur passeport et leur valise diplomatique à eux. Seize millions de Juifs sont redevenus ce peuple de la Bible qui se dit obstinément le peuple « élu » et dont les ambitions vont aussi loin que d'espérer le gouvernement de toute la terre.

En disant cela d'Israël, nous savons que nous lui rendons hommage. Nous honorons le mérite où il se trouve. Ce n'est pas le discours du dépit ou de la mauvaise humeur que nous proposons au lecteur; c'est une suite de réflexions sur la vérité et sur l'évidence. Nul ne conteste l'intelligence des Juifs, ni leur subtilité. Leur aptitude dans les sciences est connue et l'arme atomique même ne leur est point étrangère. L'art de s'enrichir, ils le possèdent au suprême degré. La solidarité qui existe entre eux, on l'a vue se manifester dans toutes les capitales. Hors des capitales, d'ailleurs, ils ne savent plus vivre; et c'est par le dédain des emplois subalternes qu'ils envahissent les carrières libérales et la politique et qu'ils se poussent au premier plan. S'ils font progresser, de leurs mains, des colonies agricoles en Palestine, ce n'est que pour un temps, car l'agriculture si bien qu'ils la connaissent et qu'ils la pratiquent n'est pas leur fait. Ce n'est pas le métier d'Israël

de produire les céréales et la betterave. Cela, les plus arriérés, les plus simples le font. Israël est fait pour la puissance, pour le maniement de l'argent et de ses signes, pour la révolution enfin qui doit asseoir son règne. Nous disons bien la révolution car c'est au bout d'une révolution et de plus d'une, et qui détruiraient une civilisation, qu'Israël voit son triomphe.

Nous sommes ici, faut-il le rappeler encore, les voisins immédiats de cet Israël phénoménal. Il a poussé à notre frontière comme une fleur monstrueuse et son champ d'expérience, c'est à deux pas d'ici qu'il va s'épanouir dans l'ombre et au soleil.

Nous avons toutes les raisons du monde de nous inquiéter de l'avenir et de tâcher de voir pour ceux qui ne voient pas.

Il nous faudra suivre l'entreprise historique avec une attention sans défaillance et faire de notre mieux pour ne pas nous laisser submerger.

25 mars 1949

*ASPECTS DE LA POLITIQUE
EXTERIEURE D'ISRAEL*

ISRAËL armé jusqu'aux dents ne veut pas que ses voisins s'arment.

Israël proteste parce que le médiateur Ralph Bunche recommande que les pays arabes puissent comme Israël acheter désormais des armes, selon le droit commun, suspendu à leur égard par l'ONU depuis un peu plus d'un an.

D'un côté, le désir de l'Occident est que les pays arabes se fortifient militairement pour parer aux dangers d'une guerre universelle; de l'autre, les Juifs intriguent pour que ces pays restent très faibles, de crainte qu'ils fassent la guerre à Israël.

Sur ce point précis et dont l'importance éclate, la contradiction est manifeste entre les intérêts du monde occidental et ceux d'Israël. On verra certes bien d'autres contradictions de cette origine à mesure qu'Israël prendra figure de facteur militant dans la vie internationale. Et l'Amérique en viendra à se demander après une longue crédulité quel monstre politique elle a réchauffé dans son sein.

Pour l'instant, la sécurité du monde veut que les

pays arabes soient suffisamment forts pour se défendre efficacement ; et la sécurité d'Israël (selon le Gouvernement de Tel-Aviv) veut que les pays arabes demeurent désarmés. Il doit résulter de ce conflit chronique des difficultés sans nombre.

Les vues politiques ultimes d'Israël dépassent certainement l'Occident et l'U.R.S.S. Pour arriver à ses fins, le monde juif sert en même temps les deux forces mondiales ou joue, à leur égard, du renversement des alliances.

Israël, sur le plan de la politique juive, va au-delà du Pacte atlantique et du Kominform, à peu près comme Nietzsche va « au-delà du bien et du mal ».

Voilà ce que l'Occident ne veut pas voir encore et ce que l'U.R.S.S. plus souple voit distinctement. Seule la position hybride d'Israël explique que l'Amérique et l'U.R.S.S. lui aient apporté depuis le début et en même temps leur appui ; car Israël s'est installé dans les deux camps avec la même allégresse.

Voilà donc que les Juifs manœuvrent pour que les pays arabes ne s'arment pas : comment pourraient-ils aller jusqu'à l'Euphrate un jour si les Arabes devenaient les plus forts ? De là, il faut déduire, avec la dernière rigueur, qu'Israël a intérêt à entretenir en permanence chez les Arabes, avec la débilité militaire, les facteurs de faiblesse interne et

le déséquilibre politique et social. Car on s'arme moralement et politiquement comme on s'arme militairement.

Nous ne sommes pas sûrs que les Gouvernements arabes comprennent cela et nous voudrions nous tromper. Le premier Gouvernement qu'on désirerait voir en éveil, c'est le nôtre; et tout autant, sans doute, le Gouvernement de Damas qui, sur le plan militaire, paraît si alerté.

Nous qui tâchons de vivre en familiarité avec la logique et les faits, nous savons bien que les pays arabes ne peuvent pas se livrer impunément à une vaine politique de prestige et prétendre s'armer comme une grande puissance. Ils en crèveraient. Nous pensons pourtant qu'il y a un *minimum de force* qu'il faut avoir, ne serait-ce que pour parer à un mauvais coup.

Mais il est évident que la force des nations ne vient pas seulement de la possession des machines de guerre : on la trouve autant et davantage dans la politique et dans les alliances.

Que ceux qui ont des oreilles pour entendre entendent : de même qu'Israël ne veut pas nous voir armés, Israël voudrait nous voir affaiblis en tout ; c'est-à-dire démunis d'alliés et mal gouvernés.

Si cela ne dépendait que d'Israël tous les pays arabes n'avanceraient plus que sur un terrain miné.

DISCOURS JORDANIENS

LE roi Abdallah déclare au cours de ses déplacements en Jordanie qu'il travaille « pour l'unité arabe » ! C'est sans doute pour cela que, pendant la guerre de Palestine, des points aussi vitaux que Ludd et Ramleh ont été si mal défendus par les siens; et c'est pour cela que « *satisfait du plan de partage de la Palestine, il arrêta ses troupes à neuf kilomètres de Tel-Aviv, sauvant Israël et perdant les autres Arabes* (J. NANTET, dans : *Vie intellectuelle*, octobre 1949).

Le vocabulaire jordanien est en contradiction avec les autres de telle manière qu'il éveille indéfiniment la suspicion. Après ses exploits retentissants, le roi de Jordanie accorde à ses partenaires de la Ligue arabe moins de mémoire qu'ils en ont. Aussi doit-on rappeler, chaque fois qu'on en a l'occasion, combien dans la politique jordanienne il y a loin des paroles aux réalités.

En fait, *c'est une désagrégation évidente du milieu arabe qui a été le premier résultat des ambitions jordaniennes*. Il est naturel qu'on se souvienne de cela, de Damas au Caire, et plus loin.

Et il est facile, comme le proclame le roi de Jordanie, de dire maintenant des réfugiés de Palestine qu'ils sont nos frères. La Jordanie eut été plus fraternelle pour eux si, par une résistance plus normale, elle avait permis à beaucoup d'entre eux de rester dans leurs foyers.

Si l'on ne s'en tenait qu'aux discours de cette sorte, l'histoire s'écrirait à rebours. Et les Arabes auxquels le roi de Jordanie s'adresse au-delà de son territoire, Sa Majesté sous-estime visiblement leur esprit critique et leur intelligence. Mais les Arabes ne seront plus les dupes de ce qu'on leur raconte et qui est si manifestement contraire aux faits les mieux établis.

L'unité arabe comme la veut le roi Abdallah ne peut être qu'une unité hachémite selon les formules chères à la dynastie. *Il nous semble qu'une telle unité, quel qu'en soit le point de départ, ne serait autre chose que l'unité dans la subordination et dans le malheur.*

Ce n'est pas l'Egypte et ce n'est pas l'Arabie séoudite qui permettront que se développe un tel jeu ; pas plus que la Syrie, première intéressée et objet principal du débat.

Quand une « unité arabe » sera mûre pour être envisagée, c'est sur des bases plus logiques et raisonnables qu'elle progressera.

10 novembre 1949

IL N'Y A PLUS DE TERRE SAINTE

VOICI que l'éventuel statut international de Jérusalem voit ses chances très compromises.

De crainte de ne point trouver auprès des Nations Unies la majorité requise des deux tiers, la Hollande et la Suède se résignent les premières à l'internationalisation des Lieux saints proprement dits, *c'est-à-dire à réduire la présence internationale en Terre sainte à presque rien.*

Naguère encore on parlait de Terre sainte ; maintenant on ne parle plus que de Lieux saints. Et les Lieux saints eux-mêmes se rétrécissent chaque jour, abandonnés par leurs défenseurs naturels, grignotés par Israël.

« *Il n'y a pas de sionisme sans Sion* » : on le constate de plus en plus devant l'évidence qui monte. La pression juive sur les gouvernements ne fléchit un moment que pour reprendre plus forte.

On s'étonne d'ailleurs qu'il faille les deux tiers des Nations pour sauver Jérusalem alors qu'il ne faut pas cette majorité imposante pour l'abandonner. Tel est l'étranger mécanisme qui fait la loi des nations

dans un domaine où, en définitive, la foi avant tout est engagée. C'est le paradoxe de l'heure. *Et voici que tout « l'Occident » et la plupart des pays arabes ensemble n'arrivent pas à tirer Jérusalem de sa disgrâce.* Des voix indifférentes tiennent en échec la France et l'Angleterre, même les États-Unis et l'Amérique latine en bonne partie. Naturellement l'U.R.S.S. et sa clientèle sont de l'autre côté. Elles seraient pour la démolition totale du symbole religieux le plus précieux de l'univers qu'elles n'agiraient pas autrement. L'U.R.S.S. dès le début s'est mise avec passion, avec acharnement du côté d'Israël; c'est, apparemment, en mémoire de Karl Marx et de quelques autres.

Jérusalem devrait être sauvée par la force. Quand la force est du côté d'Israël on s'incline de suite devant elle. Mais que font tant de pays attachés au sort de Jérusalem? Dans quel abandon est tombée la Cité sainte? *Une seule voix athée ou païenne parmi les nations peut décider de son destin.*

Et l'on voit la Hollande et la Suède, pays de chrétienté, battre en retraite avec précipitation et proposer un pâle compromis au lieu de livrer bataille. Chez l'une il y a pourtant le souvenir sanglant du comte Bernadotte, et son ombre que nul n'a vengée; chez l'autre, des siècles

d'entreprises maritimes et de courage pour des denrées coloniales, *mais aussi des siècles de foi.*

La déconfiture des Nations est aussi vaste que l'intrigue qui a raison d'elles. *C'est d'un fléchissement inouï des forces morales que le monde a le triste spectacle.*

Nous ajouterons que c'est la paix elle-même qui est en jeu. Si les Nations Unies gouvernaient Jérusalem, ce serait un rempart. Tandis que gouverner quelques édifices, c'est à peine se donner un asile.

La Chrétienté et l'Islam en Terre sainte se laissent traiter comme des fugitifs. C'est vraiment une pitié.

6 décembre 1949

LE SORT DE JERUSALEM

L'U.R.S.S. ne veut plus de l'internationalisation de Jérusalem. Voilà un revirement bien étrange.

Les jeux de la politique et du hasard vont loin, mais c'est un spectacle attristant de voir la politique se jouer d'une question qui relève au premier chef du sentiment religieux et de la conscience des croyants.

Comment Jérusalem ville trois fois sainte, comment Jérusalem coupée en deux pourrait-elle être dans les conditions où l'on est, livrée à ceux qui ont l'ambition de conquérir chacun pour soi la ville entière?

Moscou dit que l'internationalisation ne satisfait pas plus les Arabes que les Juifs. Mais elle satisfait la Chrétienté et l'Islam; ce vocabulaire est-il devenu à ce point étranger à l'Orthodoxie? C'est sous cet angle pourtant que la question se pose. Et ce qui se discute, c'est la liberté et la sécurité du premier lieu de pèlerinage de l'univers.

Les Juifs voudraient avoir la ville à eux seuls. La Jordanie qui ne vise qu'à s'agrandir par tous les moyens la voudrait exclusivement à elle. Le partage, pour Israël et pour la Jordanie, n'est qu'une solution d'attente. Mais il y a les nations, la multitude des nations, le peuple de croyants qui ne sauraient se désintéresser du sort de Jérusalem.

Internationaliser la ville, c'est satisfaire quarante puissances plutôt que deux parmi les plus petites. Voilà ce que l'U.R.S.S. ne veut plus voir. Sa politique a changé d'orientation évidemment. L'U.R.S.S. se livre à un divertissement dont l'objet

est de contrarier les uns et de se concilier les autres, suivant la marche des événements.

Mais l'enjeu est Jérusalem malgré tout, un des hauts lieux du monde, la ville où est née la civilisation dont vit une partie impressionnante de l'humanité. L'Occident va-t-il se ressaisir? Va-t-il agir? Va-t-il céder?

L'U.R.S.S. a pu modifier son attitude pour ne pas se trouver du côté des vaincus. Si tel était le cas, ce serait un grave sujet d'alarme. Il faudrait penser alors qu'Israël soutenu par ses protecteurs habituels se tient pour assuré de l'issue. Mais ne désespérons pas. Ou, si les nations favorables à l'internationalisation abandonnaient la partie, il faudrait croire à la ruine de l'esprit occidental, à la carence de l'Occident comme à celle de l'Orient.

21 avril 1950

UN MAUVAIS VOISIN

Les agressions israéliennes se multiplient. Elles procèdent d'un état d'esprit qui peut conduire aux conséquences les plus fâcheuses.

Israël veut intimider ses voisins. Israël s'arme de plus en plus. *Tout le territoire israélien est devenu*

un vaste camp retranché. Assurément, cela ne présage rien de bon.

On ne s'étonnera pas que, pour le Liban, nous éprouvions plus de craintes du côté d'Israël que du côté de la Corée. Et voilà, de surcroît, que les Israéliens s'attaquent un jour aux Syriens et un autre aux Égyptiens. Ils ont pris goût à la guerre et le territoire des Douze tribus de jadis, qu'ils convoitent, s'offre à eux comme un appât. Nous ne voulons pas dire qu'ils tireront le canon demain. *Mais la chose est dans leurs perspectives.*

C'est depuis des années que nous montrons Israël comme il est ; c'est depuis des années que nous dénonçons le vaste péril qui s'élargit à notre frontière. Si nous n'y prenons garde, si notre réaction n'est pas celle qu'il faut, nous pouvons nous attendre, du fait de Tel-Aviv, à de désagréables surprises.

Israël considère la situation internationale sous l'angle de ses seuls intérêts, c'est-à-dire sous l'angle des intérêts purement juifs. Pour Israël, tout l'univers peut périr pourvu que le royaume de David sorte triomphant. C'est là, pour Israël, une conception congénitale de toute politique, une conception redoutable.

Les bonnes gens qui pensaient qu'Israël pouvait représenter, par ici, une puissance de sécurité et d'ordre en sont quittes pour leurs illusions. Il y a là, au service d'ambitions illimitées, le levain de la haine et de la discorde. Il y a là des projets ténébreux qui peuvent, pendant une très longue période, menacer et ruiner la paix.

Chacun conviendra en tout cas que, si pacifiques et faibles, territorialement et numériquement, que nous soyons, *nous sommes obligés, nous Libanais, de nous armer et de nous tenir sur nos gardes*. L'attaque odieuse de l'avion civil qui a fait des victimes l'autre jour peut se renouveler et nous pouvons être réduits à nous défendre.

Tous les pays de la Ligue Arabe sont maintenant dans le même cas. *Est-ce ce résultat, en Proche-Orient, que cherchaient les Etats-Unis ?*

29 juillet 1950

COREE ET PALESTINE

VOILA plus de six mois que s'est produite l'agression de Corée.

Les raisons qu'avaient les Nations Unies d'envoyer des troupes dans ce pays demeurent entières.

Évidemment sans les États-Unis personne n'y serait allé. Mais du moment que les États-Unis s'engageaient, les Nations Unies n'avaient d'autre alternative que d'accomplir leur devoir.

Les vicissitudes et les malheurs n'ont rien changé au fond des choses. Si l'agression de la Corée du Nord n'avait pas été suivie d'une intervention des Nations Unies, c'était un désastre moral pour l'Organisation internationale et pour les États-Unis avec elle. De plus, tout l'Occident perdait la face en Asie et dans le monde.

Les Nations Unies sont donc allées en Corée. Elles y ont connu des revers cruels après des succès inespérés. Les voilà retirées au sud du 38ème parallèle en attendant que les choses s'arrangent. *Elles se sont battues pour le droit si elles ne l'ont pas fait triompher tout à fait.* Cela est éclatant et il faut le répéter à chaque occasion. A elles, en effet, comme aux individus s'applique la règle de morale la mieux fondée et la plus courante: « *Fais ce que dois, advienne que pourra.* »

Si les Nations Unies peuvent être discutées dans le cas de la Corée pour leur faiblesse matérielle en face de la Chine, elles ne sauraient l'être pour une défaillance morale. Ce fut tout l'opposé dans la guerre de Palestine.

Alors, elles avaient la force pour elles ; elles ne firent rien pour le droit.

Au seuil de l'an nouveau les questions palestiniennes les plus graves languissent dans les Commissions et les Lieux saints sont traités comme des biens en déshérence. On pouvait parler de faillite des Nations Unies en Palestine. Pour la Corée on ne peut pas tenir ce langage. *Mais, pour être juste, on doit faire une remarque amère : en Corée, l'intérêt et le droit étaient du même côté ; tandis qu'en Palestine l'intérêt a joué contre le droit.* Il faut bien dire ces choses puisqu'il faut dire la vérité.

La leçon de l'affaire, c'est que le droit est loin d'avoir pris le pas sur la force. Le Président des États-Unis vient de faire des vœux pour que l'année qui vient soit celle de la justice et de la paix. Ne dépend-il pas des États-Unis de mieux servir la justice dans ses demeures les plus sacrées ?

La comparaison entre la Palestine et la Corée s'imposera longtemps à la réflexion des hommes. Elle mérite vraiment d'entrer dans l'histoire. Elle consacre tristement la raison du plus fort.

Il est facile d'exalter la notion de droit quand on parle de la Corée ; mais que dire de la Palestine ? Que dire de cette absence et de cet abandon, de cette duplicité et de ce silence ? D'une part,

nous convenons que des forces spirituelles dépend le salut des hommes; de l'autre nous subordonnons ces mêmes forces spirituelles aux considérations matérielles les plus obscures. *Les Coréens périssent par milliers pour que le droit retrouve ses prérogatives et les réfugiés de Palestine crèvent parce que leur terre natale leur est fermée.* Que faisons-nous des principes et que faisons-nous de la justice?

Nous empruntons, pour conclure, au message de Noël de Sa Sainteté Pie XII un de ses passages les plus impressionnants: « *Nous disons cela, a dit le Pape, à la vue de l'équivoque et du manque de résolution dans le front des amis sincères de la paix, devant aussi les graves dangers. Parce que le bien de toutes les nations nous tient à cœur, nous estimons qu'une étroite union de tous les peuples maîtres de leurs destinées, rattachés entre eux par des sentiments de confiance réciproque et d'aide mutuelle, constitue le seul moyen de défendre la paix ou la meilleure garantie de rétablir celle-ci.* »

Sans doute, c'est cela; pourvu que parmi les peuples « maîtres de leurs destinées » les plus grands fassent de leur puissance un usage moins arbitraire et plus humain.

1951-1954

LE MALHEUR EN MARCHE

SALUT A BON ENTENDEUR !

DANS un article récent (numéro de février de la Société Belge d'Études et d'Expansion), M. G. Meron, directeur de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères d'Israël, parle du « déséquilibre économique » dans le Moyen-Orient. Il intitule son article: « Politique contre Économie », et il cherche à convaincre les voisins d'Israël de la nécessité de donner la primauté à l'économie. On répondra à M. Meron qu'il est orfèvre comme Monsieur Josse.

Nous savons, certes, l'importance de l'économie mais nous mettons encore le spirituel à son rang; et le politique, qui fait la dépendance et l'indépendance, juste après le spirituel.

M. Meron s'applique à montrer que le boycottage d'Israël par les pays voisins n'a fait du tort qu'à ces derniers et qu'Israël y a trouvé l'occasion de se donner d'autres fournisseurs de produits agricoles. C'est possible; mais nous mesurons pour notre part les immenses difficultés d'approvisionnement que rencontre Israël.

Le but des voisins d'Israël n'est nullement de tenter d'affamer Israël où le torrent d'une immigration encouragée par l'Etat et sans cesse accrue rend toutes les mesures économiques précaires. Leur but est de tirer Jérusalem et les Lieux saints de la condition lamentable où ils sont et de faire rendre justice aux Palestiniens non juifs chassés, en fait, de leurs foyers et réduits, dans l'exil, à la vie la plus amère.

C'est autre chose pourtant qui nous a décidé à commenter brièvement ce matin l'article de M. Meron, où on lit à l'avant-dernier paragraphe ceci : « *Les projets d'amélioration des conditions d'irrigation aux frontières de l'Etat d'Israël, de la Syrie et de la Transjordanie, la mise à exécution des plans d'électrification, tous patronnés et appuyés par les grandes puissances, et destinés à profiter à la fois à Israël et à ses voisins, ont dû être suspendus, malgré les offres réitérées de coopération active de la part de l'Etat d'Israël.* »

On voit, n'est-ce pas ? notre Litani se profiler à l'horizon. Ce cours d'eau, ce « petit fleuve » multiplie nos inquiétudes précisément à cause des projets et des convoitises d'Israël. « La coopération active de la part de l'Etat d'Israël » est ce qui nous paraît le plus menaçant. Le Litani perdu ou partagé, ce n'est pas dans le Jourdain que la

magnanimité d'Israël nous ferait trouver des compensations et un équilibre.

Nous avons besoin d'irrigation et d'énergie autant qu'Israël et nous nous méfierons à bon droit « *de la mise à exécution de plans d'électrification tous patronnés et appuyés par les grandes puissances (chacun sait lesquelles) et destinées à profiter à la fois à l'Etat d'Israël et à ses voisins* ».

Il nous a paru considérable de verser au dossier de nos justes méfiances ce témoignage israélien si qualifié. *On est porté, au Liban, à prendre ces choses graves à la légère.* Souvent pour moins qu'un plat de lentilles avons-nous abandonné ou risqué d'abandonner des droits sacrés. Il ne faudrait pas que ce fût le cas pour les 66.000 malheureux dollars dont on nous a généreusement gratifiés pour les études préliminaires du Litani.

Aucun Libanais ne doit oublier que la Banque Internationale nous a, en fait, il y a deux ans, refusé un pauvre prêt de cinq ou six millions de dollars (en équipement agricole) alors qu'elle en accordait avec allégresse vingt fois autant à Israël.

Nous ne sommes pas étranger aux lois de l'économie et nous pensons connaître comme M. Meron les avantages du bon voisinage et des échanges ; mais le débat doit être dominé de plus haut. Les questions économiques, pour

vitales qu'elles soient, doivent se subordonner au domaine supérieur de l'esprit, à la sauvegarde du territoire et de la liberté.

17 mars 1951

LA PAIX QUE CHERCHE ISRAËL

LA paix avec Israël, comment l'imaginer dans les dispositions présentes de la nation juive: *accroître la population de façon démesurée et saisir l'occasion d'agrandir le territoire? Tels sont, en effet, les buts visibles d'Israël.*

Le Gouvernement de Tel-Aviv aurait beau se défendre de vouloir ces choses; tous ses plans convergent vers l'agression, tous ses actes y conduisent. *L'accroissement redoutable de la population d'Israël en est le premier signe; accroissement si rapide et massif qu'il désaxe l'économie, ajoutant à la menace internationale et politique, la menace sociale.*

Depuis que l'État d'Israël est né, *deux faits sautent aux yeux, aussi alarmants l'un que l'autre: le prétendu foyer national est, et ne peut être, d'une part, qu'une tête de pont et un camp retranché; et, d'autre part, les Juifs, dans le monde, en encourageant avec la*

passion sourde que l'on sait cette entreprise de violence, annoncent tacitement la guerre future. S'ils usent de toute leur influence dans les grandes capitales pour imposer la paix, c'est paradoxalement pour préparer la guerre. La contradiction est à la base de cette tragédie. Il faudrait être aveugle pour ne pas le voir.

Si la carence des Nations Unies persiste, le spectre de la mort apparaîtra tôt ou tard sur le Mur des Pleurs et sur Sion. Ce langage, qu'on veuille bien le croire, n'a rien de littéraire ni de romantique.

L'Occident regrettera amèrement, un jour, ce qu'il laisse faire avec une insouciance coupable. Car, l'édifice d'Israël s'élève comme un malheur aux portes de l'Orient; il porte dans ses flancs de terribles promesses. Ce sont des jours sombres qui s'accumulent pour le proche et le lointain avenir. Et nul ne peut s'aventurer à nier, aujourd'hui, que le drame juif, en Israël, puisse avoir son retentissement sur toute la terre.

De sorte que la publicité idyllique dont parfois Israël s'entoure peut être interprétée comme la plus dangereuse des illusions. *Voilà une grande communauté humaine aux prises avec la chimère; un grand peuple, sans doute, parce qu'il compte de hautes intelligences et des volontés dominatrices; mais dont*

l'erreur est d'être allé follement contre la marche du siècle ; d'avoir fait revivre politiquement le racisme et le nationalisme les plus fermés, les plus âpres, au moment précis où la nature les combat.

On peut valablement quand il s'agit d'Israël prendre le ton prophétique. Nous nous garderons cependant de verser dans l'illuminisme après une si longue clairvoyance. Mais c'est être clairvoyant encore que d'essayer de montrer aux Juifs que l'excès même de leur subtilité les égare, et que ce qu'ils défendent avec tant de haine et d'amour peut être à l'origine d'une catastrophe.

En considérant l'évolution d'Israël, on se frotte encore les yeux en se demandant si on ne rêve pas. La résurrection du pouvoir temporel de la Synagogue fait penser les plus sages à la fin du monde.

14 août 1951

QUESTIONS

A QUELLE conciliation peut-on arriver avec Israël si l'on pense au futur? Les difficultés de l'heure peuvent-elles faire oublier un instant les difficultés de demain?

Supposant résolue la grave question des réfugiés arabes, que fera-t-on de la gravissime question de l'immigration juive en Israël?

Si la population d'Israël doit être accrue à la cadence que l'on voit, par le moyen d'une immigration qui fait violence à la raison jusqu'à devenir une menace incessante pour les pays voisins et un poids intolérable sur leurs frontières, à quoi sert de parler de conciliation aujourd'hui?

Et ne faut-il pas se souvenir que c'est l'armistice avec Israël qui a fait la victoire d'Israël, en se disant que la conciliation ferait maintenant son triomphe?

L'évidence montre qu'Israël tient ses frontières actuelles pour provisoires et n'attend que l'occasion pour les porter plus loin, par étapes, à la distance qu'il faut pour que se réalisent les rêves du peuple élu.

Plus on y réfléchit, mieux on se rend compte que le problème d'Israël est indivisible. Toute accoutumance de la trêve ne peut signifier que la préparation plus aisée d'un malheur à venir. Toute formule d'apaisement aujourd'hui revêt le sens d'une duperie et d'une illusion. « *Donnez-nous le temps de souffler pour nous donner la possibilité de vous assommer.* » C'est ce que laisse supposer Israël.

Telle est la seule interprétation de la situation qui ne soit pas naïve et puérile.

Des cartes sont en vente ou en circulation en Israël, nous dit-on, qui montrent des empiètements virtuels sur les territoires libanais, syrien ou jordanien.

Israël veut retrouver l'espace que couvraient les Douze tribus. Cela présage l'agression et la guerre, à brève ou moins brève échéance.

Notre intention n'est pas de décourager qui que ce soit; nous dirons volontiers avec Racine: «Le jour n'est pas plus pur que le fond de mon cœur»; mais, nous ne voudrions pas nous voir de nouveau pris au piège. Sans dissimuler notre souhait de voir régler la triste et cruelle question des réfugiés, *nous pensons qu'en la réglant il ne faut pas dérégler davantage tout le reste.*

Si les pays limitrophes d'Israël ont été conviés à Paris pour débattre le paiement d'une facture, il vaut mieux qu'on nous le dise tout de suite. Ce serait une amertume nouvelle après beaucoup d'autres.

Ce que les voisins d'Israël désirent et cherchent, c'est une solution de justice et de sécurité ensemble. Dans cette entreprise, le rôle collectif de quelques

nations grandes et petites devient éclatant. *Sans leur intervention efficace et décisive même, on ne saurait espérer de conciliation ni de paix.*

Voici qu'on commence à comprendre en effet qu'il serait ridicule et fou de condamner l'Égypte si, préalablement, on ne condamne pas deux ou trois fois Israël.

12 septembre 1951

PROPOS SUR LE DISCOURS DE M. ELY PALMER

LE discours inaugural du Président de la Commission de conciliation pour la Palestine à la conférence de Paris est un acte méritoire. Il témoigne d'intentions pures et d'une bonne volonté qui va loin. *Il laisse percer au fond un embarras extrême.*

La plupart des questions, à vrai dire, y sont envisagées et effleurées. *La plus importante pourtant est celle qui paraît compter le moins. Nous voulons parler de la sécurité dans l'avenir. Et de l'immigration agressive en Israël, il n'est fait état nulle part.*

Le discours est mesuré et savamment dosé. Mais, à y regarder de près, on se rend compte

qu'il ne laisse entrevoir à la charge d'Israël que des compensations en argent (le moins possible sans doute); *tandis qu'aux pays arabes, c'est une vaste résignation qu'il recommande.*

Les collègues de M. Ely Palmer ont dû peser longuement cette prose subtile où la grâce latine rejoint la souplesse turque. « *Ah! qu'en termes galants ces choses-là sont dites!* »... L'Américain, par nature, eut moins nuancé sa pensée.

Si l'on passait au filtre cette rhétorique sans emphase, on en extrairait peu de substance. *On pourrait tout résumer en deux mots: Pour accepter le fait accompli comme il est, vous, Arabes, qu'est-ce que vous doit Israël? Nous ne trouvons pas que l'aspect humain du problème ait dans tout cela sa mesure.*

Les réfugiés, en somme, sont mis brutalement sur les bras des Arabes, ce que le discours inaugural interprète généreusement par la phrase que voici: « *La solution du problème des réfugiés dépend de la réalisation d'un programme de développement économique dans les pays arabes.* » Vous entendez bien?

On peut croire que la Commission de conciliation, si compatissante qu'elle soit, a vu sa sensibilité s'émausser au contact quotidien du malheur.

Tout dépend ainsi pour les réfugiés du développement d'un programme économique (judéo-américain peut-être) et non point de la justice.

Le but final de tout est de : « préparer la voie à la paix durable dans le pays qui, pour trois des grandes religions mondiales, est une terre sacrée. » Fort bien ! Mais ne faut-il pas alors commencer par internationaliser Jérusalem ?

Ensuite, pour établir, sur le plan des choses matérielles, les relations économiques après lesquelles Israël languit, *ne faut-il pas, d'abord, que l'économique ne menace pas de ruiner le politique ?*

« L'on ne pourra faire de progrès positifs dans la voie d'une solution de vos problèmes que si toutes les parties expriment dès le début de nos négociations présentes leur détermination de respecter le droit d'autrui à la sécurité, de s'abstenir de toute attaque, de tout acte hostile ou de guerre les unes contre les autres et de favoriser le retour à la paix permanente en Palestine. » Voilà ce que dit le discours. C'est très beau et très platonique aussi.

De la politique intérieure explosive d'Israël, que fait la Commission de conciliation ? Et que fait-elle de la conflagration, on peut dire fatale, à quoi l'immigration illimitée conduit ?

L'affaire d'Israël est politique avant d'être économique. Elle est dix fois plus politique qu'économique. La Commission de conciliation, dans ce domaine, est à peu près démunie. Des influences du premier rang, apparentes ou occultes, la dominent. Dans ses travaux, si généreux qu'ils soient, c'est le défaut de la cuirasse.

Les origines et la fin du drame de Palestine sont spirituelles et politiques. Il n'y a pas de solution purement économique qui puisse empêcher le désastre. Il n'y a qu'une présence et une volonté collective des puissances, grandes et petites, et qui ait pour objet, simultanément, la sécurité et la justice.

15 septembre 1951

LE SOUVENIR DU COMTE BERNADOTTE

LES Suédois sont bons princes. En gage de pardon de l'assassinat du comte Bernadotte, ils se sont joints aux représentants d'Israël pour planter les premiers cyprès de la « forêt Bernadotte » qui doit pousser sur les pentes pierreuses des collines de Judée.

Un parchemin commémoratif destiné à la comtesse Bernadotte a indiqué le désir de l'État

d'Israël de rendre hommage « *au grand Suédois qui durant une période sombre de l'histoire du monde se consacra au service de l'humanité, dirigea la Croix-Rouge suédoise, aida à sauver de nombreux juifs prisonniers des Nazis de l'extermination, lutta vaillamment durant la dernière année de sa vie pour rétablir la paix en Terre sainte et trouva la mort dans le chemin du devoir* ».

Voilà, certes, un texte émouvant; mais comment ne pas se souvenir que ce fut une organisation juive qui prit à son compte, comme un titre de gloire, la mort violente du comte Bernadotte, *lequel pourtant avait sauvé tant de juifs de l'extermination*? Comment ne pas s'étonner devant l'hommage rendu que le retour à la paix en Terre sainte ne soit pas envisagé par Israël selon les vues de ce même comte Bernadotte, *mort sur le chemin du devoir*?

Quand on se dit que les assassins du comte Bernadotte ne furent point châtiés, on mesure l'ironie cruelle du témoignage. C'est en Suède plutôt qu'en Israël qu'il eût fallu planter une forêt pour perpétuer le nom de la victime innocente; tandis qu'en Israël ses mânes doivent s'élever contre une démonstration pharisaïque d'où le repentir est absent.

Trois jours après la mort du comte Bernadotte, c'était autour de son nom la conspiration du silence. Peu de temps suffit alors pour jeter l'oubli sur le forfait. Maintenant Israël se souvient qu'il dut au Comte cette trêve de quatre semaines qui termina la première phase de la guerre de Palestine et qui fut pour Israël, littéralement, le salut.

Des nouvelles telles que celle de cette commémoration irritent plus qu'elles consolent. Chacun est persuadé que si le comte Bernadotte pouvait sortir du tombeau avec les mêmes idées et le même plan pour la Palestine, il serait assassiné une seconde fois. *On tue l'homme, dit le proverbe, puis on mène en pleurant ses funérailles.*

Notre hommage à la mémoire du comte Bernadotte est sûrement plus pur que celui d'Israël.

7 février 1952

DANS LE BRUIT DES ARMES

LE Gouvernement d'Israël se propose d'augmenter de six mois la durée du service militaire obligatoire.

Les jeunes gens âgés de 18 à 26 ans serviront 30 mois au lieu de 24; le reste à l'avenant. Les

médecins âgés de 30 à 34 ans peuvent être mobilisés pour une période de deux ans; ceux âgés de 35 à 38 ans pour une période d'un an. Sans doute les états-majors des pays arabes du voisinage sont-ils informés de tout cela.

Le Gouvernement israélien justifie l'augmentation de la durée du service militaire par le fait d'une diminution temporaire de l'immigration en Israël et par conséquent du nombre des recrues; par le fait aussi que le nombre des habitants d'Israël n'atteint pas tout à fait 2 millions et que ses adversaires sont nombreux.

Ainsi la fièvre monte et l'armement s'accroît jusqu'au paroxysme. Rappelons que les femmes en Israël sont elles aussi mobilisées, de différentes manières. En attendant de renouveler l'exploit de Judith et le chant de Déborah, on en voit l'arme au bras qui gardent les ponts et les travaux d'art.

Des manœuvres récentes en Israël sont allées si loin qu'elles ont pris quasiment la forme d'une guerre véritable. Or, dans le même moment, la situation économique d'Israël est déplorable et tend à le devenir davantage. Mais à peu près tous les dollars qui vont à Israël, c'est à la guerre future qu'ils vont.

Les Etats-Unis trouvent que cela est bon, comme l'Eternel lorsqu'il créa l'univers. Par là, au lieu de la

paix, c'est la tragédie que les Etats-Unis préparent. Autant le dire à haute voix et réclamer au nom du Proche-Orient, comme l'a fait l'éditorialiste de Life (colonel William A. Eddy) dans la livraison du 14 juillet du grand hebdomadaire américain, un changement radical (a drastic change) de la politique des Etats-Unis en Proche-Orient.

On ne perdra pas de vue que, depuis Karl Marx, le communisme n'est pas étranger à Israël, que le collectivisme depuis longtemps est pratiqué dans ce pays sur une large échelle, *que l'U.R.S.S. est le soutien fidèle de l'Etat juif et qu'il y a au moins deux millions de juifs en U.R.S.S.* Cela devrait faire réfléchir les plus sceptiques, les plus endurcis.

Et cela nous amène à répéter que la politique propre à Israël va au-delà de celle de l'Est et de celle de l'Ouest, au-delà de la politique de l'Occident comme de celle de l'Orient, de sorte que le « peuple élu » a une politique propre, qui a virtuellement les dimensions du monde, une politique fondée sur « l'égoïsme sacré » et qui ne peut avoir pour objet ultime, quelles que soient les vicissitudes de l'Est et de l'Ouest, que la grandeur du « peuple élu ».

Il y a peu de jours, se discutait au Parlement d'Israël (Knesset), le statut de « l'Organisation sioniste mondiale ». Le Gouvernement était en conflit

avec l'Opposition sur la définition de cette organisation; il entendait la considérer comme une « Agence autorisée » du peuple juif, cependant que l'Opposition voulait en faire seulement « l'Organisation représentative de tout le peuple juif ». Bonnet blanc, blanc bonnet, dira-t-on. Non. Mais une manifestation de plus du caractère international, supra-national, mondial enfin d'Israël.

L'Etat raciste et tentaculaire que les Etats-Unis, par leur action, et l'Angleterre, par ses omissions, ont construit à notre frontière du Sud, se présente de plus en plus comme une des machines de guerre les plus redoutables du monde. On dira que c'est devenu un cercle vicieux, mais comment veut-on que le monde arabe ne s'arme pas à son tour et que la folle aventure ne se termine pas dans la nuit des bombes et dans le carnage? Il n'y a qu'à entendre le colonel Chichakly et le général Néguib pour se rendre compte de l'atmosphère où l'on vit.

Jusqu'où ira donc l'aveuglement de l'Occident?

ET QUAND COMMENCERA-T-ON A PARLER PLUS SÉRIEUSEMENT DE L'INTERNATIONALISATION DE JÉRUSALEM ?

UN TETE-A-TETE PREMATURE

Aux Nations Unies, on préconise des conversations directes entre les Arabes et Israël. C'est une procédure périlleuse. Elle peut avoir des avantages apparents mais les risques sont grands; si grands qu'il vaut mieux les éviter.

On oublie trop le sort des Lieux saints ET QUE C'EST UNE QUESTION INTERNATIONALE.

Le problème des Lieux saints, Arabes et Israéliens ne peuvent prétendre le résoudre seuls; ils ne peuvent prétendre aborder seuls la décision d'internationalisation des Nations Unies. La Chrétienté et l'Islam entiers y sont intéressés de telle sorte que, parmi les questions internationales, il n'en est pas de plus grave. On veut éluder la difficulté; on y revient comme on revient à la vérité.

Ce sera l'obstacle majeur à la paix entre les Arabes et Israël. *L'internationalisation de Jérusalem faciliterait tout et quarante nations au moins devraient en faire leur affaire. Laisser les Arabes et les Israéliens en tête-à-tête sur une telle matière serait une imprudence qui pourrait ruiner le débat.*

ENSUITE, IL Y A LA GARANTIE DES FRONTIÈRES, QUI SUPPOSE LA PRÉSENCE INTERNATIONALE.

Toutes les assurances d'Israël seul seront vaines comme toutes les affirmations et tous les serments. *L'heure de l'expansion ou de l'explosion est INÉVITABLE, du train dont Israël progresse.* A supposer que les Arabes se contentent d'une signature aujourd'hui, on leur parlera d'espace vital d'ici cinq ou dix ans. *Ce serait folie de préparer de ses mains par la paix d'aujourd'hui les violences de demain.*

Il sera question de surpopulation d'Israël tant que l'Etat d'Israël existera. Les Juifs sont seize millions dans le monde; ils seront vingt ou vingt-cinq millions dans dix ou quinze ans. *Si l'Etat d'Israël est fait pour en accueillir le quart seulement, il éclatera. Or une immigration perpétuelle est sa raison d'être.*

Pour les réfugiés arabes, l'entente pourrait, à la rigueur, se faire; mais ces réfugiés sont animés d'un esprit de retour tel que la conversation en serait empoisonnée. Sur ce point, à part des concessions infimes, plus verbales que réelles, Israël ne veut rien entendre. Même les réparations sont envisagées par lui de façon si chétive, qu'elles en deviennent illusoires. Si encore les réparations dues par l'Allemagne étaient mises en jeu, peut-être y aurait-il quelque chose à se dire.

Il n'y a pas au monde un litige plus dur à résoudre sans intermédiaire. Autant voir les choses en face. Les Nations Unies ont fait l'État d'Israël. Elles ont un grand devoir à remplir. Qu'elles ne s'y dérobent pas !

28 novembre 1952

LA PIEGE ISRAELIEN

IL faut une certaine insolence (ou une certaine candeur, à quoi il est difficile de croire) pour proposer des conversations directes entre Arabes et Israéliens, *en partant de la table rase*. M. Aubrey Eban, représentant d'Israël à l'ONU, trouve cependant les circonstances favorables à de telles conversations; il l'a dit devant la Commission politique des Nations Unies.

Nous nous sommes élevé depuis plusieurs jours contre cette procédure et nous avons constaté qu'à nos remarques les Libanais faisaient écho. Mais ce n'est pas seulement au Liban qu'on a réagi. Et l'on voit maintenant se manifester de toute part l'étonnement et la désapprobation des pays arabes.

Les Nations Unies ont pris des décisions formelles concernant Israël. Ces décisions, dont Israël ne veut faire

aucun cas, impliquent la présence internationale aux débats. Qu'aurions-nous à nous dire, les Israéliens et nous, tant que des questions aussi graves que l'internationalisation de Jérusalem, la garantie internationale des frontières, la limitation de l'immigration juive en Israël seront étrangères au débat ?

M. Aubrey Eban et son Gouvernement tiennent cela pour accessoire ou pour non avvenu, ou pour inutile ; tandis que la paix des Arabes avec Israël, les relations économiques des Arabes avec Israël, une limitation de l'armement chez les Arabes et en Israël, sont au premier rang de leurs soucis. Sur la foi de ce qu'on entend, nous croyons à M. Aubrey Eban une vive intelligence ; nous voudrions lui accorder le bénéfice de la bonne foi ; mais pour qui a-t-il pris ses interlocuteurs aux Nations Unies, pour qui les prend-il ?

La paix avec Israël, dans les conditions que propose M. Eban, signifierait un encouragement délibéré aux futures violences d'Israël. La paix qu'Eban veut est celle qu'on recherche pour préparer la guerre. Une telle paix serait pire encore que le bizarre armistice sous lequel nous vivons.

Les relations économiques avec Israël auraient pour sens immédiat le soulagement d'Israël ; puis, des tentatives variées de mainmise de nos voisins

du Sud sur notre propre économie et sur nos sources d'énergie.

La limitation de l'armement, sans la présence internationale et sans la garantie internationale, laisserait Israël maître de faire venir, de loin, à son heure, les armes les plus redoutables.

Pour nous, des conversations directes avec Israël, la situation étant ce qu'elle est, sont inconcevables. C'est sûrement par l'engagement de respecter les décisions antérieures des Nations Unies qu'il faut commencer; et, non moins sûrement, c'est aux Nations Unies d'établir les préliminaires de cette paix à laquelle les Arabes tenteraient d'arriver en leur compagnie.

JAMAIS MATIÈRE NE FUT PLUS INTERNATIONALE QUE CELLE-LA. C'est la fulgurante évidence. M. Aubrey Eban et son Gouvernement sous-estiment-ils à ce point le jugement des Arabes, qu'ils les convient au suicide comme ils font?

Une négociation, quelle qu'elle soit, avec Israël, ne peut avoir pour point de départ que la présence internationale à Jérusalem et la garantie internationale et contractuelle des frontières.

A partir de là, l'on pourrait progresser vers le bon voisinage et envisager une vie possible, à charge que le tragique problème des réfugiés soit résolu.

Les pays de la Ligue ne se prêteront pas à autre chose; ils ne commettront pas cette folie.

3 décembre 1952

SUR LES NEGOCIATIONS AVEC ISRAEL

LES fondements de la paix avec Israël sont, avec un règlement humain de la question des réfugiés, *l'internationalisation de Jérusalem et la garantie des frontières*. En dehors de cela il n'y a pas d'issue raisonnable.

Nous prenons l'existence d'Israël pour un fait et il ne s'agit pas de jeter les Israéliens à la mer. Nous disons depuis longtemps que la question d'Israël est moins une question *de présence* qu'une question *de puissance*.

Un Etat juif qui voudrait s'agrandir tous les dix ou vingt ans et qui ferait vivre ses voisins dans cette obsession est intolérable.

Le malheur est que l'Etat juif a été créé pour s'agrandir indéfiniment. Dans l'esprit de ses inventeurs, il est la métropole de tous les Juifs du monde et sa destination est une destination universelle.

Il s'agit d'une puissance mondiale plus ou moins apparente ou plus ou moins secrète.

Le terrible procès de Prague illustre l'influence politique des Juifs. Nous ne disons pas que ce procès fut juste ; nous disons qu'il montre dans tous les pays, tour à tour, l'activité débordante d'Israël. Par Israël nous n'entendons pas ici l'État, mais la nation. A Prague, cette année, comme à Budapest au temps de Bela Kun, comme dans tant de pays, on a vu des Juifs tenter de prendre ou prendre le pouvoir, échouer ou réussir.

On ne peut pas être, en même temps, le maître à Tel-Aviv et le maître à Prague et à Budapest, pour ne pas dire à Londres et à Washington.

La vocation des Juifs à la politique est égale à leur vocation à la finance. C'est une supériorité parmi quelques autres et parmi quelques faiblesses. Tous les juifs veulent être Disraëli (encore que Disraëli fût baptisé) ou Léon Blum ou Trotsky. Mais, depuis que l'État d'Israël existe, on ne peut plus s'accommoder aussi facilement de cela.

Pour les Pays arabes, toute la question est qu'ils ne soient pas débordés. Ils le seront à coup sûr s'ils tombent dans le piège que maintenant on leur tend. *Aucune négociation ne doit être envisagée*

avec Israël à moins que les conditions préliminaires ne soient celles qu'on vient de dire. Il n'y a pas de repos pour les Arabes sans une présence internationale dans les Lieux saints et sans une garantie contractuelle internationale des frontières.

Il va de soi que l'internationalisation de Jérusalem intéresse de surcroît la moitié de l'humanité.

Les représentants d'Israël aux Nations Unies qui viennent d'accueillir de nouvelles suggestions pour une conversation directe avec les Arabes doivent renoncer à l'équivoque. Leurs arrière-pensées nous importent plus que leurs pensées. Les prétentions de l'Israël futur nous inquiètent autant que celles de l'Israël d'aujourd'hui.

Pour sortir des dangers où l'on est il faut des montagnes de persévérance et de sagesse.

10 décembre 1952

LES PLAINTES DE M. MOSHE SHARETT

ISRAËL s'inquiète de voir les pays arabes s'armer davantage, *cependant qu'il est armé lui-même jusqu'aux dents.*

M. Moshé Sharett se plaint des États-Unis et de l'Angleterre et fait entendre d'aigres remontrances. On est surpris qu'un homme aussi intelligent et subtil *considère qu'Israël, à lui seul, doit être indéfiniment aussi fort que tous les Arabes réunis. SI ISRAËL NE PEUT DURER QU'A CE PRIX, IL FAUT DÉSESPÉRER DE L'AVENIR D'ISRAËL.*

Deux millions d'hommes au plus en face de trente ou quarante : c'est la situation démographique d'Israël et des Arabes. Et des espaces cent fois plus grands d'un côté que de l'autre.

Israël compte-t-il sur la force seule pour tenir les Arabes en échec jusqu'à la fin des temps? S'il veut la paix, c'est par d'autres moyens qu'il peut l'obtenir.

M. Ben Gurion qui a refait un gouvernement au milieu de l'émiettement des partis politiques et qui pense gouverner jusqu'à la fin de la législature, en 1955, doit, avec son ministre des Affaires étrangères, se faire une raison. *Le plus tôt ils songeront à limiter leurs ambitions, et de façon définitive et solennelle, le plus tôt la paix se fera.*

Mais les pays arabes ne cesseront pas de s'armer comme on ne cessera pas de les armer. On s'habituerait à penser que les intérêts de la position occidentale tout entière passent avant les intérêts d'Israël et qu'on ne peut

acculer raisonnablement les Arabes à des solutions de désespoir.

Malgré toutes les illusions et toutes les propagandes, l'aventure d'Israël reste la plus paradoxale du monde. Ce n'est pas parce qu'on s'y habitue que le paradoxe a cessé. *M. Ben Gurion et M. Sharett prétendent faire, de toute force, de Jérusalem, leur capitale, pour ensuite déborder avec leur immigration sur les pays voisins* ET ILS VEULENT QUE LES ARABES NE S'ARMENT PAS. *Ils ne cachent pas leur volonté d'agrandir leur territoire* AUSSITÔT QU'ILS SE SENTIRONT ASSEZ FORTS POUR LE FAIRE *et ils veulent que leurs voisins restent impassibles.*

Il faut un véritable aveuglement pour en arriver là.

Pour arrêter la course des armes et pour avoir la paix au Levant, DEUX CONDITIONS FONDAMENTALES S'IMPOSENT. La première c'est que Jérusalem soit internationalisée, avec une présence internationale effective. La seconde c'est qu'une garantie internationale contractuelle couvre les frontières arabo-israéliennes. Manifestement, la déclaration tripartite unilatérale de 1950 ne suffit pas.

En dehors de cela on ne voit pas d'issue. Et cela suppose, de plus, une solution humaine de la tragique question des réfugiés. Sinon, on continuera à s'armer

et l'état de folie où l'on est deviendra tout à fait incurable.

31 décembre 1952

LE CRI DU CŒUR

DEPUIS que M. Ben Gurion a déclaré que Jérusalem était la capitale d'Israël « comme Washington est la capitale des États-Unis », et que l'immigration porterait bientôt à cinq ou six millions d'habitants la population d'Israël, *le malaise en Proche-Orient s'est accru*. Il s'est accru dans tous les pays auxquels la malheureuse Palestine n'est pas indifférente : à peu près tout l'univers.

Jusqu'à quand les Nations Unies (ou désunies) tolèreront-elles ce défi aux réalités et à la raison ? Et quand ouvrira-t-on les yeux sur l'entreprise raciste la plus audacieuse, la plus paradoxale, la plus redoutable du siècle ?

La croissance d'Israël ne se fait et ne peut se faire qu'au détriment de ses voisins. Qu'Israël considère ses frontières actuelles (qui coupent l'Égypte de la Jordanie et l'Afrique de l'Asie) comme définitives, nous savons ce que cela veut dire. *Nous rappelons depuis des années qu'étape par*

étape, Israël cherche à réaliser un rêve d'empire, pour le malheur d'Israël et des voisins d'Israël.

Ce que nous voyons venir depuis si longtemps se réalise et l'antisémitisme augmente dans le monde. *Dans tous les pays, on se demande pourquoi les Juifs, au lieu de gouverner les autres, n'iraient pas prospérer chez eux, dans le pays indépendant qu'ils se sont donné.* Et les Arabes considèrent avec effroi cet afflux incessant d'hommes venus de tous les points de l'horizon, cette perpétuelle menace.

Qui croira un instant que la paix peut se faire dans les conditions où l'on est ? Qui attribuera aux Arabes assez de crédulité et de bêtise pour permettre une invasion qui se donne pour limites tacites, dans le futur, la haute Mésopotamie et jusqu'à la vieille Chaldée ?

Il ne suffit pas qu'Abraham soit venu d'Ur pour rendre tout cela possible. *Mais les Juifs, en attendant, se préparent une existence impossible en Occident comme en Orient. Il y a parmi eux des hommes pondérés qui le savent bien, des sages qui le reconnaissent.*

Nous ne nions rien de leur intelligence ni de la puissance de leur effort. Personne plus que nous ne leur rend justice en constatant une folie. Nous disons que cette intelligence s'égare et que cet effort mène à la ruine. Ce

n'est pas dans le siècle où les monothéismes se reconnaissent une parenté profonde qu'Israël peut s'isoler impunément dans ce qu'il a de plus inassimilable, de plus irréductible. *Et c'est parce que le malheur est sur Israël et sur ses voisins que nous tâchons d'éviter le malheur.*

Ce n'est pas par manque d'optimisme que nous écrivons comme nous faisons. C'est par raison pure. Une raison d'ailleurs qui s'appuie sur les faits, sur l'expérience, sur la circulation du sang, sur ce qu'il y a de plus concret, de plus matériel dans la vie.

Sur le plan de la durée, l'entreprise d'Israël conduit à la guerre inéluctablement ; une guerre à laquelle l'Occident ne pourra pas demeurer étranger.

Sur un plan plus vaste, sur le plan universel, nous rappelons souvent qu'Israël préférera nécessairement une guerre mondiale à sa propre faillite.

Que faut-il faire pour empêcher le malheur ? Nous le répétons jusqu'à lasser le lecteur : « IL FAUT INTERNATIONALISER JÉRUSALEM, non point nominale-ment, mais AVEC UNE PRÉSENCE INTERNATIONALE EFFECTIVE. Et il faut aux voisins d'Israël donner DES GARANTIES INTERNATIONALES CONTRACTUELLES, telles qu'aucune volonté, aucune ruse, aucune violence ne puissent les abolir.

La déclaration tripartite unilatérale en vigueur, pour tutélaire qu'elle soit, ne suffit pas. Quant aux réfugiés, il faut qu'ils cessent d'être le « prétexte » philanthropique que, tragiquement, ils sont devenus; et que cette masse vivante et souffrante retrouve ses foyers.

16 janvier 1953

LE TEMPS DE LA COLERE

SI le Sionisme reste à nos yeux un péril majeur et un des grands égarements du monde contemporain, nous ne saurions d'aucune façon admettre une justification morale ni politique de l'antisémitisme renaissant.

Une religion est une religion, c'est-à-dire *une affaire personnelle et un acte de foi*. Persécuter un homme pour sa foi, c'est aller contre le droit naturel et contre le droit humain. *Si l'U.R.S.S. persécute des juifs parce qu'ils sont juifs, c'est une raison de plus de haïr le système communiste et ce qu'il représente de violence et de haines. Mais c'est aussi une chose étrange que l'on trouve tant de juifs dans la politique, dans les gouvernements et dans les assemblées, derrière le rideau de fer comme en deçà du rideau de fer.*

La vocation du juif à la politique dépasse de loin celle de tous les autres hommes; *on n'a pas suffisamment remarqué cela qui explique la propension juive en faveur de ce qui est révolutionnaire comme en faveur de ce qui est international.*

Pour tous les régimes libéraux, depuis un siècle au moins, la proportion des Juifs dans la vie politique de l'Occident a dépassé de façon démesurée leur importance numérique. Si les Juifs, maintenant qu'ils ont créé l'État d'Israël, ne s'inquiètent pas des réactions extérieures à Israël, ils s'exposent au pire. Ils s'exposent au malheur dans maint pays d'Occident. Voilà longtemps que nous voyons et que nous écrivons cela sans être seul à le voir et à le dire. *Et il se trouve que c'est le Proche-Orient, où la tolérance religieuse s'épanouit le mieux, qui subit les conséquences dramatiques des ostracismes de l'Occident.*

ON NE PEUT PAS ACCEPTER QU'ISRAËL SOIT L'ÉTAT CONFSSIONNEL ET RACISTE QU'IL EST ET QUE LA POSITION DES JUIFS DANS LE RESTE DU MONDE SOIT TENUE POUR ANTIRACISTE ET NON CONFSSIONNELLE. *Il y a là un paradoxe inouï qui répugne à l'esprit et qui finit par choquer les plus simples.*

Ce sera pour les Libanais un sujet de méfiance que les pays soviétiques persécutent maintenant les Juifs

pour s'attirer la sympathie des Arabes après que ces mêmes pays aient soutenu systématiquement Israël. On ne saurait aller plus loin dans l'opportunisme.

Mais l'Occident aurait tort de tirer de l'attitude des Soviets à l'égard des Juifs une raison pour renforcer la position et les prétentions d'Israël.

Tout ce que l'U.R.S.S. peut faire d'injuste et de cruel ne changera rien A LA NÉCESSITÉ D'INTERNATIONALISER JÉRUSALEM ET DE DONNER AUX ARABES, MENACÉS DANS LEURS FOYERS, DES GARANTIES DÉCISIVES.

Aucune confusion ne doit se produire.

Qu'à Tel-Aviv la légation de l'U.R.S.S. ait été attaquée et que trois personnes aient été blessées y compris l'épouse du représentant diplomatique de l'U.R.S.S., cela est profondément regrettable. Il ne faut à aucun prix que la situation empire et que la colère israélienne aille à d'autres excès. Les suites de tels incidents peuvent être incalculables.

Quelle que soit notre désapprobation du Sionisme et de la politique d'Israël, il nous paraît raisonnable de signaler les dangers auxquels, sous prétexte de représailles, l'émotivité et les goûts terroristes pourraient conduire.

Il faut que le Sionisme s'assagisse et que les Juifs se fassent une raison s'ils veulent que le judaïsme mondial connaisse la paix à laquelle il a droit.

.12 février 1953

*LA DISCORDE ENTRE LE CAMP
DE KARL MARX ET SA RACE*

L'U.R.S.S. a rompu ses relations diplomatiques avec Israël. *Ce n'est pas une petite nouvelle.* Mais il faut l'interpréter comme il se doit.

La rupture, après l'attentat de Tel-Aviv, est venue avec une rapidité extrême. L'U.R.S.S. n'en attendait, on dirait, que l'occasion; *mais cela montre un peu plus que sa nouvelle politique anti-juive est délibérée.*

La forme spectaculaire qu'on donne à cette politique atteste qu'on veut influencer l'univers; et singulièrement les pays arabes qui entourent Israël et qui sont plus sensibles à tout soutien, positif ou négatif, contre Israël, d'où qu'il vienne.

L'U.R.S.S., depuis quelque temps, marque une méfiance systématique à l'égard des Juifs. Si c'est l'effet du hasard que des Juifs en si grand nombre soient mêlés à des complots réels ou prétendus dans les pays satellites de l'U.R.S.S., *cela révèle de toute façon l'étendue de la présence juive dans la politique de ces pays comme dans la politique contraire de l'Occident.*

C'est une chose à retenir que les sévérités des disciples de Karl Marx s'adressent maintenant à ceux de sa race. Cela montre aussi quel bouillonnement congénital, quelles contradictions de structure il y a dans l'attitude juive dans son ensemble en face des philosophies et des politiques contemporaines. Sans doute y a-t-il plus de communistes dans l'Etat d'Israël que dans aucun des pays arabes.

Et l'on a vu avant-hier des contre-manifestations juives communistes à Tel-Aviv d'où la violence ne fut pas exclue. Il y eut dix-neuf blessés, disent les dépêches.

La réaction des Arabes devant la rupture des relations diplomatiques des Soviets avec Israël se traduira-t-elle par un retour de popularité en faveur de l'U.R.S.S.? Si cela se produisait, ce ne serait qu'apparence. *Sans doute les Arabes établiront-ils un parallèle entre les Russes et les Américains. Sans doute compareront-ils les deux politiques à l'égard d'Israël. Et sans doute feront-ils le bilan de leurs déceptions et de leurs malheurs.*

Mais ils ne croiront pas que c'est pour l'amour d'eux que ce qui arrive arrive. Ils n'y verront qu'une manœuvre habile qui montre l'importance croissante, l'importance extrême du Proche-Orient et de l'Asie méridionale.

L'attitude des Russes est peut-être le signe avant-coureur d'une entreprise de violence prochaine dans le genre de la guerre de Corée, sur un point ou l'autre du Moyen-Orient plutôt que du Proche-Orient. Ce que la politique russe anti-juive prépare, c'est peut-être un dérivatif en un lieu où l'action de l'Islam ne soit pas vaine.

Les Etats-Unis, en haine de l'U.R.S.S. et sous couleur de compensation, redoubleront-ils de bienveillance en faveur d'Israël? Nous avons peine à le croire. Ce qui est clair, c'est qu'il y a des Juifs militants dans les deux camps. C'est ce que montrent notamment les affaires d'espionnage en faveur de l'U.R.S.S. qui se sont développées en Occident, surtout dans le domaine de l'énergie atomique.

Très objectivement et quoi qu'on pense (comme nous le disions hier) de l'État d'Israël, *il faut, si cet Etat aspire à un avenir qui ne soit pas apocalyptique, qu'il se restreigne, qu'il se modère et qu'il ne provoque plus personne.* Il faut qu'il n'exige pas de l'Administration républicaine des États-Unis qu'elle se compromette pour lui en éveillant plus de colères dans le monde arabe. *Il faut qu'Israël enfin cesse de nourrir le rêve d'annexer tout Jérusalem et de s'agrandir sans cesse.*

La dernière chance politique d'Israël est qu'il accepte l'internationalisation effective des Lieux-Saints et qu'il se prête à une négociation ayant pour objet de donner aux Arabes des garanties territoriales, internationales, contractuelles, décisives. (Aucun de ces adjectifs n'est de trop, surtout le dernier.)

Si Israël s'obstine dans la voie tortueuse où il est, il se rendra insupportable aux Etats-Unis comme à tout l'Occident.

Les Etats-Unis eux-mêmes vont commencer à trouver l'amitié d'Israël aussi illusoire qu'encombrante.

13 février 1953

*PETIT EXPOSE A L'INTENTION
DE M. JOHN FOSTER DULLES*

UNE politique américaine nouvelle se dessine à l'égard du Proche-Orient (ou du « Moyen-Orient » seulement, le Proche-Orient et le Moyen-Orient étant toujours abusivement confondus). Et M. Foster Dulles visitera lui-même le « Moyen-Orient » (c'est-à-dire pour commencer le Proche-Orient).

L'État d'Israël cesserait d'être le pilier de la politique des États-Unis en Méditerranée orientale. Il ne bénéficierait plus de la cote d'amour

que les Américains lui accordent depuis sa naissance. La politique de Washington ne serait plus le défi permanent aux nations arabes qu'elle est depuis si longtemps.

Cet ensemble d'informations impressionne favorablement et nous l'accueillons avec allégresse. Que la première puissance de l'univers mette enfin plus d'équité dans sa politique proche-orientale, cela nous importe au plus haut point. Le drame d'Israël n'a pu se développer et s'aggraver que par la bienveillance américaine. Les encouragements et les armes sont venus de là. Et les dollars ont plu sur la métropole juive cependant que les États-Unis discutaient parcimonieusement aux Arabes le moindre concours matériel.

La provocation d'Israël croissait avec le soutien actif des États-Unis.

On nous assure que cela va changer. Nous l'espérons en nous efforçant à le croire. L'injustice n'avait d'égale, en effet, que la faute. Il a fallu la rupture des relations de l'U.R.S.S. avec Israël pour tirer les États-Unis de leur endurcissement. Mais on doit admettre que, sur ce point, le Gouvernement du Président Eisenhower n'est pas celui de M. Truman.

L'Amérique se réveille de l'état d'hypnose où Israël et notamment les électeurs de l'Etat de New-York l'avaient mise. Tant mieux pour les Arabes et tant mieux pour les Juifs, car nous progressions ensemble vers le malheur. On oubliait trop que la vie de l'Etat d'Israël comme elle est, n'est qu'un vaste artifice.

Israël ne peut pas être un camp retranché et une tête de pont jusqu'à la fin des temps. L'Amérique persistant dans sa partialité, une terrible explosion se préparait. Or voici qu'on nous affirme que le point de vue de l'Amérique change et qu'en termes discrets, M. Foster Dulles va venir nous le dire. Souhaitons que le vocabulaire de M. Foster Dulles ne soit pas trop discret. L'heure est venue de s'exprimer en termes clairs et à haute voix. Si l'équivoque persistait, le doute et la méfiance seraient pires qu'avant.

Mais il faut qu'on s'entende. LE PROBLÈME D'ISRAËL EST UN PROBLÈME POLITIQUE. Avant d'être un enchaînement de questions matérielles, c'est de la politique qu'il relève. S'il est pressant de remédier enfin dans l'esprit d'humanité le plus large à la déplorable situation des réfugiés, il faut se souvenir que seuls DE GRANDS ACTES POLITIQUES PEUVENT DÉNOUER LA CRISE. Deux vérités émergent de la controverse comme deux phrases et couvrent le débat tout entier.

La garantie internationale contractuelle des frontières d'Israël avec tous ses voisins s'impose. Et l'internationalisation de Jérusalem est une nécessité absolue. Seule la présence internationale effective à Jérusalem peut marquer la volonté internationale d'empêcher tout nouvel empiètement d'Israël, toute extension de son territoire.

C'est dans l'obsession des ambitions territoriales d'Israël que les Arabes vivent ; et dans la certitude qu'Israël veut s'emparer de ce qui reste de la Ville sainte.

Nous l'écrivons depuis des années : il n'y a pas de sionisme sans Sion. C'est justement là que la Chrétienté et l'Islam s'insurgent. AUCUNE ASSURANCE, AUCUNE TOLÉRANCE, AUCUN COMPROMIS NE PEUT SUFFIRE. IL FAUT INTERNATIONALISER JÉRUSALEM. A aucun prix Jérusalem ne peut devenir la capitale d'Israël. Jusqu'au jugement dernier, cela sera une évidence, si l'on ne veut pas que l'aventure d'Israël finisse dans la haine irréductible et dans le sang.

M. Foster Dulles est beaucoup trop près des valeurs spirituelles fondamentales pour ignorer cela. Dans son milieu comme dans sa pensée, le sentiment religieux domine. LA GRANDE NOUVELLE SERAIT DE L'ENTENDRE PROCLAMER QUE JÉRUSALEM SERA EFFECTIVEMENT (et non point nominalement) INTERNATIONALISÉE ET QUE LES PRINCIPAUX SIGNATAIRES DU PACTE ATLANTIQUE, LES MÉDITERRANÉENS COMPRIS, GARANTIRONT

LES FRONTIÈRES ARABO-ISRAÉLIENNES. *Avec cela on ferait l'impossible pour donner aux réfugiés leurs droits.*

Si ces trois choses devenaient l'expression solennelle de la volonté américaine, les Arabes se mettraient à songer à faire la paix avec Israël. En dehors de cela, comme au seuil de l'enfer, il faut quitter toute espérance.

5 mars 1953

INTRODUCTION

A LA VISITE DE M. FOSTER DULLES

ON attachera à la visite prochaine du Secrétaire d'État des États-Unis, en Proche-Orient, l'importance très grande qu'elle mérite.

On espère d'abord que M. John Foster Dulles ne confondra pas, au moins dans sa pensée, le Proche-Orient avec le Moyen. La maladie du régionalisme ne le portera pas à faire cette offense à la logique et à l'histoire. *Et sans doute distinguera-t-il entre la vie spirituelle de la Méditerranée et celle de l'océan Indien.*

M. John Foster Dulles approfondira des problèmes qui intéressent l'univers:

Les relations de l'Occident, et singulièrement des Etats-Unis, avec le monde arabe ;

La défense méditerranéenne commune considérée comme une défense indivisible du Proche-Orient d'Asie, de l'Afrique et de l'Europe ;

Les relations du monde arabe avec Israël.

Ce que M. Foster Dulles verra rendre peut-être évident à ses yeux *ce que son pays a paru ignorer jusqu'ici* : LA PRÉÉMINENCE DU POLITIQUE SUR L'ÉCONOMIQUE, SUR TOUS LES POINTS FONDAMENTAUX.

Si l'Égypte, par exemple, cherchait des avantages économiques d'abord, elle ne s'aventurerait pas à vouloir assumer dans une solitude relative la charge écrasante de la garde de la zone de Suez. *De même, les pays arabes, dans leur attitude en face d'Israël, considèrent leur honneur et leur sécurité avant de considérer leur prospérité.*

La visite de M. Foster Dulles illustre le rôle central du Proche-Orient et du Moyen dans le monde d'aujourd'hui. Elle montre, avec la sollicitude renaissante des États-Unis, que le Gouvernement de Washington entend faire dans nos régions une politique non point matérialiste, sectaire et passionnée, mais de caractère mondial, *une politique*

humaine, montant au niveau du cœur et du cerveau et ne s'arrêtant pas à celui du ventre seulement.

Ce que, de leur côté, les Arabes n'ont pas suffisamment compris jusqu'ici c'est (comparée à la faiblesse de leurs moyens) L'IMPORTANCE EXTRAORDINAIRE ET LA VULNÉRABILITÉ AUSSI DES TERRITOIRES QUI SONT LEUR DOMAINE. Cette situation géographique, pour exaltante qu'elle soit, est dangereuse dans la même mesure ET SUPPOSE DES RELATIONS INÉVITABLES AVEC LES PUISSANCES LES PLUS GRANDES.

C'est pour voir plus clair dans tout cela, c'est pour éclairer tout cela que M. Foster Dulles va passer trois jours au Caire et trois semaines en Proche et Moyen-Orient.

Une chose est exclue désormais : C'EST LA NEUTRALITÉ DU MONDE ARABE. ON NE NEUTRALISE PAS LA PRINCIPALE ROUTE MARITIME ET AÉRIENNE DE LA PLANÈTE. ON NE NEUTRALISE PAS LE CENTRE DE GRAVITÉ DE L'ANCIEN MONDE. La force et la majesté d'Alexandre le Grand et de son empire, si cet empire existait encore, n'y suffiraient pas.

Les relations arabo-américaines s'amélioreront, nous l'espérons bien, et celles aussi de l'Europe avec les Arabes. En face d'impérialismes nouveaux, les impérialismes du passé, en disparaissant, deviennent (comme pour le

Commonwealth britannique) *les alliances naturelles et la sauvegarde de l'avenir. Telle est l'évolution du monde.* Il n'y a plus sur la terre de solitude politique qui ne soit une folie.

Le point crucial de la visite de M. Dulles n'est pas, à nos yeux, la défense commune (qui, *par nécessité*, se fera d'une façon ou d'une autre); *c'est la position des Arabes à l'égard d'Israël.*

Les Américains, jusqu'à l'avènement de l'administration républicaine, ont fait violence aux Arabes en faveur d'Israël. Ils ont fait violence à la Chrétienté et à l'Islam ensemble. Ils ont accepté et encouragé virtuellement l'impossible conquête de Jérusalem. Ils ont considéré le monde arabe d'Asie comme l'espace vital d'Israël en croissance. C'EST CE DÉSORDRE INTELLECTUEL ET POLITIQUE QUI DOIT CESSER.

M. Foster Dulles se convaincra, nous l'espérons aussi, QU'IL N'Y A PAS DE SOLUTION POUR LE DRAME D'ISRAËL EN DEHORS DE L'INTERNATIONALISATION EFFECTIVE DE JÉRUSALEM ET D'UNE GARANTIE INTERNATIONALE CONTRACTUELLE DES FRONTIÈRES ARABO-ISRAËLIENNES.

Les paroles que le président Eisenhower et notre Ambassadeur à Washington ont échangées à l'occasion de la présentation des nouvelles lettres

de créance de M. Charles Malik sont réconfortantes. Elles impliquent, à vrai dire, les solutions que nous préconisons depuis si longtemps. *Notre vœu est que leur écho soit profond et que la vérité sorte enfin du puits où, jetée, comme les fils de Jacob firent de de leur frère, elle languit et se désespère.*

De la visite de M. J. Foster Dulles dépendent dans une large mesure pour les Etats-Unis et pour tout le Proche-Orient l'ordre et la paix.

6 mai 1953

LA SEULE ISSUE

POUR la première fois, à notre connaissance, un grand organe de la presse britannique recommande de façon précise d'internationaliser Jérusalem.

Énumérant (au terme d'un article intitulé: *Mr. Dulles and the Arabs* dans le numéro du 9 mai), les conditions d'une solution du conflit palestinien, l'*Economist* suggère, avec d'autres moyens politiques et économiques, « une insistance digne » (a dignified insistence) pour que la décision des Nations Unies faisant de Jérusalem un « *corpus separatum* » soit appliquée.

Quant à la nécessité de garantir internationalement les frontières arabo-israéliennes, l'*Economist* la voit sous la forme d'un renforcement de l'actuelle garantie unilatérale anglo-franco-américaine, en imposant une frontière permanente et économiquement moins fantasque (« *by dictating a permanent and economically less fantastic line* »).

Le procédé, dit l'*Economist*, pourrait impliquer le recours à la force (the backing of force).

Préalablement, l'*Economist* avait reconnu la faiblesse économique désespérée d'Israël et de la Jordanie, qui vivent l'un et l'autre grâce aux subsides de l'Ouest (« the hopeless economic weakness of Israel and Jordan, both of which live only thanks to subsidies from the West »).

En conclusion, l'*Economist* fait cette remarque incisive qui rejoint directement celles que nous faisons avant-hier, ici-même (sous le titre : « M. Foster Dulles en Proche-Orient ») : « Si c'est la sécurité dans le Moyen-Orient qui importe d'abord à M. Dulles, il constatera alors que le danger de guerre réside pour les Arabes non dans la Russie mais dans Israël » (then he will find that the danger of war lies for the Arabs not in Russia but in Israel). Notre texte à nous était le suivant : « LE CONFLIT ARABO-ISRAËLIEN EST AUSSI DANGEREUX POUR LES ARABES QU'UN CONFLIT

MONDIAL, chose qu'on ne comprend pas encore à Washington. »

C'est une consolation pour nous après tant de démonstrations et d'efforts de trouver un écho aussi décisif que celui que l'*Economist* nous apporte; c'est une consolation et c'est un réconfort; voilà enfin la vérité qui triomphe, l'évidence qui éclate. Et ce n'est pas une petite chose, pour nous, que la conclusion de l'*Economist* soit, en fait, la nôtre.

Nous retiendrons, en particulier, les deux lignes suivantes du grand journal anglais qui sont pour notre thèse une sorte de couronnement : « *Le cercle ne peut être brisé que par l'abandon de l'illusion que la résistance politique peut être surmontée par des moyens économiques sans le concours d'un plan politique bien arrêté* » (The circle can be broken only by giving up the illusion that political resistance can be overcome by economic means unsupported by a determined political purpose).

Le plan politique, c'est la garantie internationale contractuelle de frontières raisonnablement rectifiées et c'est l'internationalisation de Jérusalem. C'est ce plan et ce ne peut être aucun autre.

On nous permettra de renouveler deux appels pressants : le premier, très respectueux, au Saint-Siège, pour

que la volonté tutélaire du Saint-Père de voir Jérusalem internationalisée s'exprime de nouveau de telle façon que la terre entière s'en souviennne ; le second, aux pays arabes, comme aux pays d'Occident, pour qu'ils prennent conscience un peu plus de l'étendue de leurs devoirs et de la sainteté de leur cause.

Pendant que M. Moshé Sharett, ministre des Affaires étrangères d'Israël, va d'un pays de l'Amérique latine à l'autre, d'une capitale de l'Amérique latine à l'autre (il vient de visiter Rio-de-Janeiro et Buenos-Aires, Santiago du Chili et Montevideo), soutenant la politique d'Israël, les gouvernements arabes perdus dans leurs rêves et noyés dans les querelles intestines paraissent tout ignorer de la marche du monde.

Il y a deux grands problèmes pour le monde arabe et qui dominent tous les autres : ISRAËL ET LA DÉFENSE COLLECTIVE. L'essentiel est là.

14 mai 1953

DE SUEZ A JERUSALEM

LES négociations anglo-égyptiennes sont dans les choux. Pour l'instant du moins, car elles reprendront tôt ou tard. *Mais le temps qu'on y perd et la mauvaise humeur qu'on y gagne comptent parmi ce*

qu'il y a de plus négatif et de plus pernicieux pour les Arabes.

Il faut qu'on s'entende : le problème central du monde arabe est-il celui du Canal ou celui d'Israël ? En s'enlisant dans le Canal, à coup sûr on s'égaré ; et si fraternels que soient nos sentiments pour l'Égypte, nous devons le lui dire.

L'affaire d'Israël a un caractère autrement permanent et crucial. Elle menace le monde arabe autrement qu'une présence sur le Canal qui, pour irritante qu'elle paraisse, n'en est pas moins, dans l'absolu, pour l'Égypte elle-même, une garantie en face des plus graves dangers.

Il n'y a pas d'illusions à se faire ; si, au point de jonction de l'Afrique et de l'Asie, la présence britannique qui résulte d'un traité dont on discute la légitimité était transformée en une présence arabo-occidentale en vertu d'un autre traité, l'Égypte, qui n'a pas toujours vécu durant les grandes guerres sur un lit de roses, connaîtrait mieux le sommeil. *Or la défense de l'Égypte suppose la défense préalable du monde arabe d'Asie et subseqüemment la nôtre.*

Le danger vient de l'Est et du Nord à présent. Durant la dernière guerre, au temps d'El-Alamein, c'est de l'ouest qu'il venait ; mais, vingt-cinq ans

plus tôt, c'est de l'est que les Germano-Turcs menaçaient la route universelle. Que la menace vienne de l'est ou qu'elle vienne de l'ouest, le Canal restera une cible. Depuis l'avènement du communisme, c'est à l'est, évidemment, qu'il faut d'abord se défendre.

Ne voit-on pas au Caire que le temps court, qu'Israël s'enracine et que ses chances croissent? Ne voit-on pas que des lenteurs de la discussion de l'Égypte avec l'Occident qui la sollicite, c'est l'esprit de révolution qui bénéficie?

Quel mal, au bout du compte, y aurait-il à rechercher une solution au conflit anglo-égyptien dans la presqu'île du Sinaï, comme les Américains sont en Europe? Ne dirait-on pas que cette presqu'île est faite pour cet usage? De là, une défense pourrait se développer qui serait celle de l'Afrique et du Proche-Orient ensemble.

Notre devoir est de rappeler qu'étant donné l'état du monde, la question de Suez peut à la rigueur attendre; TANDIS QUE CE QUI NE DOIT PLUS ATTENDRE C'EST LA GARANTIE CONTRACTUELLE ARABO-OCCIDENTALE CONTRE L'EXPANSION D'ISRAËL, ET C'EST L'INTERNATIONALISATION DE JÉRUSALEM.

Si l'Égypte le voulait, si elle y consentait, elle pourrait se rendre et rendre à tous les pays de la Ligue

arabe, du côté d'Israël, un immense service, quitte à aménager la défense ensuite dans le voisinage de Suez.

28 mai 1953

POUR UNE POLITIQUE MOINS CHÉTIVE

F AUT-IL répéter que les pays de la Ligue arabe ne donnent pas à la Palestine le quart de la place qu'il faudrait dans leur politique et dans leurs soucis ?

S'ils le faisaient, d'autres problèmes devenus pour eux une sorte d'obsession passeraient au second plan.

La situation actuelle suppose chez les Arabes, en face d'Israël, un état d'alerte et un armement indéfinis. C'est exactement l'équivalent de la position de l'Occident à l'égard du communisme.

On peut en effet poser l'équation, en considérant, malgré le danger de guerre mondiale, que pour les Arabes le péril du côté d'Israël n'est pas moindre que la peur de l'Occident des entreprises de Moscou. C'est justement ce que les Américains ne voient pas.

Parallèlement, la situation suppose un accroissement incessant des forces d'Israël, dans un

déséquilibre inévitable: *forces militaires, forces économiques, forces d'agression, forces de désordre, entretenant perpétuellement une crainte d'explosion.*

Si Israël limitait définitivement ses ambitions à ce qu'il possède, il n'aurait plus de raison d'être: il y aurait toujours dans le monde dix fois plus de Juifs qu'il n'y en a en Israël.

Envisagé seulement sur le plan humain l'Etat d'Israël, comme il est, ne résout rien du problème juif; il ne résout rien de ce problème mondial, si à une cadence rapide ou lente il ne s'agrandit pas.

Les inventeurs du « foyer national juif » n'ont pas vu, derrière ce doux foyer, se développer l'ombre d'un empire. Ils n'ont pas vu la volonté des Sionistes de se donner une métropole à l'échelle de la planète.

L'État d'Israël s'il n'entend pas accroître sa population au point de faire craquer ses frontières n'a pas besoin d'un territoire plus vaste que le sien. On oublie à Tel-Aviv les quarante hectares dont se contente l'Etat du Vatican. Quatre cent millions de Catholiques, d'une part, seize millions de Juifs de l'autre: voilà l'évidence.

Mais l'Etat juif est ouvert aux Juifs de l'univers, comme sa constitution le prévoit et comme l'ont annoncé cent fois ceux qui le gouvernent. C'est pourquoi les pays

de la Ligue arabe ne peuvent plus connaître le repos. Ils sont voués à l'insomnie et les incidents de frontière doivent se multiplier jusqu'à ce que la machine saute.

De même que les pays à majorité catholique, orthodoxe, protestante ou musulmane sont nombreux sur la terre pour chacune de ces confessions, *on doit imaginer plus d'un lieu où les Juifs puissent croître et multiplier sans empoisonner de leur menace les Arabes innocents.*

Voilà ce que la politique américaine feint d'ignorer alors qu'il y a quatre millions de Juifs dans le seul Etat de New-York. Sugererons-nous candidement au président Eisenhower d'ériger l'État de New-York en État juif comme son prédécesseur a fait de la Palestine?

Le problème juif est un des plus complexes, des plus épineux du monde. Il relève même, pensons-nous, de l'ordre providentiel. Ce n'est pas une raison pour que l'Occident en laisse tout le fardeau sur les épaules des Arabes moyennant une vague facture à établir en dollars. Le problème juif, comme on s'évertue à vouloir le résoudre en Palestine, des Juifs parmi les plus lucides et les moins passionnés commencent eux-mêmes à en avoir peur.

Pendant ce temps, les pays de la Ligue arabe se livrent à des palabres dont des considérations

économiques illusoire font les frais. Ils passionnent leur opinion publique pour des querelles intestines. Ils la passionnent pour des questions d'amour-propre auxquelles la fière Europe elle-même ne s'attache plus.

Le premier problème de politique extérieure et de politique intérieure des pays arabes, c'est Israël. Le problème de la défense commune, quoique du même rang, vient ensuite : IL EST DU MÊME RANG PARCE QU'IL EST UNE DES CONDITIONS DE LA SOLUTION DU PREMIER. IL PARE, A VRAI DIRE, AUX DEUX DANGERS A LA FOIS.

Ce n'est plus le temps des enfantillages. OBTENONS LA GARANTIE CONTRACTUELLE INTERNATIONALE DE NOS FRONTIÈRES ET L'INTERNATIONALISATION DE JÉRUSALEM.

EN MÊME TEMPS, ORGANISONS LA DÉFENSE COLLECTIVE AVEC CELLE DES PUISSANCES QUI DÉFENDENT LES LIBERTÉS DE L'ÂME ET LA LIBERTÉ DES MERS.

Quand nous aurons fait cette grande politique, nous nous occuperons d'économie d'un cœur plus léger.

30 mai 1953

LA DIPLOMATIE D'ISRAËL

VOILA les relations diplomatiques russo-israéliennes rétablies. Du jeu soviétique ou de l'israélien, on se demande lequel est le plus obscur et le plus subtil.

Israël qui a donné ses fondateurs au marxisme et tant de chefs au communisme a des pensées et des attitudes contradictoires. Israël est à gauche et à droite en même temps. Il sait aller jusqu'à l'extrême gauche et jusqu'à l'extrême droite simultanément.

La vérité est que la politique naturelle d'Israël va au-delà du communisme comme au-delà de la démocratie. C'est une politique sui generis, propre au peuple élu; une politique au fond monarchique et royale au souvenir du roi David, et théocratique et de droit divin au souvenir des Juges, une politique enfin qui sait devenir anarchique quand il s'agit d'ébranler le monde. Suivant les circonstances, suivant les convenances de l'heure, Israël se rapproche de l'U.R.S.S. ou s'en éloigne, sollicite ou brave l'Occident.

Ce peuple extraordinaire qui, d'une part, prétend servir la liberté jusqu'aux pires excès

révolutionnaires, est le même qui prétendait empêcher, il y a trois mois, un violoniste illustre de jouer de la musique de Richard Strauss, en lui brûlant les mains.

En fait, tant l'Occident que l'U.R.S.S. devraient être en état de méfiance permanente à l'égard d'Israël. *Ils servent ses desseins sans pouvoir trouver en lui un allié fidèle.* C'est ainsi qu'en Israël le parti religieux, le parti communiste et celui du terrorisme de droite vivent côte à côte et s'entraident tacitement.

Les relations diplomatiques de l'U.R.S.S. et d'Israël se renouent au moment où le ministère des Affaires étrangères d'Israël se transporte à Jérusalem. Cela est digne d'attention. Nous n'attachons pour notre part qu'une valeur platonique à l'interprétation juridique de ce transfert par certaines puissances. Il s'agit de savoir si les Ministres des États-Unis, de France et du Royaume-Uni vont s'établir officiellement à Jérusalem. Et nous craignons beaucoup qu'une fois de plus, malgré des réserves sans lendemain, le fait accompli triomphe.

Par son activité diplomatique comme par tant d'initiatives hardies, Israël montre sa puissance. Pendant

ce temps, prisonniers de leur habituelle faiblesse, les Arabes délibèrent.

Si la Jordanie voulait être conséquente avec elle-même, elle aussi transporterait son ministère des Affaires étrangères et tout son Gouvernement à Jérusalem. Alors (et alors seulement) les Nations Unies sortiraient de leur sommeil.

22 juillet 1953

SAUVER JERUSALEM

POUR une fois, la réaction des pays de la Ligue arabe, devant le transfert du ministère israélien des Affaires étrangères à Jérusalem, nous satisfait.

Il y a là un réveil dont nous revendiquerons, sans fausse modestie, une part. Ce long combat, cette résistance dont nous nous sommes fait une obligation et une règle, triomphe du sommeil de la Ligue et de ses procédures stériles.

Dès l'an dernier, nous demandions au Gouvernement de Jordanie de transporter son propre ministère des Affaires étrangères à Jérusalem au cas où Israël en arriverait à une telle provocation. Cette année, la provocation étant survenue comme

il fallait s'y attendre, nous invitons le Gouvernement d'Amman à se transporter tout entier à Jérusalem. C'était pensions-nous la seule façon de tenir Israël en échec et de ramener les Nations Unies au sentiment de leur devoir le plus sacré.

Or, voici que le Conseil de la Ligue arabe prend la décision de tenir sa prochaine session à Jérusalem. Voici que le Conseil des ministres de Jordanie n'ignore plus qu'il peut siéger, comme celui d'Israël, dans la Ville sainte ; et voici que les représentants diplomatiques des pays de la Ligue ont fait une démarche collective vigé-mentement auprès du Gouvernement de Washington. Tout cela s'imposait. D'une abstention à l'autre, d'un faux pas à l'autre, les Arabes se perdaient en cris et en palabres vains.

Il faut passer de la protestation verbale à l'acte défensif et répondre au fait par le fait. Quand la Ligue arabe et la Jordanie auront fait, de façon suffisante, acte de présence à Jérusalem, alors deviendra plus évidente la nécessité d'internationaliser la Ville sainte et de faire respecter la décision solennelle des Nations Unies.

Plus que jamais à présent, une paix possible avec Israël se fait lointaine et illusoire ; et moins que jamais on se laissera prendre au piège indécemment d'offres dérisoires de compensation en dollars et en livres israéliennes avariées. L'histoire des

trente deniers ne se répétera pas. Cela, les malheureux réfugiés palestiniens, si tragique que soit leur condition, le repoussent les premiers.

Tandis qu'Israël cherche à forcer la main à toutes les puissances, pour les pays de la Ligue arabe le temps d'agir est venu. Jérusalem métropole spirituelle de la moitié de l'humanité ne deviendra pas la capitale politique d'Israël et le point de départ de nouvelles ambitions territoriales et d'une intrigue sans fin.

Il n'y a pas deux issues, mais une seule : L'INTERNATIONALISATION EFFECTIVE DE JÉRUSALEM ET LA GARANTIE CONTRACTUELLE DES FRONTIÈRES.

En dehors de cela, il faut quitter toute espérance.

6 août 1953

UNE POLITIQUE D'AVEUGLES

QUELS avertissements solennels, quels arguments, quels cris ouvriront-ils enfin les yeux aux Nations Unies et aux maîtres du monde ? Israël entretient autour de lui un danger de mort.

Israël s'arme indéfiniment et les Arabes s'arment. Israël en ce moment a la puissance qu'il faut pour menacer et pour attaquer. Ses provocations, ses

agressions ne se comptent plus. *Son gouvernement se rend compte de ce qu'il peut tirer de la patience des Etats-Unis et de la carence des Nations Unies. Il en abuse.*

Dans toutes les directions, l'entreprise tentaculaire se développe. *C'est manquer de bonne foi, c'est mentir que de nier qu'Israël a dans ses plans, proches ou lointains, des agrandissements territoriaux. Qu'il s'agisse de Jérusalem, du cours du Jourdain, du port près d'Akaba, de la frontière d'Egypte ou des autres frontières, le péril est partout.*

Les Nations Unies se comportent comme si Israël était un Etat satisfait, un Etat sans ambitions, alors que ses convoitises sautent aux yeux. Au lieu de mettre un frein à ces convoitises, au lieu de sauver dès aujourd'hui une paix chaque jour plus précaire, les Nations Unies se bornent à des gestes « conservatoires » qui ne conservent plus rien. Et l'armistice arabo-israélien, après des années, rapproche davantage le Proche-Orient de la guerre que de la paix.

Nous avons rappelé maintes fois qu'Israël préférerait toujours une guerre à sa propre faillite, UNE GUERRE MONDIALE AU BESOIN. Cela est aujourd'hui encore plus vrai qu'hier.

La procédure soporifique des Nations Unies, de quel aveuglement tragique procède-t-elle ?

Un armistice n'a de sens que s'il accroît les chances de la paix. Mais c'est le contraire qu'on voit. Les problèmes d'Israël sont chaque jour plus difficiles et, chaque jour, la solution pacifique paraît plus vaine.

Les seuls remèdes valables, les moyens décisifs, les Nations Unies ne veulent pas y recourir. Elles attendent, on dirait, qu'en faveur d'Israël se produise quelque miracle. Pendant ce temps, la situation s'aggrave et l'avenir devient plus sombre ; pendant ce temps, l'esprit de conquête ou de revanche, la colère et la haine montent comme une marée.

Après tant d'explications, de démonstrations, d'adjurations, y a-t-il un esprit pondéré pour imaginer une autre issue que LA GARANTIE INTERNATIONALE CONTRACTUELLE DES FRONTIÈRES ARABO-ISRAÉLIENNES ET L'INTERNATIONALISATION EFFECTIVE ET SUFFISANTE DE JÉRUSALEM. C'est pécher contre l'esprit que d'ajourner cela. C'EST PORTER LA RESPONSABILITÉ DU MALHEUR FUTUR AU-DELA DU MALHEUR PRÉSENT.

Les Etats-Unis qu'attendent-ils ? Les Nations Unies qu'attendent-elles ? Qu'espèrent les Etats-Unis de leur temporisation coupable ? Qu'espèrent les Nations Unies de leur fuite devant la raison ? Lequel, de tant d'hommes d'Etat, aura-t-il la conscience nette devant la catastrophe qui se prépare ?

Dira-t-on de tout cela qu'une voix a crié inutilement dans le désert ?

1er octobre 1953

D'UNE AGRESSION A L'AUTRE

L'AGRESSION israélienne contre un petit village jordanien de la Palestine arabe est particulièrement odieuse.

Il y a quarante et un tués, comprenant des enfants et des femmes, et il y a des blessés, des maisons détruites et d'autres dégâts.

La Commission mixte d'armistice a reconnu formellement, disent les dépêches, la responsabilité du bataillon israélien qui a accompli cet exploit. En Jordanie, Glubb pacha lui-même a présidé le conseil militaire qui a délibéré sur l'agression. Et les nations intéressées, arabes et occidentales, ont été informées.

Les passions d'Israël s'accroissent chaque jour. Leurs manifestations deviennent plus violentes et mortelles. Et le défi d'Israël aux Nations Unies se fait plus insolent encore.

Où irons-nous à cette allure et comment se développera le drame ? Pour armé que soit

Israël, peut-être présume-t-il de ses forces. Il n'y a pas en effet que les armes dont il se sert. *Le pire c'est l'aggravation des colères et des haines.* Avec ou sans Commission d'armistice, on en a comme cela pour un siècle, dans la trêve ou dans la guerre.

La culpabilité d'Israël ne voilera pas à nos yeux d'autres culpabilités qui permettent à Israël de se rendre si coupable.

La défaillance des Nations Unies a tacitement encouragé les pires excès. Et les Etats-Unis, qui seuls peuvent tout empêcher et qui laissent faire, devraient enfin venir à résipiscence. Le bilan des misères et des cruautés devant lesquelles ils restent impassibles devrait les remuer à la fin.

L'illusion des États-Unis de tout régler en Palestine avec des dollars n'a-t-elle pas disparu? Sont-ce encore des questions économiques qui se posent au Gouvernement de Washington? *Et l'ignorance volontaire d'un des problèmes politiques les plus graves de ce temps, jusqu'à quand persistera-t-elle?*

Quels malheurs, quels désastres nouveaux faudra-t-il pour que le Président des Etats-Unis mette le drapeau étoilé dans la balance?

Que ceux-là qui ont une solution différente de celle que nous indiquons depuis si longtemps

la proposent, pourvu seulement que ce ne soit pas la chimère.

Les choses ne rentreront dans l'ordre en Palestine qu'avec la garantie contractuelle internationale des frontières et l'internationalisation effective et suffisante de Jérusalem.

Si davantage on laisse courir le temps, tout pourra devenir sans issue.

17 octobre 1953

L'AVERTISSEMENT AMERICAIN ET LA MISSION DE M. ERIC JOHNSTON

LES États-Unis s'émeuvent enfin. Ne sera-ce qu'en passant et pour rire? *Ils menacent Israël de lui couper les subsides s'il persiste dans la violence.*

Ce que le Gouvernement de Washington fait pour arrêter la dérivation du cours du Jourdain, *que ne l'a-t-il fait depuis cinq ans pour des raisons aussi sérieuses et plus graves encore?*

Nous ne nous faisons pas d'illusions. On est en droit de demeurer sceptique quand il s'agit de sanctions éventuelles des États-Unis contre Israël. Le passé a montré cent fois jusqu'où

peuvent aller l'aveuglement américain et la bienveillance américaine pour le sionisme en marche. Mais les Américains finissent par comprendre, quand même, qu'en agissant (*ou en n'agissant pas*) comme ils font, *c'est la guerre qu'ils servent et non point la paix.*

Un représentant spécial du Président des États-Unis est sur le point d'arriver au Liban. M. Eric Johnston est chargé d'enquêter, après tant d'autres, sur les vicissitudes du Proche-Orient et du Moyen. Ce qui l'intéresse particulièrement, a-t-il dit, c'est la question des réfugiés (éternelle question! question sans réponse!) et celle du Jourdain; et c'est aux problèmes économiques, d'abord, qu'il est chargé de prêter attention.

Si M. Eric Johnston ne modifie pas son point de vue en cours de voyage, nous craignons fort pour lui que, comme ses prédécesseurs, *il ne progresse que vers un échec.*

LE PROBLÈME ARABO-ISRAËLIEN EST UN PROBLÈME POLITIQUE D'ABORD. *C'est un problème politique avant tout. S'il y eut jamais un problème politique, c'est bien celui-là. Se dire qu'un tel problème l'économie seule peut le résoudre, c'est faire une grossière erreur.*

IL FAUT METTRE UN TERME AUX AMBITIONS D'ISRAËL ET A L'INQUIÉTUDE DES ARABES, ensemble :

l'essentiel n'est-ce pas cela? Il faut rassurer les Arabes sur l'intangibilité de leurs frontières et rassurer le monde sur l'avenir de Jérusalem : n'est-ce pas cela? Ce sont là les premiers problèmes, ceux qui ne peuvent finir avec une vie humaine.

Devant de tels soucis et de telles blessures, l'économie et les dollars n'ont qu'une valeur éphémère. *Voilà ce que dit la raison.*

Certes, la force de l'habitude ne nous a pas rendu insensible au drame des réfugiés. Elle ne nous fait pas oublier leur malheur. Leur seule présence, dans la dispersion misérable où ils sont, condamne les États-Unis, les Nations Unies et l'humanité entière. Certes, nous n'oublions pas les réfugiés. En s'occupant d'eux avec diligence M. Eric Johnston se comportera en diplomate avisé; davantage, en honnête homme. Mais ce n'est pas la solution du problème des réfugiés, si poignant qu'il soit, qui fera régner la paix. Dès qu'il ne s'agit plus de faire rentrer le plus grand nombre de ces réfugiés dans leurs foyers, c'est une hypocrisie de dire qu'une solution extra-palestinienne de la difficulté peut détendre les passions. Le mal n'en sera que plus brûlant.

La question des réfugiés, on la résoudra si les questions politiques sont résolues; si les frontières arabo-

israéliennes sont contractuellement et internationalement garanties ; si l'internationalisation effective et suffisante de Jérusalem est imposée à Israël.

Tout ce que M. Eric Johnston fera en dehors de cela n'aura pour effet que d'irriter la plaie, d'accentuer le désespoir et de rendre l'avenir plus précaire et plus sombre.

Tant qu'on n'aura pas réglé le problème politique, on n'aura rien fait.

21 octobre 1953

A L'ECHELON LE PLUS ELEVE

QUESTIONNÉ innocemment à son arrivée à New-York sur les chances actuelles d'une paix arabo-israélienne, le chef de la Commission d'armistice de l'ONU a répondu naturellement qu'il n'y croyait pas. Il a ajouté qu'une telle question devrait être étudiée « à un échelon beaucoup plus élevé ».

Parler de paix arabo-israélienne en ce moment est sans doute très futile. Ce n'est pas la réponse négative du général van Binnike que nous retenons, c'est sa remarque subséquente: « que la

question devrait être étudiée à un échelon beaucoup plus élevé». Certes, plus élevé; et sans doute le plus élevé du monde. Il y a de quoi monter à ce niveau-là.

Le sens profond de la remarque du Général est que le débat est POLITIQUE (et non point seulement économique ou administratif). C'est ce que nous répétons depuis si longtemps sans nous lasser.

Et si nous répétons cela avec tant d'insistance, c'est que le temps presse et qu'on ne donnera pas la paix au Proche-Orient en irriguant le Sinaï ou en régularisant le cours du Jourdain. *Les craintes sont autres, les blessures sont autres, le drame est autre.*

En limitant le débat palestinien aux réfugiés, on fait à la raison une offense grave. Ce qui passionne les Arabes et le monde dans l'aventure d'Israël, CE N'EST PAS SEULEMENT LE SORT D'UNE GÉNÉRATION.

Quelle paix concevoir tant qu'Israël prémédite, dès qu'il se pourra, une expansion et une accélération renouvelée de l'immigration?

On peut reprocher aux Arabes leur manque de prévoyance et leur faiblesse chronique *mais on ne les prendra pas pour des imbéciles. A quoi conduira l'équipement de la Palestine si l'expansion territoriale d'Israël doit se poursuivre et s'en servir?*

Faire la paix avec Israël, les choses étant ce qu'elles sont, c'est lui faciliter de nouveaux exploits.

Combien de fois faudra-t-il le répéter, le clamer ?
ISRAËL CONSTRUIT UN EMPIRE. *L'empire existe, à vrai dire, dans sa forme dispersée. C'est à sa métropole palestinienne que l'on veut donner des dimensions impériales.*

Quand on est sûr qu'Israël ne manquera pas une occasion, ne manquera pas une violence pour revenir au territoire des Douze Tribus avant de revenir à celui des Rois, *comment faire la paix avec Israël ?*

Si on montait à l'échelon le plus élevé, celui de la Chrétienté et de l'Islam entiers, celui du monde arabe, celui du Saint-Siège, celui d'Eisenhower : si de là on voulait envisager avec sérénité l'avenir des Juifs dans le monde, on prendrait sans doute les décisions inévitables :
GARANTIR INTERNATIONALEMENT ET CONTRAC-
TUELLEMENT LES FRONTIÈRES ARABES ET INTER-
NATIONALISER JÉRUSALEM.

24 octobre 1953

UN TEMOIGNAGE

UN très remarquable article intitulé: *Sur la frontière d'Israël* (On Israel's Frontier) a paru dans l'*Economist* de Londres du 24 octobre.

Voici la conclusion de l'article où il est question naturellement de la dérivation des eaux du Jourdain et du meurtre collectif de Kybia:

« Ces faits sont suffisants pour montrer combien est constante la formule de pacification possible en Palestine. La force seule venue de l'extérieur peut établir la paix. Si désagréable que soit la chose à ceux qui doivent l'appliquer, ce fut la seule méthode possible pour avoir une vie paisible durant les années du mandat britannique; et telle elle demeure aujourd'hui.

« Le sentiment qui sépare les Arabes des Juifs est plus amer maintenant qu'il ne le fut jamais. La seule perspective susceptible de la tempérer est que les puissances occidentales fortifient leur Déclaration tripartite anglo-franco-américaine de mai 1950 (qui affirme simplement qu'un changement de frontière par la force ne serait pas toléré) et imposent si nécessaire une frontière permanente.

« Si elles ne font pas cela, des conséquences graves suivront. Les forces arabes et israéliennes augmenteront, comme elles augmentent cette semaine même, de chaque côté de la frontière de l'Armistice. Les perspectives de paix seront sans espoir (hopeless) de même que sera sans espoir la transformation d'Israël et de la Jordanie en Etats viables. Sans la paix, l'un et l'autre Etat doivent vivre de la charité de l'Occident. Les réfugiés arabes, presque un million d'hommes, figureront indéfiniment sur les listes de secours de l'Ouest, ou autrement mourront de faim. Et qu'advient-il de la prochaine génération d'Israéliens si leurs chefs encouragent en Israël la violence qu'ils se sentent obligés de condamner ailleurs ? »

L'*Economist* revient de loin et nous rendrons hommage ici à son souci de la vérité. L'article dont nous venons de donner en traduction un si large extrait, nous aurions pu en écrire la conclusion nous-même. Elle est conforme dans son esprit à ce que nous répétons depuis tant d'années sans nous lasser.

C'est un réconfort de trouver enfin dans un journal de l'importance de l'*Economist* un écho britannique de cet ordre de grandeur.

La vérité fait son chemin et elle emporte tout. On aura beau philosopher, on n'obtiendra la paix en Palestine

que par l'internationalisation de Jérusalem et par la garantie contractuelle des frontières. Et, par l'internationalisation de Jérusalem, nous entendons la présence effective des Nations Unies sous le pavillon bleu d'azur de l'ONU. C'est la seule interprétation valable de l'opinion exprimée par l'*Economist* dans les termes suivants:

« *Only force applied from outside can achieve it* » (la force seule venue de l'extérieur peut établir la paix).

Il ne reste qu'à sortir en hâte du domaine des illusions pour rentrer dans le réel. Les tentatives de solution réduites à l'économie et aux intérêts matériels ont fait leur temps. *Le problème politique doit être abordé de front. Il doit en sortir un apaisement spirituel et politique à la fois, CE QUI NE SE PEUT FAIRE QUE PAR LA PRÉSENCE INTERNATIONALE A JÉRUSALEM ET PAR LA GARANTIE INTERNATIONALE DES FRONTIÈRES ARABO-ISRAËLIENNES.*

30 octobre 1953

*PROBLEMES ISRAELIENS
OU PROBLEMES JUIFS?*

LE *Monde*, l'autre jour, consacrait son éditorial à la retraite de M. Ben Gurion. L'homme et le sujet ne sont évidemment pas négligeables. Ce qui se passe en Israël est toujours à l'avant-scène du grand journal de la rue des Italiens.

Le *Monde*, à cette occasion, a fait deux remarques qu'il faut retenir. Voici la première:

« Toute la campagne électorale (récente) de l'Etat de New-York fut dominée par le mécontentement du judaïsme américain. L'administration dut capituler rapidement et consacrer une nouvelle victoire de la solidarité juive. »

Il s'agissait de l'éphémère sanction prise à la suite des travaux de dérivation des eaux du Jourdain.

Et voici l'autre remarque:

« Mais le problème de la double allégeance demeure posé. Le baron Guy de Rothschild, qui fut l'un des plus

ardents soutiens de l'expérience sioniste, vient dans une interview retentissante de préconiser la dissolution de l'Organisation sioniste mondiale et son remplacement dans chaque pays par des sociétés d'Amis d'Israël, sans distinction d'appartenance religieuse.»

Ainsi d'une part, la « solidarité juive » continue à triompher de la puissance américaine. Et, d'autre part, le problème de la « double allégeance », c'est-à-dire de la double nationalité (au moins virtuelle) et du double passeport, au besoin, de tout juif dans le monde éveille l'inquiétude dans les deux sens. Car le baron Guy de Rothschild n'est sûrement pas seul à se demander dans quelle suspicion aggravée la « double allégeance » jette ses coreligionnaires dans l'univers. Un juif non israélien, un juif anglais, français, américain sera-t-il, quand il le faudra, contre Israël et pour son pays? Pourra-t-il l'être et dans quelle mesure? En tout cas, « l'Organisation sioniste mondiale », organisme politique, atteste l'unité POLITIQUE universelle des Israélites et non point seulement des Israéliens.

Voilà des années que nous voyons venir ces choses; voilà des années que nous les annonçons. Maintenant, les maîtres en Israël s'en préoccupent parce qu'elles préparent un destin obscur.

Nous nous bornerons à appeler sur ces matières si graves et délicates l'attention des gouvernements à travers celle du lecteur.

L'initiative du baron Guy de Rothschild va aussi loin que l'entreprise israélienne elle-même.

Et un homme averti en vaut deux.

14 novembre 1953

LA VOIX DU VATICAN

PENDANT qu'Israël, ajoutant un défi à l'autre (et comme s'il s'agissait d'un banal incident de frontières), prétend régler la sanglante agression de Quibia par le moyen dilatoire de conversations directes avec la Jordanie, le Saint-Siège fait de nouveau entendre sa voix pour demander une fois de plus l'internationalisation de Jérusalem. Un éditorial de l'*Osservatore Romano* auquel les dépêches ont fait immédiatement écho s'exprime dans ce sens, nettement.

De notre côté, deux jours de suite nous aurons consacré notre éditorial à la Palestine. Le sujet invite à cette persévérance et la justifie. Il ne se présentera pas de circonstance plus pressante que

l'affaire de Quibia pour décider les Nations Unies à mettre un terme à la tragédie israélo-arabe.

Si l'Amérique a désespéré de la paix, si elle veut se contenter d'un armistice sans fin, de cette suspension d'armes génératrice de malheurs quotidiens, qu'elle le dise!

RIEN N'EST PLUS INHUMAIN QUE LE SORT FAIT AU TERRITOIRE LE PLUS VÉNÉRABLE DU MONDE PAR LES DÉFENSEURS DU MONDE. *Rien n'est plus affligeant, plus douloureux que l'absence des Nations Unies d'un débat où les civilisations majeures et l'avenir du monde sont à ce point engagés.* Malgré tout ce qui se dit au Conseil de Sécurité et aux Nations Unies, malgré des apparences illusoires, *c'est d'une absence qu'il s'agit*; on ne peut reconnaître une présence internationale dans l'attitude toujours négative à la fin des grands organismes internationaux.

Mais le Saint-Siège qui, dès 1948, réclamait le « corpus separatum » confirme sa juste et nécessaire revendication. Il affirme sa volonté à la face des ambitions égoïstes et étroitement temporelles. *Il rappelle à l'ordre ceux qu'égare un opportunisme sans clairvoyance et sans courage.*

Malgré toute la résistance israélienne et juive, résistance passionnée, résistance furieuse,

résistance aveugle de l'ambition et de l'orgueil déchaînés, comment ne pas voir le bienfait et les garanties de la paix (et le salut d'Israël lui-même) dans l'internationalisation des Lieux-Saints? Comment ne pas voir dans la présence effective et tutélaire des Nations Unies dans Jérusalem le terme d'un désordre sans pareil, spirituel, moral et politique ensemble?

Le Gouvernement d'Israël doit se persuader que, sans l'internationalisation, il n'y aura autour de lui ni repos ni trêve, que des générations d'hommes vont se succéder dans l'inquiétude, que dans un tel climat il n'y a pas de vie possible pour une nation qui attend de l'immigration qu'elle la surpeuple (non plus que pour ses voisins, en état de perpétuelle alerte). Voilà ce que dit la raison.

Nous accueillons avec reconnaissance la manifestation renouvelée de la volonté invariable du Saint-Siège. Sans doute, les pays arabes en seront-ils touchés. Sans doute y verront-ils, avec tous les pays de Chrétienté et d'Islam, un puissant réconfort.

C'est aux Nations Unies maintenant de faire leur devoir. C'est à elles de limiter les dégâts et de rendre au Proche-Orient la paix si gravement compromise par l'avènement en Terre-Sainte de l'Etat le plus raciste, le plus secret, le plus expansionniste de l'univers.

Pour sortir de la nuit, il n'y a plus qu'une issue : internationaliser Jérusalem et garantir internationalement et contractuellement les frontières. Tant qu'on ne fera pas cela, on consentira tacitement à une guerre sans fin.

25 novembre 1953

« L'AN PROCHAIN A JERUSALEM »

Nous pensons, en cette fin d'année, au sort de Jérusalem et à l'avenir de la paix.

Plus nos réflexions se font profondes, plus une logique serrée les gouverne, plus nous nous persuadons que l'internationalisation des Lieux-Saints est une condition inéluctable de la paix.

La présence internationale entre les Arabes et Israël est la seule chance de l'ordre et de la concorde. Cette présence doit être effective, armée, permanente et telle que le prestige des Nations Unies en soit accru. On la conçoit mal en territoire israélien ou jordanien; on ne peut la concevoir utilement qu'à Jérusalem. Elle doit couvrir un espace suffisant pour une population deux ou trois fois supérieure à celle d'aujourd'hui.

Devant le consentement acquis des autres Arabes, la résistance de la Jordanie à cette nécessité paraît futile et vaine. Quant à la résistance d'Israël, elle est, nous le savons, désespérée; mais nous savons aussi que le salut d'Israël lui-même en dépend; *et davantage encore celui de la paix.*

CAR, SANS LA PRÉSENCE INTERNATIONALE, IL N'Y A PAS DE SOMMEIL POUR LES ARABES, *comme il n'y a pas de frein à l'intrigue congénitale et aux ambitions d'Israël. Ce sont les tragédies de demain qu'on s'épargne au prix de la sagesse d'aujourd'hui.*

Pour Israël, la colline de Sion est la justification du sionisme (avec l'obsession de Jérusalem); *mais, pour la Chrétienté et pour l'Islam entiers, Jérusalem est un lieu sacré qu'on ne peut mettre, quels que soient les serments, sous l'autorité politique d'Israël.*

Les raisons religieuses, humaines et sentimentales d'internationaliser Jérusalem sont surabondantes; mais la raison politique est aussi impérieuse. IL NE PEUT Y AVOIR DE PAIX DURABLE ENTRE LES ARABES ET ISRAËL SANS LA PRÉSENCE INTERNATIONALE. Cette présence aurait le sens d'une borne infranchissable et celui d'une sécurité qui permettrait aux Arabes (et aux Juifs) de dormir sans la menace nocturne et quotidienne des bombes, du massacre et de l'incendie.

On a entendu le mois dernier la voix du Vatican s'élever de nouveau, haute et ferme, en faveur de l'internationalisation de Jérusalem. On a eu l'écho de démarches arabes officielles auprès du Saint-Siège. Dans une matière aussi grave, et où tant de nations sont engagées, l'Israël ou la Jordanie ne devraient pas être l'obstacle. Les moyens de contrainte dont on dispose sont de première grandeur (les moyens financiers et économiques suffiraient).

Sur le plan de l'absolu, on s'est battu en Corée, on se bat en Indochine pour moins que cela.

30 décembre 1953

ENTRE L'ENCLUME ET LE MARTEAU

EST-CE sur le Communisme que les Arabes vont compter pour les défendre contre le Sionisme? C'est là un beau paradoxe. Mais ils sont entre l'enclume et le marteau et c'est la position la moins confortable qui soit.

Le monde occidental dit que le Communisme est le plus grand de tous les périls. Le monde arabe, au contraire, pense que, pour lui, le Sionisme est le plus grand.

Jusqu'ici, le monde occidental a soutenu systématiquement le Sionisme. Comment pouvait-il le faire sans affoler le monde arabe et sans le dresser contre lui? C'est ce qui fait que les moyens de persuasion, de l'Amérique notamment, sont vains.

Pour les Arabes, les remèdes dits « économiques » ne peuvent que fortifier Israël et aggraver sa mégalomanie. Pour les Arabes, la paix avec Israël ne peut avoir d'autre sens qu'un répit donné au Sionisme pour qu'il prépare d'autres agressions.

Tel est le conflit profond auquel on ne veut apporter que des solutions de surface. C'est un conflit dont le fondement est pourtant dans les âmes et non point dans les besoins de la chair.

Il n'est évidemment pas question que les Arabes jettent les Israéliens à la mer; la présence politique d'Israël en Proche-Orient serait par eux reconnue, si la puissance d'Israël, nourrie par l'Occident, était limitée par la présence internationale et si les frontières étaient contractuellement garanties.

Mais les ambitions d'Israël sont connues. *Il s'agit de surpeupler le pays et d'aller plus loin. Il s'agit de conquérir tout Jérusalem et de rétablir quelque chose*

comme le royaume de David et de Salomon d'il y a trente siècles. Enfin il s'agit d'édifier, en Proche-Orient, une métropole tentaculaire à un empire juif mondial.

C'est à cela (qui se ferait sur leurs dépouilles), que les Arabes ne se prêtent pas; et c'est à cela que l'Occident, dominé par la puissance israélite (et non point israélienne), prête un concours, inconscient ou servile, selon les milieux et les circonstances.

Notre propos illustre les entretiens de ces derniers jours de diplomates arabes et de diplomates soviétiques. M. Vichinsky, au Conseil de Sécurité, M. Solod au Caire, l'Ambassadeur de l'U.R.S.S. à Damas ont fait écho à des appels divers. La vérité est que les Arabes ne savent plus à quel saint (ou à quel diable) se vouer.

Le soutien que le Communisme apporte aux Arabes ressemble à celui de la corde qui soutient le pendu.

Mais voilà où mènent, conjointement ou séparément, les défaillances de la raison, l'absence du jugement et la faillite de la justice.

10 avril 1954

*SUR UN DISCOURS DE SON ÉMINENCE
LE CARDINAL AGAGIANIAN*

LE discours de Son Éminence le cardinal Agagianian à la réception qui suivit la messe pascale des Arméniens-Catholiques nous est venu comme du baume au cœur. Et nous sommes heureux que Monsieur le Président de la République qui honorait la cérémonie de sa présence ait rendu témoignage au Cardinal en lui disant à son tour: *« Vous avez voulu que cette cérémonie dépasse le cadre de la simple visite protocolaire d'un échange de bons souhaits. Vous avez voulu, parlant avec l'autorité qui s'attache à votre dignité en tant que Prince de l'Eglise et représentant le Saint-Siège, dire la vérité et toute la vérité en ce qui concerne la Palestine. »*

Cette vérité nous touche et nous émeut. La parole de Son Éminence est pour nous une bénédiction et une consolation. Elle répond à une conviction que nous formulons depuis toujours pour l'honneur de la foi, pour la justification de l'espérance, pour l'amour de la justice et de la paix.

Le Chef de l'État ajoutait:

« Pour que le problème de Palestine reçoive une solution juste et équitable, il est indispensable que nous ayons l'appui de la plus haute Autorité spirituelle, de cette Autorité spirituelle qui n'agit que pour le bien de l'humanité et qui ne s'inspire que de la justice. Cette autorité est le Saint-Siège. »

« Dans la mesure qu'il voudra intervenir et je suis sûr qu'il interviendra, le problème palestinien pourra trouver une solution. »

Or le Saint-Siège est intervenu maintes fois. Il s'est exprimé dans les termes les plus clairs. Il a renouvelé à maintes reprises une revendication solennelle; et c'est à bon droit que le Cardinal a évoqué la suite persévérante de ses interventions et de ses actes:

« Nul n'ignore, a dit Son Éminence, que l'œuvre accomplie dans ce domaine, surtout pour l'internationalisation de Jérusalem, par les représentants diplomatiques du Saint-Siège, a de beaucoup renforcé, en intensité et en extension, tout ce qui a pu être fait... »

Car dès les premières lignes de son discours, dès les premiers mots, le cardinal Agagianian a parlé de la Terre-Sainte. Il en a parlé en termes poignants, ne craignant pas de mêler une note de tristesse à l'alleluia de la Résurrection.

« *La Terre-Sainte, où les anges pour la première fois annoncèrent la paix aux hommes de bonne volonté, et où Jésus promulgua son message de charité, est devenue, hélas, un foyer de conflits, alors que quelques centaines de milliers de ses paisibles habitants subissent le sort bien précaire de réfugiés.*

« *Jérusalem, « la Cité de la paix », où le Christ scella de son sang la paix entre le ciel et la terre et apparut à ses disciples après sa glorieuse résurrection en leur disant : « Paix avec vous », est réduite, hélas, ces temps-ci, à un champ de belliqueuses compétitions, qui en font « la cité de la désolation ».*

« *Faut-il s'étonner que cette triste situation de la Palestine, cœur et par conséquent point sensible de tout le Proche-Orient, ait eu sa répercussion sur notre cher Liban et sur tous les pays arabes ?*

« *C'est que tous ces pays sont convaincus que, tant qu'une juste et équitable solution n'est pas donnée à la question palestinienne, la paix restera menacée, non seulement dans le Proche-Orient mais dans le monde entier.* »

Et, rappela Son Éminence, « *le 8 décembre 1949, les Pays arabes, après des efforts extraordinaires, avaient enfin réussi à voir l'Assemblée Générale de l'ONU déclarer l'internationalisation de la région de Jérusalem sous le contrôle de l'ONU.* »

« Or, le Saint-Siège, lui aussi, déployait une activité remarquable, dans ce sens, depuis quatorze mois. Dans l'Encyclique ci-haut citée, le Pape avait déjà parlé explicitement de l'opportunité de donner à Jérusalem et à ses alentours... un caractère international...

« L'histoire impartiale dira un jour, sans doute, que la décision de l'internationalisation de Jérusalem par l'ONU est due, en bonne partie, à la merveilleuse œuvre diplomatique, silencieuse, intelligente et persévérante du Saint-Siège. »

*
* *
*

La nécessité d'internationaliser Jérusalem se déduit d'une façon éclatante des paroles du cardinal Agagianian et de l'attitude constante du Vatican.

Pour nous, nos lecteurs le savent depuis longtemps, l'internationalisation de Jérusalem est la condition même de la paix. Sans la présence internationale statutaire dans les Lieux saints, il n'y a pas de paix possible, il n'y a pas pour les Arabes de sommeil possible. Si Israël est de bonne foi, il faut qu'il y consente. S'il n'est pas de bonne foi, aucune sagesse au monde ne conseillera aux Arabes de se résigner au malheur. Faire la paix sans cette assurance, c'est préparer l'agression de

Sans l'internationalisation de Jérusalem, tous les précédents le montrent, aucune garantie internationale ne peut suffire. *La Chrétienté et l' Islam savent qu'une menace perpétuelle pèse sur Jérusalem.*

En disant notre gratitude au cardinal Agagianian pour son magnifique discours, nous ne croyons pas être téméraire en assurant Son Éminence de celle de tous les Libanais et de tous les Arabes encore.

Dans la lutte pour Jérusalem, dans l'effort collectif pour empêcher la « conquête de Jérusalem », chacun verra le fruit de la résistance légitime de la Chrétienté et de l' Islam ensemble.

Mais ce n'est pas seulement pour des raisons religieuses et sentimentales altissimes qu'il faut internationaliser Jérusalem, c'est littéralement pour empêcher la guerre et ses horreurs et c'est pour arracher les Juifs à une permanente et terrible obsession.

Les Arabes ne dormiront en paix que lorsque Jérusalem recevra le statut international décidé en 1949 par l' ONU, et lorsque des frontières arabo-israéliennes seront garanties contractuellement sur le plan international. En dehors de cette issue il n'y a pas de paix.

5 mai 1954

LE FONDEMENT D'UNE POLITIQUE

COMMENÇONS ce matin par où nous finissons avant-hier : *l'internationalisation de Jérusalem*; ce qui veut dire LA PRÉSENCE INTERNATIONALE STATUTAIRE, PERMANENTE ET ARMÉE EN PALESTINE.

C'est devenu la condition de la défense commune avec l'Occident et de la paix en Proche-Orient. Entre les Arabes et Israël il faut cette présence.

Les dépêches font écho à un article de l'*Osservatore Romano* rappelant la nécessité d'internationaliser Jérusalem et ses environs. La position du Saint-Siège sur ce point est connue. Elle s'affirme une fois de plus. On a des raisons d'espérer que la voix du Vatican se fera, à ce sujet, de plus en plus pressante.

L'Occident n'obtiendra la contribution sans réserve du Proche-Orient à la défense de la paix qu'en lui apportant la sienne.

C'est le droit et le devoir des Arabes du Proche-Orient de faire désormais de l'internationalisation de Jérusalem le fondement de leur politique extérieure. Les puissances qui ont créé l'État et le danger d'Israël

ne peuvent pas refuser cela; elles ne le peuvent pas sans porter la responsabilité d'un déni de justice odieux.

Nous écrivions l'autre jour que l'Égypte devrait faire quelque concession admissible à Suez pour sauver Jérusalem. Cela nous le croyons fermement. Au point où l'on en est, *le péril israélien pour le monde arabe va beaucoup plus loin que le péril anglais pour l'Égypte*; et il se trouve, de surcroît, que l'Amérique ne peut pas se désintéresser de l'avenir de la zone de Suez.

L'Égypte se fait illusion en mettant Suez avant Jérusalem. Si l'accord anglo-égyptien se fait prochainement, comme tous les Libanais le souhaitent, tout sera pour le mieux; *s'il ne se fait pas, l'Égypte devra se souvenir davantage de la Palestine et d'Israël.*

16 juillet 1954

L'IMPUISSANTE COMMISSION D'ARMISTICE

UN des derniers incidents à la frontière arabo-israélienne, celui de Beit Likya en Jordanie, a coûté la vie à deux légionnaires arabes tandis

que quatre étaient blessés et trois faits prisonniers. Voilà la Légion arabe bien éprouvée.

Là-dessus, la Commission d'armistice a reconnu la culpabilité d'Israël, mais quelles seront les sanctions? Ou qu'est-ce que cette Commission d'armistice dont les décisions arbitrales quasi quotidiennes sont dépourvues de sanction?

On se borne à dire : tel est l'agresseur, l'autre est la victime. Après cela, comme après l'assassinat du comte Bernadotte, tout est clos.

Pauvre justice, sans force! C'est un sentiment de tristesse qu'on éprouve devant cette distribution impuissante de la justice. Vous êtes l'agresseur, dit le juge, et moralement je vous condamne; mais, je ne puis aller plus loin. Et cela recommence deux ou trois cents fois par an.

L'attitude des Nations Unies et de leur Commission d'armistice en Palestine est une des moins exemplaires, une des plus décevantes qu'on ait vues en matière de droit international. *La Commission d'armistice elle-même n'y peut rien.* C'est de plus haut qu'en fin de compte le déni de justice s'affirme.

Pendant combien de temps les choses iront-elles ainsi? Ne voit-on pas qu'Israël cherche par la violence à faire céder les Arabes, ne serait-ce que par lassitude?

Mais c'est à une exaspération refoulée que tout cela conduit. Des montagnes de haine s'accumulent, grosses, manifestement, du désastre futur. Cela se paiera ces années-ci ou dans un quart de siècle, mais cela se paiera. Sûrement ce n'est pas par ce moyen qu'on arrivera à la paix que nous désirons tous.

La paix c'est seulement d'une décision virile des Nations Unies et des Etats-Unis qu'elle peut venir. La paix ne peut venir que de la présence armée permanente des Nations Unies en Palestine, présence dont l'internationalisation effective de Jérusalem représente la forme la plus raisonnable. La paix ne peut venir que de la garantie contractuelle des frontières et non point de la déclaration tripartite de 1950 dont malgré les affirmations renouvelées du Département d'État à Washington nul ne se dissimule la fragilité.

Israël bravant les Nations Unies, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ensemble, montre de mieux en mieux le caractère de puissance mondiale tentaculaire par essence qui est le sien.

Que nous sommes donc loin de l'idyllique « Foyer National Juif » qu'on nous montrait naguère sous un jour si discret et paisible et humain !

7 septembre 1954

UN LIEN CONGENITAL :
« NEW-YORK ET TEL-AVIV »

UNE note du dernier numéro de l'*Economist* de Londres sous le titre « *New-York and Tel-Aviv* » doit être signalée au lecteur. Elle montre jusqu'à quel point, en période électorale surtout, la politique américaine est dans la dépendance d'Israël.

L'attitude d'Israël durcit à l'égard des Arabes et de l'Ouest, dit l'article (ce qui explique la fréquence et la violence des incidents à la frontière de Jordanie); cette année est en effet une année d'élections dans l'Etat de New-York. Les 96 voix de New-York peuvent décider du vote de la nation et quoique le sort du Président ne soit pas en jeu cette année, une victoire des Démocrates à New-York présagerait la défaite des Républicains en 1956. C'est un fait fondamental de la politique américaine que l'Etat de New-York NE PEUT PAS ÊTRE GAGNÉ CONTRE LE VOTE DES JUIFS. (C'est nous qui mettons ici des majuscules.) Dans la seule ville de New-York il y a quelque 2.150.000 Juifs et ils vont aux urnes avec un intense souci des positions internationales (with an intense awareness of international issues).

« Israël a toujours su comment mettre en jeu son vaste hinterland à travers l'Atlantique (Israel has always known how to bring into play its great hinterland across the Atlantic). »

Que le peuplement juif en Amérique soit considéré par l'*Economist* comme « l'hinterland » d'Israël, cela fait peur. Sans doute le savait-on; mais combien peu, naguère encore, voulaient y croire? Et croire qu'Israël n'est pas un « foyer national », patriarcal et humanitaire, mais une puissance mondiale et qui rêve d'un empire universel?

« Cette année, dit encore l'Economist, ce serait un suicide politique tant pour les Républicains que pour les Démocrates de sous-estimer l'importance des services rendus par eux à Israël et des engagements qu'ils prendront dans leurs programmes en faveur du Sionisme (This year, it would be political suicide for either Republicans or Democrats to disregard them). »

« Les Arabes doivent se souvenir de cela, dit enfin le journal anglais (The Arabs have to bear this in mind).

Nous souhaitons pour notre part que les Anglais s'en souviennent aussi. *Mais, devant une telle évidence, comment Américains et Anglais ensemble peuvent-ils imaginer un instant que la paix entre les*

Arabes et Israël puisse se faire sans la présence internationale, politique et militaire, statutaire et permanente des Nations Unies en Palestine ?

Périodiquement, Washington et Londres s'étonnent de voir les Arabes refuser d'entrer en pourparlers avec Israël; Londres et Washington, d'autre part, montrent aux Arabes combien la politique américaine et britannique est solidaire de celle d'Israël. Il y a dans cela une contradiction, un défaut de logique qui trouble.

Nous répéterons indéfiniment ce qui nous paraît la chose la plus claire du monde: *si les Américains et les Anglais veulent que nous fassions la paix avec Israël, QU'ILS VIENNENT SERVIR DE TAMPON MATÉRIEL ET VISIBLE ENTRE ISRAËL ET LES ARABES autrement que par le moyen d'une Commission d'armistice impuissante, ET QU'ILS SE DÉCIDENT A GARANTIR CONTRACTUELLEMENT LES FRONTIÈRES.*

La condition fondamentale de la paix, c'est justement cette garantie avec l'internationalisation de Jérusalem.

17 septembre 1954

LA CONQUETE DE JERUSALEM

PAS à pas et comme un défi au droit public, aux Nations Unies, à la Chrétienté et à l'Islam ensemble la conquête de Jérusalem par Israël se poursuit.

Le nouvel Ambassadeur des États-Unis en Israël présentera ses lettres de créance à *Jérusalem*. Les Américains ont beau dire que cela ne doit pas être interprété comme un acte d'hostilité à l'égard des Arabes. Ils s'engagent un peu plus d'année en année. Il est futile de faire *volontairement* une brèche au droit des gens et d'affirmer paisiblement que ce n'est pas un acte hostile.

Mais, de faiblesse en capitulation, la puissante Amérique nous mènera on ne sait où. Visiblement elle subordonne sa politique extérieure à sa politique intérieure. Les choses se passent comme si Washington, à l'égard d'Israël, n'était pas libre de ses décisions.

Cela s'est vu, une fois de plus, tout au long de la préparation des élections américaines qui se sont déroulées mardi.

Israël tient Jérusalem pour sa capitale comme si Jérusalem était une ville indifférente au reste de

l'univers. *Mais s'il est une ville au monde qu'il faut internationaliser pour les considérations d'ordre spirituel et d'ordre politique les plus graves, c'est bien Jérusalem.*

La présence statutaire et permanente des Nations Unies à Jérusalem s'avère de plus en plus comme une nécessité et comme une condition fondamentale de la paix. Cela n'empêche pas les Etats-Unis de la rendre plus difficile par un acte gratuit qui ancre davantage Israël dans sa détermination.

PARALLÈLEMENT, ISRAËL S'ARME JUSQU'AUX DENTS; ET SI LES ARABES VEULENT S'ARMER A LEUR TOUR, ISRAËL PROTESTE ET FAIT ENTENDRE SES CLAMEURS JUSQU'AU BOUT DU MONDE.

Cent manœuvres se poursuivent pour qu'Israël puisse, un jour ou l'autre, achever la conquête de Jérusalem. A cela l'Amérique prête son concours diligent. *Tel-Aviv est la capitale officielle d'Israël; mais l'Ambassadeur des Etats-Unis, donnant le bon exemple à toutes les diplomaties de la terre, consent à présenter ses lettres de créance à Jérusalem. Si ce n'est pas un acte déplaisant, un acte hostile à l'égard des Arabes, qu'est-ce? Les Américains le font quand même; et quand les Américains cèdent, que faut-il attendre de la résistance des autres?*

On croyait à plus de clairvoyance, on espérait plus de justice depuis certains discours de M. Byroade.

Mais voilà que le courant emporte tout. La conquête de Jérusalem progresse avec la complicité tacite de ceux qui devraient l'empêcher à tout prix. Et le malheur est devant nous.

4 novembre 1954

LA PAIX AVEC ISRAËL DEPEND D'ISRAËL

ON n'aura pas raison d'Israël en affirmant qu'à aucun prix on ne fera la paix avec Israël. On aura raison d'Israël en montrant le terrible danger que les ambitions extravagantes d'Israël représentent.

Aux Américains comme aux Anglais, il faut demander des garanties contre Israël et non point qu'ils s'associent à une guerre contre Israël ou qu'ils la tolèrent.

Car les Américains et les Anglais sont les protecteurs naturels d'Israël. Il suffit pour s'en assurer de dénombrer les Juifs dans la ville et dans l'État de New-York; et, d'autre part, de lire le *Manchester Guardian* par exemple.

L'Amérique et l'Angleterre sont en un sens prisonnières, l'une et l'autre, d'Israël. *Les Anglais et*

les Américains dans ce domaine ne régiront que devant le péril, l'excès et la violence. Car ils veulent en même temps se montrer les amis des Arabes. Ils ont trop besoin du Proche-Orient pour se l'aliéner tout à fait. Leur jeu arabo-israélien est un jeu de bascule et d'équilibre; un équilibre qui devient par moment si instable qu'il fait peur.

C'est un fait que les Juifs sont très puissants dans l'univers. Qu'ils aient tant de cordes à leur arc montre l'étendue de leurs ressources matérielles et intellectuelles. Ils tiennent des positions-clés dont on ne les délogera pas de sitôt. *Il ne faut pas dire qu'on jettera les Israéliens à la mer car on ne les jettera pas à la mer.* Il faudrait, pour le faire, des événements apocalyptiques; et nous ne souhaitons rien de tel pour notre part.

Nous conservons Dieu merci, au plus haut degré, le sens de la fraternité humaine. Nous ne voulons pas le mal même à ceux qui pratiquent la loi du talion. *Nous voulons seulement n'être plus menacés dans nos sentiments comme dans nos foyers; et qu'on se souvienne enfin de ce que représentent, en face du racisme confessionnel d'Israël, la Chrétienté et l'Islam.*

Israël rêve de s'emparer de tout Jérusalem et d'en faire sa capitale. Israël rêve de reconstituer le territoire des Douze tribus, puis de pousser jusqu'à l'Euphrate,

pour rétablir le royaume de David et de Salomon. Israël va jusqu'à rêver peut-être de la possession d'Ur en Chaldée, qui est la patrie d'Abraham... C'est contre ces aberrations qu'on s'élève. Si elles se réalisaient dans leur première étape même, elles signifieraient pour les Arabes le désastre et l'asservissement.

Et la menace israélienne est telle que les Arabes en ont perdu le sommeil. Cette image, ces mots, illustrent l'évidence; c'est pourquoi nous y revenons si souvent.

Comment dormir en paix avec la menace indéfinie d'Israël, avec les ambitions avouées ou secrètes d'Israël?

Qu'Israël ne soit plus « un foyer national » humanitaire, chacun le sait; qu'il nourrisse des projets d'empire et de domination, nul ne l'ignore. C'est pour cela que la paix avec Israël est impossible; à moins que...

A moins que, disons-nous, les Nations Unies, et l'Amérique et l'Angleterre d'abord, ne mettent un frein à la fringale d'Israël; à moins que la présence politique internationale, statutaire et permanente, dans les Lieux saints, avec l'internationalisation de Jérusalem, ne devienne un fait; à moins que les frontières arabo-israéliennes ne soient garanties contractuellement et définitivement sur le plan international, au-delà de la « Déclaration tripartite ».

La Déclaration tripartite, on commence à savoir et à voir en effet combien elle s'apparente à la célèbre théorie de la « Relativité »...

Ainsi, les Arabes agiront mieux en montrant la possibilité plutôt que l'impossibilité de la paix. On ne fait une guerre éternelle qu'à un adversaire éternel. Il dépend des Américains et des Anglais de ramener le judaïsme universel au sens des réalités en Palestine, POUR L'AMOUR DE LA PAIX.

LA PAIX SERA POSSIBLE QUAND ISRAËL SE CONVAINCRA DE LA NÉCESSITÉ DE RENONCER A UN ENSEMBLE DE FOLIES ET DE CHIMÈRES.

6 novembre 1954

*L'HONNETE TEMOIGNAGE
D'ALFRED LILIENTHAL, JUIF AMERICAIN*

CE que M. Alfred Lilienthal, de retour aux États-Unis, vient de dire au secrétaire d'État Foster Dulles, d'après les dépêches, est la vérité même. *Les pays arabes font de façon décisive la distinction entre judaïsme et sionisme. Ils ont pour le judaïsme, en tant que religion, tout le respect qui se doit ; tandis qu'ils s'élèvent contre le sionisme, expression violente*

d'une politique d'agression et de conquête. Tous les Juifs libanais témoigneraient sans doute de cela.

L'auteur de *What price Israel* estime qu'au regard des Arabes l'existence paisible d'un petit État juif en Palestine est possible ; *tandis qu'un Etat sioniste, en extension, selon la conception actuelle d'Israël, va contre la nature des choses et sera combattu légitimement par les Arabes jusqu'à la fin des temps.* Le diagnostic de M. Lilienthal rejoint le nôtre. C'est celui d'un homme de bonne foi.

La paix pourrait régner en Palestine moyennant l'internationalisation de Jérusalem et la garantie internationale contractuelle des frontières. Nous répétons cela depuis longtemps. Et, par l'internationalisation de Jérusalem, serait naturellement facilitée la solution du problème tragique des réfugiés.

Le courage de M. Lilienthal lui fait honneur autant que son souci de la vérité. Si l'avis de M. Lilienthal est retenu par le Gouvernement de Washington, la politique pro-israélienne des États-Unis doit se réformer et prendre un visage nouveau ; et la politique britannique aussi (qui est celle du *Manchester Guardian*). *Quand les diplomates anglais du Proche et du Moyen-Orient se réuniront prochainement en conférence à Beyrouth, et quand leurs collègues américains en feront autant à Damas, sans*

doute s'entretiendront-ils, les uns et les autres, de ces choses si pressantes et si graves.

Nous avons rappelé souvent que si les quarante-quatre hectares de l'État de la cité du Vatican suffisent au gouvernement de plus de 400 millions de catholiques, dix mille kilomètres carrés de territoire en Palestine doivent suffire surabondamment aux 16 millions de Juifs dispersés dans l'univers. Comme il n'est pas question que tous les Juifs du monde viennent s'établir en Palestine, le refuge politique, le « foyer national » que veulent les Juifs raisonnables, satisferait avec dix mille kilomètres carrés tous les besoins. Ce serait une garantie suffisante contre les risques.

MAIS LE SIONISME VEUT S'EMPARER DE JÉRUSALEM; IL VEUT BÂTIR UN EMPIRE; IL NOURRIT UN RÊVE DÉSORDONNÉ QUI EXPOSE LES JUIFS EN PALESTINE ET PARTOUT AILLEURS AUX PIRES MALHEURS. *Car les prétentions insolentes du sionisme empêchent les Arabes de dormir; comme elles finiront par dresser contre les Juifs les pays les plus accueillants, les plus libéraux de la terre.*

Ce que pensent, au fond, de M. Lilienthal, ses coreligionnaires, nous pouvons nous le demander; mais, pour nous, cet homme intrépide rend en ce moment le

plus grand service à Israël et aux Etats-Unis ensemble ; ce qu'il dit et professe, c'est la vérité qui libère.

20 novembre 1954

LA CONQUETE DE JERUSALEM (suite)

Si la Jordanie s'oppose à l'internationalisation de Jérusalem, *il faut qu'elle renonce à faire obstacle aux ambitions d'Israël.*

Car Israël est maître des trois quarts de la Ville sainte; *et ce qu'il convoite, d'abord, c'est le quatrième quart, c'est-à-dire, surtout, l'emplacement du Temple, qui est celui de la mosquée d'Omar.*

Pour posséder un lambeau de Jérusalem, la Jordanie expose la ville entière et tout le voisinage. Dans l'affaire de Palestine, la Jordanie, depuis l'origine, porte de lourdes responsabilités. Voici qu'elle les aggrave. La politique chétive qu'elle fait, est-ce la sienne? En se contentant de ce qu'elle a, a-t-elle reçu par hasard le prix de ses complaisances?

Si l'on veut que le monde arabe mette un frein aux ambitions d'Israël il faut internationaliser Jérusalem. Seule la présence internationale peut rendre aux

Arabes le sommeil perdu. Seule, elle peut faire de la paix une possibilité, avec la marche du temps.

La faible Jordanie s'oppose à ce qui ferait sa sécurité. C'EST A SON PROPRE SALUT QU'ELLE S'OPPOSE. Ses partenaires de la Ligue arabe sont-ils prêts à accepter cela? Sont-ils prêts à n'être que les comparses de la tragi-comédie qui se joue?

Pendant qu'on proclame solennellement dans les capitales arabes qu'on fera à Israël une guerre éternelle, on permet à la Jordanie de tenter de ruiner la seule chance, non pas de ne point mettre un terme à la guerre, mais de ne point périr; car la Jordanie est parmi les plus exposés.

Petit à petit, Israël fait la conquête de Jérusalem; son dernier succès fut d'obtenir que la présentation des lettres de créance des ambassadeurs de trois grandes puissances se fit à Jérusalem. Une étape après l'autre, l'Israël mondial fait de Jérusalem sa métropole tandis que la Jordanie, contre le vœu de tous ses partenaires, contre le vœu de toute la Chrétienté et de tout l'Islam, préfère à l'internationalisation et à la paix future la satisfaction d'intérêts aussi précaires qu'égoïstes.

La prétention jordanienne ne fait pas honneur aux Hachémites; elle ne les grandit pas dans le monde arabe; elle les montre subordonnant à une

vaine et trompeuse gloire des intérêts d'ordre général, *on peut dire d'ordre universel.*

Qu'on ne nous parle plus d'unifier la politique étrangère des Arabes, et que ce ne soit plus surtout un prince hachémite qui en parle! *et qu'on ne nous parle plus sans rire d'une lutte efficace contre Israël.*

Le Gouvernement d'Israël marque des points. M. Moshé Sharett triomphe sans doute; POUR ÉVITER CE QUI LE DÉRANGE LE PLUS, il trouve dans la Jordanie un allié, nous allions dire un compère.

Nous revendiquons après cela le droit, pour le Liban, d'avoir une politique étrangère proprement libanaise. Nous en avons le devoir. Nous aussi, nous sommes les voisins immédiats d'Israël et nous avons nos soucis et nos craintes. Si la Jordanie peut défier impunément la Ligue, nous le pouvons aussi...

On en a assez d'être berné comme cela.

15 décembre 1954

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Note Liminaire	9
Pour servir d'Introduction	11

1945 - 1947

LA MORALE EN FAILLITE

La terre promise	17
Une histoire juive	19
Introduction à une enquête	22
Ce qu'a dit le Primat d'Angleterre	25
En Palestine, rien de nouveau	27
Les chances de la raison en Palestine	30
La logique en défaut	32
Perspectives palestiniennes	34
Un témoignage	36
Israël devant les Nations	39
Les juges d'Israël	41
Une et indivisible	43
Pour la Commission d'enquête	46
Aide-mémoire aux enquêteurs de l'ONU	49
D'une lettre historique	51
La tragédie palestinienne	53
L'Amérique dans la balance	56
La marche du destin	58
La Palestine et la géographie	60
Toujours l'ONU et la Palestine	63
La Palestine n'est pas une terre vacante	66
Le malheur en marche	68

Le malheur en marche (suite)	70
Une politique aberrante	73
Un « acte d'humanité » mortel	75
Horizon sans soleil	77

1948 - 1950

LA TERRE SAINTES ABANDONNÉE

Un vaste péril	83
Pour qu'il y ait du nouveau en Palestine	86
Pour en sortir	88
Une démarche étrange	91
Devant les faits	93
Ce n'est pas un rêve	96
Le tournant décisif	99
Raisons majeures d'une résistance	101
Le rôle décevant des Puissances	103
Façons de parler et d'écrire	105
Étapes d'Israël	108
Sur la trêve	110
Mémoire après la trêve	112
Le provisoire qui dure	115
Le médiateur embarrassé	118
D'une étape à l'autre	120
Propos dominicains	122
L'an prochain à Jérusalem	125
Propos dominicains	127
L'Occident et la Palestine	131
Jérusalem en danger	134
La fin tragique du médiateur	137
M. Riad Solh et la diplomatie libanaise à Paris	139

La contagion de l'exemple	142
Suites d'une intrigue et d'une faute	144
Cette nouvelle année	146
Réflexions sur l'État Juif	149
En marge d'un débat aux Communes	152
Propos dominicaux	155
L'avenir d'Israël	158
Aspects de la politique extérieure d'Israël.....	161
Discours jordaniens	164
Il n'y a plus de Terre Sainte	166
Le sort de Jérusalem	168
Un mauvais voisin	170
Corée et Palestine	172

1951 - 1954

LE MALHEUR EN MARCHÉ

Salut à bon entendeur	179
La paix que cherche Israël	182
Questions	184
Propos sur le discours de M. Ely Palmer	187
Le souvenir du comte Bernadotte	190
Dans le bruit des armes	192
Un tête-à-tête prématuré	196
Le piège israélien	198
Sur les négociations avec Israël	201
Les plaintes de M. Moshé Sharett	203
Le cri du cœur	206
Le temps de la colère	209
La discorde entre le camp de Karl Marx et sa race	212

Petit exposé à l'intention de M. John Foster Dulles	215
Introduction à la visite de M. Foster Dulles	219
La seule issue	223
De Suez à Jérusalem	226
Pour une politique moins chétive	229
La diplomatie d'Israël	233
Sauver Jérusalem	235
Une politique d'aveugles	237
D'une agression à l'autre	240
L'avertissement américain et la Mission de M. Eric Johnston	242
A l'échelon le plus élevé	245
Un témoignage	248
Problèmes israéliens ou problèmes juifs?	251
La voix du Vatican	253
«L'an prochain à Jérusalem»	256
Entre l'enclume et le marteau	258
Sur un discours de Son Éminence le Cardinal Agagianian	261
Le fondement d'une politique	266
L'impuissante Commission d'armistice	267
Un lien congénital : «New-York et Tel-Aviv» ..	270
La conquête de Jérusalem	273
La paix avec Israël dépend d'Israël	275
L'honnête témoignage d'Alfred Lilienthal, juif américain	278
La conquête de Jérusalem (suite)	281

**ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'ARAB PRINTING PRESS
A BEYROUTH
1994**

